

LE QUAI D'ORSAY ET LE « CHANGEMENT »

Le plus vaste mouvement diplomatique depuis la libération

Le conseil des ministres du mercredi 14 octobre a arrêté un mouvement diplomatique d'une grande ampleur. Pour un sur cinq, des hommes de grande expérience provenant d'autres secteurs, a déclaré M. Bérégovoy, secrétaire général de l'Elysée, l'honneur du conseil.

Selon l'usage, la plupart de ces nominations ne seront officiellement annoncées qu'une fois que les gouvernements étrangers auront donné leur accord. Mais certains seront accordés, sans doute à leur agrément. Seuls ont été annoncés mercredi certaines des nominations qui n'ont pas encore été acceptées.

M. Francis Gutmman, directeur du Quai d'Orsay, est nommé secrétaire général du Quai d'Orsay. Il succède à M. Bruno de La Haye, qui est nommé à la limite d'âge. M. Gutmman aura comme secrétaire général adjoint M. Jacques Martin, ancien ambassadeur à Belgrade, conseiller diplomatique au gouvernement. M. Jacques Viot, qui fut directeur du cabinet du président ministre M. François Pons, est nommé inspecteur général des postes diplomatiques et consulaires. M. Jean-Pierre Cabouat, jusqu'à présent chef du service de presse et d'information du Quai d'Orsay, est nommé directeur du personnel, en remplacement de M. Dominique Charpy. Au nombre de ses successeurs possibles figure Alain Delamont, premier conseiller au Cabinet, mais la décision n'est pas prise.

Le conseil des ministres a enfin décidé d'élever à la dignité d'ambassadeur de France M. Jean-Daniel Jurgensen, ambassadeur aux Pays-Bas. Parmi les nominations non annoncées mais certainement prises, celle de M. Gilles Martinet, journaliste, député européen, membre du comité directeur du mouvement, comme ambassadeur à Rome, en remplacement de M. Jacques Benay, qui occupe ce poste depuis sept mois.

Bernard Vernier-Pellier, P.-D. G. de la radio, succède à M. de Laboulaye comme ambassadeur à Madrid. M. de Laboulaye, lui-même, est nommé à la tête de la revue française d'actualité internationale, le Monde. M. de Laboulaye, qui est nommé à la tête de la revue française d'actualité internationale, le Monde. M. de Laboulaye, qui est nommé à la tête de la revue française d'actualité internationale, le Monde.

M. FRANCIS GUTTMANN : une double carrière

M. Francis Gutmman a surtout fait carrière dans le secteur privé, mais a cependant une connaissance du Quai d'Orsay. Il est entré à Paris en 1930, il a fait des études d'économie et de droit avant de devenir directeur de mission au Quai d'Orsay de 1937 à 1947. Il fut à cette époque membre de la délégation française au Conseil économique et social des Nations unies et de la délégation française qui négocia le traité du Maroc commun.

En 1957, il quitte l'administration pour le secteur privé. Il est notamment secrétaire général de la Société française, secrétaire général de l'IFIA (qui exploite la centrale de Guinée), président d'ALICOM, directeur de la branche chimie de P.I.E., P.-D.G. de la Société des produits chimiques de l'Union-Sulphur, membre du comité directeur de P.I.E. chargé des affaires sociales, président de

M. JACQUES MARTIN
secrétaire général adjoint

M. Jacques Martin, né en 1922, ancien élève de l'E.N.A., a été en 1947 à l'ambassade de Belgrade, où il a été ambassadeur, de 1977 à 1979. Il a été occupé d'autres fonctions à l'administration centrale, où il a été notamment chargé des affaires scientifiques. De 1970 à 1977, il a été secrétaire général adjoint de la défense nationale. Conseiller diplomatique du gouvernement depuis 1980, il était chargé de la conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.).

M. JACQUES VIOU
inspecteur
des postes diplomatiques

M. Jacques Viot, né en 1921, ancien élève de l'Ecole normale supérieure et de l'E.N.A., a été notamment en poste à Londres et Rabat et conseiller technique au cabinet de M. Combe de Marbois. Directeur du personnel, ambassadeur à Ottawa en 1972, il fut ensuite inspecteur général des postes, fonctions, qui refusaient toujours après avoir dirigé pendant trois ans le cabinet du ministre, M. François Pons.

M. J.-P. CABOUAT
directeur du personnel

M. Jean-Pierre Cabouat, né en 1921 a été notamment en poste à Genève, Washington, Bruxelles, et à l'ambassade de Paris. Il a été directeur du personnel, directeur du service d'information et de presse depuis 1979. Il est chargé de la fonction de presse, des communications, des relations avec les médias, des relations avec les journalistes.

M. J.D. JURGENSEN
ambassadeur de France

M. Jean-Daniel Jurgensen, né en 1917, possédait le concours d'entrée aux affaires étrangères en 1940, mais fut nommé à l'ambassade de Paris, où il occupa de nombreuses postes à l'administration centrale. Il fut ambassadeur à Tripoli de 1970 à 1972 et à l'ambassade de Paris de 1972 à 1979. Il fut directeur du personnel adjoint à l'OTAN (NATO) de 1979 à 1980. Il fut directeur des affaires politiques (1980), directeur des affaires politiques (1980), directeur des affaires politiques (1980).

« Notre remaniement se caractérise par une volonté d'ouverture du ministère des relations extérieures. Il a été fait appel à des hommes de grande expérience provenant d'autres secteurs », a déclaré M. Bérégovoy, secrétaire général de l'Elysée, l'honneur du conseil.

Rappelons que M. Guy George, ancien ambassadeur à Téhéran, sera nommé ambassadeur à Alger. M. Claude Armand, représentant français auprès du Comité international de la Croix-Rouge, sera nommé à Moscou. M. Paul-Marie Henry, délégué depuis 1974 au C.O.N.U. pour le P.C.D.R., succèdera, à Beyrouth, à Louis Bérégovoy, qui est nommé à la barre de l'Assemblée nationale.

M. Philippe Richer, ancien ambassadeur à Madrid, appelé ambassadeur à Paris, et il est probable que M. Jacques Leprieux, qui occupe actuellement le poste de directeur du personnel, sera nommé à la barre de l'Assemblée nationale.

M. Philippe Richer, ancien ambassadeur à Madrid, appelé ambassadeur à Paris, et il est probable que M. Jacques Leprieux, qui occupe actuellement le poste de directeur du personnel, sera nommé à la barre de l'Assemblée nationale.

M. Philippe Richer, ancien ambassadeur à Madrid, appelé ambassadeur à Paris, et il est probable que M. Jacques Leprieux, qui occupe actuellement le poste de directeur du personnel, sera nommé à la barre de l'Assemblée nationale.

Grincements de dents

Parmi les rumeurs qui circulent dans les couloirs du Quai d'Orsay, nous nous sommes fait une idée de la nomination de M. Emile Camelin, ambassadeur à Ankara, comme ambassadeur à Abidjan en remplacement de M. Paul Deschamps, qui est nommé à la tête de la revue française d'actualité internationale, le Monde.

De cette nouvelle hiérarchie, on peut conclure que le nouveau secrétaire général, au lieu de l'ouverture de la diplomatie, il a un rôle d'inspecteur plus politique que diplomatique et administratif.

Renarçons d'ailleurs que dans la précédente organisation du ministère des relations extérieures étaient assurées par deux ministres (affaires étrangères et affaires militaires) et par deux secrétaires d'Etat (un pour l'étranger, l'autre pour les colonies). M. Bérégovoy, chargé de la France-Monde à la Société française de Bruxelles, en 1978, il fut candidat à l'élection présidentielle de 1981. M. Bérégovoy, chargé de la France-Monde à la Société française de Bruxelles, en 1978, il fut candidat à l'élection présidentielle de 1981.

En avril 1980, M. Gutmman est nommé à la tête de la revue française d'actualité internationale, le Monde. M. Gutmman, qui est nommé à la tête de la revue française d'actualité internationale, le Monde.

M. Francis Gutmman est nommé par alliance du général de Gaulle. Il a épousé Chantal de Gaulle, fille de Pierre de Gaulle, qui fut président du Conseil municipal de Paris.

M. Francis Gutmman est nommé par alliance du général de Gaulle. Il a épousé Chantal de Gaulle, fille de Pierre de Gaulle, qui fut président du Conseil municipal de Paris.

M. Francis Gutmman est nommé par alliance du général de Gaulle. Il a épousé Chantal de Gaulle, fille de Pierre de Gaulle, qui fut président du Conseil municipal de Paris.

M. Francis Gutmman est nommé par alliance du général de Gaulle. Il a épousé Chantal de Gaulle, fille de Pierre de Gaulle, qui fut président du Conseil municipal de Paris.

Un entretien avec M. Dos Santos

(Suite de la première page)

« Qu'attendez-vous de la France à propos de la Namibie ? »

« La France est membre du groupe de contact des pays acceptant la solution de la grave situation qui régit en Afrique australe du fait de l'apartheid et du conflit namibien. Cette situation nous concerne tous, car elle est une source de tension et de violence, à notre avis. »

« L'UNITA, n'a pas d'avenir ? »

« Pensez-vous qu'un régime de l'apartheid puisse résister à la pression des forces de l'Union ? (1) »

« Oui, sans doute, la fin de la guerre permettrait enfin de construire une économie et une société nouvelles. Mais l'UNITA n'a pas d'avenir. »

« Pour vous, l'UNITA n'est qu'un groupe armé sans avenir ? »

« Vous savez, nous sommes encore un pays jeune, une nation jeune et nous sommes toujours dans une phase de consolidation de notre unité nationale. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser certaines forces, qui ont été habilement utilisées par les colonisateurs portugais, comme le racisme, le tribalisme, le nationalisme, le fanatisme, nous empêcher de construire une nation nouvelle. »

« Vous savez, nous sommes encore un pays jeune, une nation jeune et nous sommes toujours dans une phase de consolidation de notre unité nationale. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser certaines forces, qui ont été habilement utilisées par les colonisateurs portugais, comme le racisme, le tribalisme, le nationalisme, le fanatisme, nous empêcher de construire une nation nouvelle. »

« Vous savez, nous sommes encore un pays jeune, une nation jeune et nous sommes toujours dans une phase de consolidation de notre unité nationale. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser certaines forces, qui ont été habilement utilisées par les colonisateurs portugais, comme le racisme, le tribalisme, le nationalisme, le fanatisme, nous empêcher de construire une nation nouvelle. »

« Vous savez, nous sommes encore un pays jeune, une nation jeune et nous sommes toujours dans une phase de consolidation de notre unité nationale. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser certaines forces, qui ont été habilement utilisées par les colonisateurs portugais, comme le racisme, le tribalisme, le nationalisme, le fanatisme, nous empêcher de construire une nation nouvelle. »

« Vous savez, nous sommes encore un pays jeune, une nation jeune et nous sommes toujours dans une phase de consolidation de notre unité nationale. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser certaines forces, qui ont été habilement utilisées par les colonisateurs portugais, comme le racisme, le tribalisme, le nationalisme, le fanatisme, nous empêcher de construire une nation nouvelle. »

« Vous savez, nous sommes encore un pays jeune, une nation jeune et nous sommes toujours dans une phase de consolidation de notre unité nationale. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser certaines forces, qui ont été habilement utilisées par les colonisateurs portugais, comme le racisme, le tribalisme, le nationalisme, le fanatisme, nous empêcher de construire une nation nouvelle. »

« Vous savez, nous sommes encore un pays jeune, une nation jeune et nous sommes toujours dans une phase de consolidation de notre unité nationale. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser certaines forces, qui ont été habilement utilisées par les colonisateurs portugais, comme le racisme, le tribalisme, le nationalisme, le fanatisme, nous empêcher de construire une nation nouvelle. »

« Vous savez, nous sommes encore un pays jeune, une nation jeune et nous sommes toujours dans une phase de consolidation de notre unité nationale. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser certaines forces, qui ont été habilement utilisées par les colonisateurs portugais, comme le racisme, le tribalisme, le nationalisme, le fanatisme, nous empêcher de construire une nation nouvelle. »

« Vous savez, nous sommes encore un pays jeune, une nation jeune et nous sommes toujours dans une phase de consolidation de notre unité nationale. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser certaines forces, qui ont été habilement utilisées par les colonisateurs portugais, comme le racisme, le tribalisme, le nationalisme, le fanatisme, nous empêcher de construire une nation nouvelle. »

« Vous savez, nous sommes encore un pays jeune, une nation jeune et nous sommes toujours dans une phase de consolidation de notre unité nationale. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser certaines forces, qui ont été habilement utilisées par les colonisateurs portugais, comme le racisme, le tribalisme, le nationalisme, le fanatisme, nous empêcher de construire une nation nouvelle. »

« Vous savez, nous sommes encore un pays jeune, une nation jeune et nous sommes toujours dans une phase de consolidation de notre unité nationale. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser certaines forces, qui ont été habilement utilisées par les colonisateurs portugais, comme le racisme, le tribalisme, le nationalisme, le fanatisme, nous empêcher de construire une nation nouvelle. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

« Nous sommes favorables à toutes les interventions qui permettent une solution pacifique. »

DIPLOMATIE

L'attribution du prix Nobel de la paix au Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés

M. John Sanne, président du comité Nobel norvégien, a annoncé, mercredi 14 octobre, à Oslo, que le prix Nobel de la paix était décerné, cette année, au Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés pour « avoir accompli une œuvre d'importance majeure pour aider les réfugiés, en dépit des nombreuses difficultés politiques auxquelles il a dû faire face ». C'est la deuxième fois que le prix, d'une valeur d'un

million de couronnes, ou 900 000 francs environ, va au H.C.R. (celui-ci avait déjà été récompensé, en 1964, trois ans après sa création), et la troisième fois qu'il est décerné à une organisation internationale : la Croix-Rouge internationale, notamment, l'a reçu en 1917 et en 1964, et Amnesty International en 1977. La remise du prix aura lieu, à Oslo, le jeudi 10 décembre.

Une organisation « provisoire » au service de plus de dix millions de personnes

Genève. — En principe, le H.C.R. ne devait être qu'un organisme destiné à durer le temps nécessaire pour que les réfugiés de l'Est européen soient intégrés dans les pays d'accueil. Le C.M. (Comité intergouvernemental pour les migrations) poursuit toutefois cette activité. Quant aux réfugiés palestiniens, ils ne dépendent ni du H.C.R., ni du C.M., mais d'une autre agence, l'UNRWA (1), spécialement fondée à leur intention. Avec l'espérance innée que le problème des réfugiés dans le monde disparaîtrait en quelque trois ans, le H.C.R. était donc voué à disparaître. Au jourd'hui, le nombre des réfugiés dont il a la charge dépasse de loin dix millions et ne cesse d'augmenter, du fait notamment que les conflits armés, déclarés ou latents, les coups d'État militaires ou autres, les agressions de toutes sortes et l'instauration de régimes oppressifs entraînent une grande partie du tiers-monde.

De notre correspondante

Liberté, si nous l'engageons par un engagement humanitaire comme « l'homme qui a tout perdu », mais comme la preuve tangible d'un phénomène à l'échelle planétaire qui nous concerne tous. M. Poul Hartling, l'actuel haut commissaire pour les réfugiés, ancien ambassadeur norvégien au Danemark, préfère sans aucun doute aux honneurs la diplomatie discrète adaptée aux problèmes si divers des réfugiés. Sa première réaction a été de déclarer à la presse : « Je suis surpris ». Il a immédiatement ajouté : « Ce prix est un grand honneur pour le H.C.R., mais aussi pour les réfugiés à qui nous pourrions dire aujourd'hui : « Le monde ne vous a pas oubliés. »

Le mérite de la diplomatie du problème des réfugiés revient en grande partie à Sadatou Agha Khan, qui dirigea le H.C.R. de 1965 à 1977, avant la nomination de M. Hartling. Son objectif était clair : il fallait trouver des solutions durables soit par une intégration dans les pays d'accueil, soit grâce à un rapatriement volontaire, personne ne devant rester sous une tente et devenir un « réfugié professionnel ».

L'objectif était clair : il fallait trouver des solutions durables soit par une intégration dans les pays d'accueil, soit grâce à un rapatriement volontaire, personne ne devant rester sous une tente et devenir un « réfugié professionnel ».

Jusqu'à 30% de réduction sur tous les tapis d'orient.

TAPIS D'ORIENT

Atighetchi

DEPUIS 1884, SPÉCIALISTE DES TAPIS PERSAN

4, RUE DE PENTHEVE
Paris-8 - Métro : Montmartre - 202.90.43
du lundi au samedi 10h. de 10 à 19 heures

Ouvert dimanche 18 octobre

Demain chez votre marchand journaux

Les métiers qui montent

Bio-chimiste, informaticien, réparateur, juriste, bûcheron, animateur... Les métiers de demain répondront aux nouveaux besoins de l'économie : technologie de pointe, compression des coûts et montée du « qualitatif ».

Immobilier : les propriétaires sous tutelle

Un projet de loi fort attendu : celui qui définira les nouveaux rapports entre propriétaires et locataires. Déjà les propriétaires s'inquiètent. Un émoi qui — s'il se trouve justifié — risque de décourager l'investissement et d'aggraver un marché déjà en pleine dépression.

Agriculture : 100.000 francs par exploitant et par an

Entreprise : l'innovation manque de bras

LE NOUVEAU
ECONOMISTE
Nous informons - Vous décidez

EUROPE

M. Lech Walesa évoque la « dette » de Solidarité « à l'égard des syndicalistes français »

Tandis que M. Lech Walesa entame son séjour à Paris, le gouvernement polonais a accepté d'ouvrir des négociations bilatérales avec Solidarité sur les questions concernant les conditions de vie de la population.

central, le harcèlement du bureau politique se poursuit. Le comité de Varsovie demande le renouveau de la direction et une purge parmi les membres du parti. D'autres comités régionaux doivent se réunir pour des débats sur le même thème.

Pour sa première journée à Paris, M. Lech Walesa a eu droit au grand jeté : accueil à l'Orly par M. Georges Séguy et Edmond Maire, devant lesquels il a évoqué ses premières années de syndicalisme français pour leur aide à ses moments difficiles. Les années d'après 1980 (1). Le dirigeant de Solidarité, qui avait été élu lors de la conférence des syndicats de la C.F.D.T., a été reçu en Italie par les responsables des photographes. Les années d'après 1980 (1). Le dirigeant de Solidarité, qui avait été élu lors de la conférence des syndicats de la C.F.D.T., a été reçu en Italie par les responsables des photographes.

Lech Walesa a paru à l'aise. Parant avec conviction, les deux crises, une ministère de la Vierge pour accoucher à la naissance de sa vocation de vocation. Mais, dans son discours, il a évoqué ses premières années de syndicalisme français pour leur aide à ses moments difficiles. Les années d'après 1980 (1). Le dirigeant de Solidarité, qui avait été élu lors de la conférence des syndicats de la C.F.D.T., a été reçu en Italie par les responsables des photographes.

Quatre millions d'enfants

On compte parmi les réfugiés, dont le nombre est estimé, cinq millions d'enfants. Deux millions d'algériens, dans les montagnes algériennes du Faiden, la plus vaste concentration de personnes déracinées du monde. En Algérie même, peu de gouvernements respectent les données élémentaires du droit d'asile ; le H.C.R. sait que les extensions de son mandat (de même que pour les Salvadoriens des Etats-Unis) ne lui n'est pas en mesure d'en chasser l'importance, non plus que celle des tentatives arbitraires de réfugiés politiques.

Republique fédérale d'Allemagne

BIEN QUE SA SANTÉ S'AMÉLIORE

Le chancelier Schmidt renonce à se rendre au sommet de Cancun

renforcé par le protocole de 1987. A ce jour, quatre-vingt-trois gouvernements ont adhéré à ces instruments internationaux, mais nombre d'entre eux ne les violent pas verbalement. Les réfugiés de la mer, dont le nombre ne peut plus ignorer le caractère constitutif d'une des plus terribles situations de cette situation.

De notre correspondant

Bonn. — Après le choc du premier jour, l'annonce a été reçue avec une certaine surprise. Le chancelier Schmidt avait dit qu'il se ferait accompagner d'un régulateur cardiaque, les spéculations se multipliant, à propos, dans les milieux politiques de Bonn.

Les deux gars se demandant dans quelle mesure les nombreux déceptions et irritations que la vie politique lui impose ne le poussent pas à l'origine de la démission physique du chancelier. L'absence purement démocratique et libérale a été déclinée lors de la discussion du projet de budget pour 1982. Le S.P.D., en outre, est de plus en plus divisé sur le problème de l'énergie nucléaire et sur le problème de paix. Est-ce une simple coïncidence si M. Schmidt a dû être transporté d'urgence à l'hôpital après quatre heures après la grande manifestation pacifique de Bonn ?

De notre correspondant

Madrid. — Tous les dirigeants de l'ETA se trouvent en France. Les autorités françaises ont accepté d'ouvrir des négociations bilatérales avec Solidarité sur les questions concernant les conditions de vie de la population.

Norvège

Premier chef de gouvernement conservateur depuis 1978

M. KAARE WILLOCH A PRÉSENTÉ SON CABINET AU PARLEMENT

Espagne

Le responsable de la lutte antiterroriste accuse les autorités françaises de laxisme à l'égard de l'ETA

Oslo (A.P.). — M. Kaare Willoch, nouveau premier ministre norvégien, a présenté mercredi 14 octobre son cabinet (Parlement) le gouvernement norvégien conservateur, qu'il avait constitué le 1^{er} octobre dernier. Il n'y avait pas eu de Norvège, le premier ministre de cette dernière depuis janvier 1980.

De notre correspondant

Madrid. — Tous les dirigeants de l'ETA se trouvent en France. Les autorités françaises ont accepté d'ouvrir des négociations bilatérales avec Solidarité sur les questions concernant les conditions de vie de la population.

هكذا من الأصل

LA GRÈCE FACE AUX CHANGEMENTS

I. - De toute façon, la fin d'une époque

De notre envoyé spécial BERNARD BRIGOULEIX

Athènes. — Démocratie, oligarchie, aristocratie... Pour avoir donné à une bonne partie du monde son vocabulaire politique, sinon la politique elle-même, la Grèce laisse souvent l'impression que, en dehors de quelques périodes dramatiques, la vie publique y est principalement consacrée à l'exercice d'une oligarchie multiforme. Comme s'il n'y avait décidément rien de nouveau à Athènes.

Pourtant, quelle que doive être l'issue du scrutin législatif du 18 octobre, ces élections marquent la fin d'une époque, ou du moins le commencement de sa fin. Le changement sera naturellement encore plus net si elles permettent à la gauche d'arriver au pouvoir. Mais, même si la droite s'en va, elle ne pourra durablement méconnaître la lassitude populaire, pour ne pas dire la véritable « rancœur », qui se manifeste vis-à-vis des conditions dans lesquelles fonctionne la démocratie et des traditions sur lesquelles elle s'appuie.

Cette tendance à ne confier de hautes responsabilités qu'à des hommes âgés permet à M. Andreas Papandréou — chef de file de l'opposition socialiste qui deviendrait premier ministre en cas de victoire de son parti, le PASOK — de faire figure de benjamin. Ce dynamisme jeune homme a tout de même soixante-deux ans. Le chef du gouvernement, M. Kallis, est largement son aîné, de même que nombre d'autres dirigeants, chez les centristes en particulier.

Les responsabilités politiques sont monopolisées par une génération qui n'a pas su, si probablement voulu, projeter et accompagner sa propre relève.

Elle en avait pourtant largement bénéficié en son temps, comme le montre le succès grandissant par l'opinion à l'assemblée de la classe politique traditionnelle, et plus particulièrement à la droite : celui d'avoir été une tentative et aux facilités de l'oligarchie, voire du népotisme. Sur les trois cents membres de l'Assemblée actuelle, près d'un tiers ont « hérité » leur siège d'un père, d'un grand-père ou d'un oncle. De nombreux autres, sans avoir directement succédé à un proche parent au Parlement, appartiennent à ces grandes familles de l'industrie, de la banque, de la presse, qui contribuent à façonner l'opinion.

Celle-ci réagit de plus en plus sévèrement à l'égard de ce mode de transmission et de conservation du pouvoir, estimant qu'il tend à dénigrer l'aspect de l'exercice du suffrage universel, même s'il ne contraindrait pas à le faire. Ce reproche s'adresse d'ailleurs autant à M. Papandréou qu'à M. Kallis. Mais, plus encore que les grands dirigeants, il vise le personnel politique de moindre envergure soupçonné de carriérisme systématique.

En outre, le système est affligé d'un effroyable clientélisme. « Supprimer la corruption, le régime du passe-droit obtenu pour les électeurs influents, la manie des interventions » en faveur de tel ou tel « accordéon naturellement d'une re-

commandation de bien voter au prochain scrutin... voilà ce qu'il faudrait faire... Mais c'est la troisième fois d'Hercule ! », estime avec amertume l'un des rares dirigeants dont l'intégrité ne fait l'objet d'aucune attaque, M. Ioannis Ziadis, chef (et désormais unique) élu, ce qui n'est probablement pas un hasard, même si d'autres facteurs y ont contribué de l'Union démocratique du centre.

La multiplication de ces interventions, en particulier pour favoriser la carrière de fonctionnaires, suppose à la fois des relations étendues et l'absence de collaborateurs nombreux — sans parler des opérations de corruption « pure », si l'on se réfère à la loi des relations étendues et l'absence de collaborateurs nombreux — sans parler des opérations de corruption « pure », si l'on se réfère à la loi des relations étendues et l'absence de collaborateurs nombreux — sans parler des opérations de corruption « pure », si l'on se réfère à la loi des relations étendues et l'absence de collaborateurs nombreux.

Slogans et chansons

Du moins s-t-il apporté une certaine forme de démocratie, appréciée au sortir de sept années d'un régime à poigne dont le souvenir continue de fourner à la droite modérée comme à la gauche socialiste ou communiste un épouvantail providentiel. A ceux qui s'inquiètent du grand « déclin » de la démocratie, les plus acrobates pour l'insupportabilité du personnel politique, on peut toujours répondre que celui-ci (et même celui-ci) valent mieux, à tout prendre, que le silence auquel on avait tenté de réduire le pays sous le régime des colonels.

Bien que cette campagne ne soit certes pas la première depuis la chute de ces derniers, les Grecs y sont lancés, dans tous les camps, avec cette soif de justice, cette hâte de défendre ne d'accuser, qui caractérisent d'ordinaire les peuples accablés sur le tard à la liberté politique. Ce qui n'empêche pas, curieusement, un respect de l'adversaire de s'exprimer, qui appartient plutôt d'habitude, aux régimes où cette liberté fait de très longue date partie du décor. La violence de certaines provocations, cette tension si ancienne que l'on éprouve ici pour le verbe, ne doivent pas faire oublier qu'à ce jour la campagne n'a connu aucun incident sérieux, et que le cortège des manifestants d'un parti peut défiler devant le siège local de ses principaux adversaires sans qu'un geste hostile soit même esquissé.

Mais pour le reste, quel tumulte ! Des premières heures de la matinée aux dernières de la soirée, il n'est guère de grande artère ou de place publique de la capitale qui ne résonne, à grand renfort de haut-parleurs manifestement épuisés, des slogans, chansons et discours des principaux partis. Les tracts jetés à la volée des fenêtres ou des voitures tapissent trottoirs et chaussées.

Tout le monde, dans la classe politique, paraît avoir pris conscience du changement qui se prépare, qui a déjà commencé même, indépendamment du scrutin, les élections donnant à chacun des deux grands

campes en présence l'occasion de se « placer » pour l'avenir, quel que soit le verdict des urnes. On y insiste à gauche comme à droite : la Grèce est en train de changer profondément, et qui ne prendrait pas la vraie mesure de cette mutation s'exposerait à de sévères déconvenues.

Cette mutation est à la fois économique et sociale. La Grèce pauvre, rurale, « homme malade de l'Europe » au moins autant que la Turquie, qui avait largement survécu à l'après-guerre et même à l'après-guerre civile, a beaucoup évolué. Sans doute n'a-t-elle pas atteint le niveau de vie et d'industrialisation de ses nouveaux partenaires de la Communauté européenne. Mais certains chiffres ont vécu. Pour une population de neuf millions et demi d'habitants, le pays s'achemine vers le million de voitures (ce qui pose à Athènes d'effroyables problèmes de circulation et de pollution), les deux millions de récepteurs de télévision, dont la moitié en couleur, et un revenu annuel par tête de l'ordre de 25 000 francs. La productivité industrielle a enregistré depuis vingt ans des progrès très spectaculaires, de même que les salaires (environ 20 % par an depuis la chute du régime des colonels), et bien entendu les prix. Mais l'inflation, jusqu'à l'année dernière, demeurait assez nettement inférieure à l'augmentation des rémunérations. La situation semble se dégrader cette année, mais le mé-

contentement que ce dérapage provoque ne peut faire oublier à quel point, en deux décennies, la Grèce a modernisé son économie. Elle couvre même aujourd'hui une part appréciable de ses besoins énergétiques, notamment grâce aux gisements pétroliers de Primis et de Noto-Carala.

Pays légal et pays réel

Cette évolution a provoqué de profonds changements dans la structure sociale. On compte près de 85 000 étudiants — beaucoup, il est vrai, doivent aller à l'étranger pour suivre des études pour lesquelles ils ne trouvent pas sur place les infrastructures suffisantes. La population des villes en général, et de la capitale en particulier — trois millions d'habitants peuplent aujourd'hui l'ensemble Athènes-Le Pirée — a considérablement augmenté. Les nouveaux citadins, fuyant des campagnes où pour 30 % la population active ne fournit plus que 15 % du revenu national, ne se sont pas encore défaits, dans bien des cas, d'une mentalité de déshérence. Celle-ci plus d'autant plus sur la vie collective des villes qu'elle n'est guère compensée par une tradition ouvrière urbaine, à l'inverse de ce qui s'est produit dans les grands pays d'Europe au moment de la première et surtout de la seconde révolution industrielle.

C'est cette nouvelle Grèce-là qui ira aux urnes dimanche. Elle ne se satisfait plus d'une tradition politique qui n'avait guère changé depuis la fin de la guerre civile, exception faite de la dictature de 1967 à 1974. Ni, d'ailleurs, de l'organisation des rapports sociaux, en particulier du syndicalisme gouvernemental qui qu'il fonctionne encore aujourd'hui.

Le décalage entre le pays légal et le pays réel n'est certes pas un phénomène spécifiquement grec ; mais il prend ici une importance que la campagne pour le scrutin législatif aura contribué à révéler, et que chacun se déclare le mieux à même de combler. La gauche, parce qu'elle incarne le changement ; la droite, parce qu'elle s'estime seule en mesure de prendre sans risque de dérapage révolutionnaire ou anti-occidental le virage nécessaire.

En toute hypothèse, ce changement ne sera pas facile à accomplir. De nombreux Grecs, parmi les plus entreprenants, sont allés s'établir à l'étranger : ils sont quelque 7 millions et demi aux Etats-Unis, sept cent mille en Australie, près d'un demi-million en Allemagne fédérale, dont l'absence, à l'heure du renouveau, se fera lourdement sentir. Beaucoup d'autres éléments dynamiques ont préféré le secteur privé à l'administration ou à la politique, et ne paraissent guère, pour l'instant, tentés d'entreprendre une carrière publique. Restaurer le respect envers les dirigeants sera, dans ces conditions, fort difficile. Or c'est la condition première du succès de tout

effort de rénovation, qu'il soit conduit par une gauche victorieuse ou par une droite à qui la mémoire de sa victoire donnerait enfin à réfléchir.

En outre, si ce sentiment d'adéquation des structures et de la classe politique traditionnelle aux réalités est fort dans la population, le désir de changement peut trouver ses limites — c'est même une des inconnues majeures du scrutin. L'accès, au moins relatif, à la « société de consommation », a créé autant d'insatisfactions qu'il a assouvi de besoins ; mais l'endettement populaire assez généralisé auquel il a donné lieu, par exemple, peut avoir des conséquences contradictoires, de même que les disparités sociales qui demeurent considérables. En particulier dans un pays où l'histoire contemporaine a hérité, dans une bonne partie de la population, y compris la plus modeste, la peur du désordre, la méfiance à l'égard de tout esprit d'aventure.

L'opposition, en fait, a probablement moins à espérer des plus défavorisés que d'une nouvelle classe urbaine, volontiers cultivée et relativement aisée, qui a fait ou refait son apparition depuis quelques années à la faveur des transformations économiques, sociales et démographiques. Ce qui ne signifie pas — l'ardeur de l'offensive du PASOK en témoigne — qu'elle se résigne à tenir un langage « bourgeois ».

Prochain article :

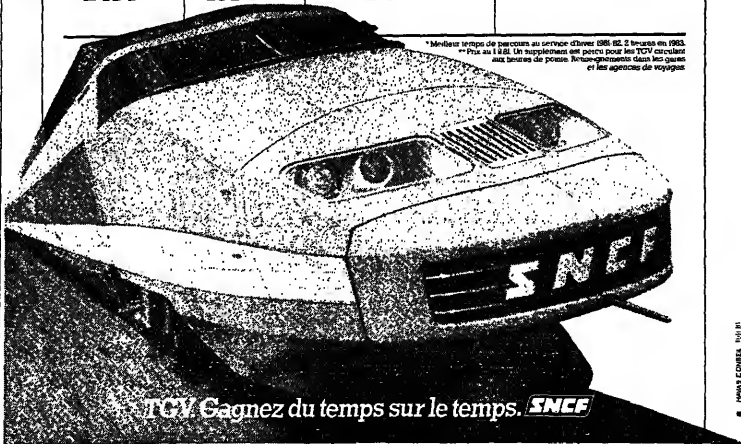
LE PASOK
MONTE EN LIGNE

Avec le TGV, en 2H40*, les Parisiens peuvent aller au cœur de Lyon pour 167F.**

Paris-Lyon. Réservation incluse.

Prix normal		Bénéficiaires des réductions couple, famille, vermeil	
1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e
247 F**	167 F**	128 F**	88 F**

* Minimum temps de parcours au service client SNCF 095 92. 2 heures en 1981.
** Prix au 1^{er} octobre 1981. Les réductions sont en vigueur jusqu'au 31 décembre 1981.
Les réductions sont en vigueur jusqu'au 31 décembre 1981. Les réductions sont en vigueur jusqu'au 31 décembre 1981.



TGV Gagnez du temps sur le temps. SNCF

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 DU PLUS (jusqu'à 2 m 10) MINCE DU FORT

JOHN RAPAL
Grandes tailles prêt-à-porter

40 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
PARIS 11^e
PARKING GRATUIT

COSTUMES, PANTALONS, VESTES, PANTALONS, CHEMISES (à long manches)

A ses lecteurs qui vivent hors de France

Le Monde
présente une

Sélection hebdomadaire

Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien.

Numéro spécimen sur demande.

de Solidarité
français

de Solidarité
français

de Solidarité
français

Face à une situation politiquement et économiquement malsaine, le gouvernement déclare « l'urgence »

La déclaration d'urgence du projet de nationalisations, décidée mercredi 14 octobre par le premier ministre, témoigne d'une double inquiétude du gouvernement. Compte tenu de la détermination de l'opposition de s'opposer aux dispositions du projet « article par article, amendement par amendement, séance après séance », comme l'a affirmé l'un des experts du C.R.F. M. J. C. de la Mairie de Paris, M. Noir, compte tenu aussi de l'hostilité manifeste de la presse.

En l'absence de la loi, le projet de loi n° 1000, en l'égard de ce texte, il apparaissait peu probable que le projet soit adopté dans les délais que s'est fixés le gouvernement, c'est-à-dire avant la fin de la session ordinaire d'automne.

Le projet de loi n° 1000 ne peut que détériorer le climat déjà passablement tendu. Il prévient actuellement au sein des entreprises nationalisables.

Même et le champ des nationalisations est connu depuis plusieurs semaines, les incertitudes restant nombreuses. Pour une part, l'activité économique des groupes industriels concernés est gelée dans l'attente des décisions du Parlement. Les chefs d'entreprise, inquiets de leur propre avenir, temporent et nombre de décisions sont reportées à plus tard, parce que, en effet, les amendements qui seront adoptés au cours de la discussion législative peuvent, demain, remettre en cause une partie de la loi. Une loi soignée, certes, mais en fait, l'affaire de Paribas - démontre qu'il est urgent d'accélérer le processus de nationalisation.

Mercurel mardi 14 octobre.

L'assemblée nationale commence la discussion générale du projet de loi relatif à la décentralisation.

M. Planchon (P.S., Paris) ouvre la discussion en faisant un choix politique de classe. Selon lui, la nationalisation constitue une mesure d'urgence qui est trop étendue par « un processus de décentralisation qui ne fait du crédit, tenant compte de la personnalité de chacune des communes ».

« C'est contre un changement de classe que nous nous battons », déclare M. Planchon, prévient M. (P.S., Rhône), pour veiller l'esprit de la loi à ne pas être déformé par des pensées, loyalement, mais sans aucune limite, de la droite qui se dément par son comportement, stance

ou au secteur privé leurs participations dans les secteurs où il existe « ripartition de mise en commun de la propriété industrielle ».

M. Laroche (P.S., Doubs) évoque le cas de Rhône-Poulenc. Beaumont et souhaite que le gouvernement ne se laisse pas aller à une « nationalisation des coquilles sans en faire la réflexion ».

M. (U.D.F., Bas-Rhin) qui ne voit pas pourquoi « monnaie publique » ne soit pas soumise à la loi.

M. (P.S., Rhône) évoque les groupes « dynamiques », M. Gauvain (P.S., Rhône) évoque les « gratifications courtoises » et selon lui, M. Mauroy a failli se laisser aller à l'humour.

Mercurel après-midi, après un débat sur la loi de décentralisation, le porte-parole du ministre

[illegible]

La « fuite » de la filiale suisse de ce groupe, à travers de l'offre publique d'échange lancée par un « groupe d'investisseurs étrangers », risque de ne pas être isolée. D'autres filiales peuvent échapper au secteur nationalisable. A Paris comme ailleurs. Il est vrai aussi, comme l'a souligné M. Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé de l'extension du secteur public, que la « campagne d'intoxication » et le « climat de catastrophe » qu'entretiennent l'opposition s'amplifient à mesure que la discussion parlementaire se prolonge.

Pour la première fois depuis les débuts de la septième législature, le gouvernement a donc choisi de déclarer « l'urgence » sur un projet de loi. Ce faisant, il a pris le risque de se voir retourner les critiques que la gauche adressait aux précédents gouvernements lorsqu'ils avaient l'opportunité de déclarer l'urgence devant le Parlement. La procédure d'urgence — aujourd'hui comme hier, — en limitant à une seule lecture dans chaque Assemblée l'examen d'un texte, est une procédure contraignante, antitoritaire. Ce n'est sans doute pas sans raisons que le gouvernement a voulu que, « après un enjeu aussi important », la fin justifie les moyens ».

Cette décision, les députés de la majorité l'ont implicitement admise. M. Bèche IPS.1 s'est déclaré indigné devant la préparation en sous-main du démantèlement de Paribas par sa direction générale, et a affirmé que le Parlement ne

peut admettre de subir des « pressions extérieures », M. Joxe a dénoncé, par sa part, l'ampleur et le « cynisme de la offensive réactionnaire » contre les nationalisations. Le président du conseil a déclaré que les « réactions de la droite et de la gauche ne faisaient pas des démarches de M. Cousté (apparemment R.P.R.) qui, à Bruxelles, a demandé à la Commission européenne de faire une enquête sur la situation de la France, l'extension du service public français, et la politique économique française. Et ce sous le prétexte de l'intérêt de la Communauté ». M. Joxe a conclu en disant : « On ne peut pas laisser certains "Anaxagores", les porte-parole de l'opposition, notamment MM. d'Aubert (U.D.F.) et Bas (R.P.R.), ont décrit, avec une certaine liberté, la situation de la France, les réactions des nationalistes qui préparent une offensive réactionniste. Les députés U.D.F. s'est indigné de nationalisations qui ne sont que « des amendes punitives », et qui risquent de mettre la France « au chômage ». M. Joxe a répondu : « On ne peut pas continuer à prédire une période « de chagrin et de malheurs » pour la France. Les députés en ont frémi, ainsi que l'a vu M. Le

« Mais dans quels pays allez-vous vivre pour échapper à ce goulig économique que vous décrivez ? », s'est inquiété M. Hauteceur (P.S.). « J'aurai le choix entre l'Autriche et le Liechtenstein », a répondu M. D'Aubert.
 Bref, la fuite des cerveaux !

LAURENT ZECCHINI

ment la nation, lui dictent son rôle, au plan d'abord la division internationale du travail selon leurs décisions d'investissement et de production, puis, en conséquence, lui imposent ses choix diplomatiques. Leurs décisions de production et de consommation d'énergies de production décident de la ruine ou de la prospérité de la nation, de la prospérité ou de la ruine de ses maîtres de l'aménagement ou de la démenagement du territoire, d'autre part, que l'extension du secteur public s'intègre dans une stratégie sociale globale que viendra préciser un mouvement de décentralisation, de déconcentration et de démocratisation du secteur public. La transformation des décisions de production et de consommation d'énergies de production en décisions de la démarche de rationalisation, indique-t-il ? Nous tirons au bord du chemin, assure-t-il, nous sommes à l'heure des choix, des choix sem-blants.

empe. Il ajoute : « La nationalisation insaisie place à un arbitrage la question de savoir si l'Etat doit passer par la collectivisation, et s'il y consent, sous quelle forme ». L'auteur se prononce agité par la droite : « Les nationalisations prévues, M. Lajoinie déclare que les filiales des entreprises monopolistiques, comme lorsque l'Etat n'y est pas encore majoritaire, devront être rapidement nationalisées ». Le ministre du Commerce et de l'Industrie de l'Ailler estime d'ailleurs qu'il serait nécessaire « d'intervenir dans le secteur public com-

M. COUVE DE MURVILLE (R.P.R.) :
l'étatisation de l'ensemble de l'économie

[illegible]

M. D'AUBERT (U.D.F.) :
au ban de la collectivité internationale

de l'Auteur (U.D. Mayenne) affirme que les nationalisations constituent « la plus grande tentative d'entreprise contre l'économie capitaliste ». Il estime que la révolution sociale l'emportera sur la révolution nationale, et que les entreprises nationalisées engendreront des conflits sociaux. Il conclut que les nationalisations conduiront périodiquement à des crises de la production, à la dégradation d'une occupation professionnelle, à la dégradation du territoire économique. Selon l'Auteur, les nationalisations sont l'équivalent du « transfert de la propriété des structures industrielles ». Le nationalisme est condamné pour prendre la forme d'une « culture pour prendre la forme d'une culture ».

(Lire la suite page 8.)

M. LAJOINIE (P.C.) :
une étape primordiale dans un processus

M. Lajoie (P.C., Allier), président du groupe communiste, rappelle que le P.C.F. souhaitait un champ de nationalisations plus large et indique : « Nous con-

Bien dormir sur un bon canapé



CHAUFFEUSES LITS - FAUTEUILS LITS - LITS Jumeaux

LIGNES ACTUELLES
FABRICATION ARTISANALE ET SUR MESURE
LITS DE SECOURS ET LITS PERMANENTS

La Guerande modernise et recouvre vos anciens canapés
LA GUERANDE la Boutique du canapé-lit

LA GUERANDE La boutique du canapé-lit
13 bis, rue de Grenelle
PARIS (7^e) - 548-33-52

**SI VOUS MESUREZ
1 m 80 OU PLUS
(jusqu'à 2 m 10)
SI VOUS ÊTES
MINCE OU FORT**

JOHN RAPAL
Grandes têtes qui s'opposent

**COSTUMES,
PARODIES,
CASHMERE, LODEL,
VESTES SPORT,
BLAZERS, BLOUSONS,
IMPERMEABLES,
CUIR, PEAKS, DAIN,
EXCLUSIVITE
MAC DOUGLAS**

**PANTALONS,
VELOURS, JEANS,**

CHIMIQUES ET PULLS
(4 longueurs de manches)

40 ans de la République
75001 PARIS - Tel. 355 56 00

Quartier de la République
de 9 h 30 à 11 h - sans interruption
Métro: République - Parking: gratuit

Tout sur l'affaire



Francois Maspero

45F

VOLVO EN FÊTE



VOLVO Cardinet :
112-114 rue Cardinet
75017 Paris
Tél. : 726 50 35

VOLVO Neuilly
16, rue d'Orléans
92200 Neuilly
Tél : 747.50.05

(Suite de la page 7.)

M. JOXE (P.S.) :

Déclinant une motion de renvoi, la commission, M. Fèvre (U.D.F. Haute-Marne) qualifie le projet de « ruineux, inutile et dangereux » et indique qu'il est « le fruit d'un marchandage politique et idéologique » avec le Centre. Il s'agit, dit-il, de couvrir la motion de renvoi. M. Joxe (P.S. Saône-et-Loire) dénonce « une campagne effrénée contre les nationalisations », il indique, d'autre part : « Ce que nous faisons, c'est de nous laisser faire ». M. L. (P.S.) dit : « Le socialisme se fait état, ensuite, de « manœuvres selon président » témoignent, selon lui, de « l'ampleur et du cynisme de l'opération ». M. L. (P.S.) dit : « Les nationalisations approuvées par le peuple français. » Au moment même, explique-t-il, où — par la

procédure du renvoi en commission — les défenseurs du grand capital et des monopoles cherchent à entraver le projet. Ils cherchent aussi à le faire passer pour une mesure, sur le plan économique, d'urgence.

Le président du groupe socialiste ajoute : « Ici, on fait la loi de la République. Ils sont immortels, alors ils se tourmentent. L'Assemblée parlementaire européenne où les socialistes sont la majorité, dans l'attente d'obtenir que la loi de la République soit condamnée au plan européen avant même d'avoir été votée par notre Assemblée ». M. Joxe évoque une question orale de M. J. J. Cochet, député RPF, à l'Assemblée nationale, dans laquelle il demande à la Commission des communautés la condamnation des aides natio-

nales directes ou indirectes à travers l'extension du secteur public français et « Car ici, pourrais-je dire depuis le début du Second Empire, nous sommes et ses amis mènent la danse au nom de l'intérêt national, contre les nationalisations. Mais, là-bas, c'est au nom, je dirais, de la morale internationale et qu'il demande la condamnation de notre politique nationale par la Commission européenne. C'est à y a-t-il ? »

— Oui, répondit M. Joxe. M. Costé, au nom de ses collègues, ne se borne pas à exprimer un avis, il ne se contente pas de dire que la Commission de la commission d'adresser un rappel à l'ordre, de rappeler au gouvernement français l'obligation de respecter les principes de l'internationalité et l'intérêt de la Communauté et « La vérité, conclut M. Joxe, c'est qu'il existe, comme là-bas, des ne déjettent que les idées du colonialisme international ».

Mise aux voix, la motion de renvoi en commission est repoussée par 336 voix contre 147, sur 487 votants et 483 suffrages exprimés.

La séance est levée jeudi
15 octobre à 1 h 45.

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Les représentants de l'ancienne majorité au sein de l'Assemblée européenne n'ont pas réussi à susciter, au niveau communautaire, une contestation de la politique des nationalisations mise en œuvre par le gouvernement français.

Interpellé par MM. Cousté (groupe des Démocrates euro-

cune manière leurs préoccupations. Certes, a admis le commissaire devant l'Assemblée, les nationalisations françaises, même si elles ne constituent pas vraiment un nouveau problème, méritent un intérêt particulier en raison de leur importance. « Mais », a-t-il immédiatement ajouté, la Commission n'a pas à réagir aux nationalisations en tant que telles. »

Le jury d'appel a déclaré que la Communauté n'empêche nullement les gouvernements membres d'accroître, s'ils le souhaitent, le secteur public, a-t-il précisé. Le traité de Rome affirme sa neutralité en matière de droit de propriété de l'entreprise. Par contre, s'agissant du comportement du secteur nationalisé, il convient que les entreprises respectent toutes les règles du traité, en particulier les règles de concurrence, et la Commission a le droit d'y veiller de façon pré-

M. Andersen a reconnu qu'il peut être plus malaisé de contrôler les aides accordées aux entreprises publiques compte tenu d'un régime de concurrence libre. Il a rappelé que, pour cette raison, la Commission a voulu, en juin 1981, faire appliquer une directive sur la transparence des relations entre les États et les entreprises publiques; mais la France, le Royaume-Uni et l'Italie ont introduit un recours contre cette directive devant la Cour de justice de Luxembourg, qui est en attente maintenant qu'elle se prononce. La Commission ne croit pas en tout cas pouvoir conclure, a souligné M. Andersen, que les nationalisations françaises peuvent constituer des distorsions de concurrence.

L'union des conseillers généraux de France, dont l'assemblée générale s'est réunie à Paris sous la présidence de M. André Nohat (O.D.F. - rad.), conseiller général de la Seine, a voté hier (14 octobre, jour de la loi sur la décentralisation, et s'est adoptée, ne soit appliqué qu'aux collectivités locales. Les compléments de compétences et de ressources seront également votés, ainsi que des conventions de coopération. Sur ce point, les participants ont demandé que l'on donne aux maires plus de pouvoirs d'initiative en tant que documentaliste, formation, en protection sociale et en indémnités ».

Le rapporteur (R.P.R.), rapporteur du projet de loi sur la décentralisation au Sénat, a estimé que « les risques du texte ne sont pas énormes, critiques corrigées ».

M. Alain Poirier, accompagné de M. Jean-Marie Maréchal, président de la commission du Logis, s'est entretenu, mercredi 14 octobre, avec M. Jean-Marie Maréchal, ministre de l'État, ministre de l'Intérieur, de la préparation du débat sur la décentralisation, qui s'engagera dans un premier temps au palais de Luxembourg.

Le président du Sénat, qu'assistait également M. Michel Greaud, (R.P.F., Val-de-Marne), rapporteur du projet, a souligné l'importance de la discussion et a remercié les sénateurs, et a défendu son assemblée contre les critiques (fautes, diastèmes, vers) de M. Maréchal. Le ministre de l'Intérieur, M. Defferre avait alors reproché au Sénat de s'opposer à la décentralisation, qui imposait le gouvernement, précisément à propos de ce projet de loi de décentralisation (le Monde du 13 octobre).

La commission des finances de l'Assemblée nationale a commencé, mercredi 14 octobre, l'examen des articles de la première partie du projet de loi de finances, pour 1982, consacrés aux recettes. Les remous provoqués au sein du groupe socialiste par l'annonce d'une exonération pour les bas revenus et d'un relèvement du plancher de l'impôt-chômage se sont apaisés.

Le mécontentement de nombreux députés socialistes était justifié par le fait qu'ils n'ont pu se prononcer qu'après coup sur le relèvement de 15 000 F à 25 000 F classes moyennes, d'autant que ces dernières, lors des élections présidentielle et législatives, ont fait la décision en leur faveur.

Les réserves du P.C.F.

Mercredi 14 octobre, au cours de la première réunion de la commission consacrée à l'examen des articles du projet de loi, les communistes ont fait de nombreuses réserves sur le contenu de ce projet de loi. Parmi eux, le député communiste de Paris, Jean Pélissier, a déclaré : « Le gouvernement n'est pas suffisamment gentil en ce qui concerne les avantages accordés aux locataires de copropriété de moins de 150 mètres carrés pris en l'absence d'une majorité et

L'ensemble du groupe socialiste en a été informé le lendemain par M. Laurent Fabius, ministre du Travail, qui a déclaré que le parti n'avait pas l'intention de se prononcer sur l'absence de concertation au sein de leur mouvement. Les socialistes ont émis des réserves sur le fond. Ceux-ci estiment que le relevé des plaintes de l'immobilité ne répond pas à une politique de solidarité nationale exprimée par le gouvernement. M. Fabius a fait valoir que la nationalité à 10 % appliquée aux contribuables qui paieraient entre 15000 F et 20000 F, n'est pas une mesure de

Le parti socialiste revivra-t-il la concurrence ?

part, M. Dominique Frelaut (C.N. Haute-de-Seine) s'est demandé si le seul moyen d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages n'est pas de relancer économiquement et à court terme les secteurs en déclin, tout en encourageant les collectifs locaux.

LA CONDITION DES ÉTRANGERS
EN FRANCE

que 750 millions de francs. L'Etat n'est pas utile, à son avis, de mécontenter un millard de personnes pour un si faible rapport. Les députés socialistes qui partagent son point de vue font valoir qu'ils souhaitent éviter de pénaliser les

M. Michel Rocard a démenti mercredi soir à TF1 qu'il ait eu l'intention de démissionner du gouvernement. « Je ne suis pas, a-t-il dit, un homme à états d'âme, et je n'aurais été si aisé à démissionner. » Il a ajouté : « J'ai présenté un plan qui est le plan du gouvernement. Il y a toujours des ministres mécontents des arbitrages. Four ma part, je n'ai pas gagné tous les arbitrages. Mais le plan que je présente exprime une cohérence interministérielle et la cohésion gouvernementale. »

Evokant les difficultés du cou-
rant qu'il anime au sein du P.S.,
il a déploré que « certains » au parti
socialiste se soient érigés en juge.

« Tout cela, a-t-il dit, est un mauvais moment à passer. Je pense que le parti va se souvenir à son congrès de Valence qu'il est un gouvernement et qu'il n'y a pas autre chose de plus sérieux à faire en ce moment pour tous les socialistes que de se serrer les coudes, de se rassembler autour du président de la République et de se rendre capables d'interpréter intelligemment, et de répondre de manière novatrice à une situation difficile. »

« M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, a déclaré, lundi 12 octobre, devant l'association de la presse étrangère, à propos du P.S. parti d'opposition devenu parti de gouvernement : « Nous sommes en charge des réalités gouvernementales, les pieds dans la réalité. Il faut en tenir compte (...). Il nous faut faire preuve d'une très grande prudence dans l'expression. Mais nous ne devons pas modifier nos principes ».

L'Assemblée nationale a adopté définitivement, mercredi 14 octobre, le texte de la commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Par rapport au projet approuvé par les députés en deuxième lecture (le *Monde* daté 11-13 octobre), les modifications suivantes sont intervenues :

● Dans tous les cas où un prévenu alléguera l'existence d'une relation de travail, la juridiction devra consulter l'inspection du travail avant de statuer. « A l'audience de renvoi, la juridiction peut, soit dispenser le salarié de peine, soit prononcer la sanction prévue par la loi, soit ajourner une nouvelle fois le prononcé de la peine. »

● La justification de la résidence en France incombera à l'étranger. Celle-ci pourra être apportée « par tous moyens », ce qui veut dire que l'étranger pourra non seulement fournir des preuves écrites ou des témoignages, mais également demander à la juridiction pénale ou à la commission d'expulsion, selon le cas, de faire procéder elle-même à toutes investigations utiles à l'établissement de cette justification.

● Parmi les catégories d'étrangers ne pouvant faire l'objet d'un arrêté d'expulsion, figure notamment « l'étranger qui est père ou mère d'un ou plusieurs enfants français, dont l'un au moins réside en France, à moins qu'il n'ait été définitivement déchus de l'autorité parentale ».

Bico!
negro
intello
Differences

- Les *Nouvelles littéraires* ne sont pas imprimées sur papier glacé.
- Elles n'ont pas de couvertures en couleurs.
- Elles ne publient pas de petites annonces réservées aux cadres.
- Elles ne vous disent pas ce que vous devez faire de votre argent.
- Elles ne révèlent pas la façon de guérir vos rhumatismes.
- Elles n'affirment pas être mieux placées que les autres pour savoir.
- Elles ne prétendent pas monopoliser les plus prestigieuses signatures de Paris.
- Et, en plus, elles sont, dit-on, affublées d'un titre impossible...
- Et cependant, en deux ans, leurs ventes ont augmenté de 900 %: un record.

Si vous voulez connaître
les raisons de ce mystère..

DECOUVREZ A VOTRE TOUR

LITTÉRAIRES

Les nouvelles

**Dès cette semaine,
un numéro plus riche
plus fort, plus dense**

**« Un mauvais procès
d'intention »**

des intervenants socialistes et communistes grandement facilitée par la prise de position sans ambiguïté de la Commission européenne. Mme Vaysse (socialiste) a estimé que la question posée par M. Coussé à la Commission, laquelle servirait de base au débat, « se ramenait à un vieux procès d'intention pour l'accuser... Je crois, elle a ajouté, que les crânes de M. Coussé viennent de fait qu'il ne peut imaginer que la nationalisation des profits et non celle des bénéfices.

« Nous jugeons inconvénient, a estimé pour sa part M. Fernandez (qui parlait au nom des communistes français), le soulci qui consiste à triturer l'esprit et la lettre des traités pour essayer de mettre en cause le contenu d'une politique pour laquelle les travailleurs de notre pays luttent depuis de nombreuses années et qu'ils ont démocratiquement choisie. »

socialiste) dénonçait « la double trahison à l'égard de l'Europe et à l'égard de son pays » de M. Cousté et s'indignait de constater que le « soi-disant partiisme de l'indépendance nationale n'est pas prêt à faire appel à l'extérieur pour contraindre une censure de redressement ».

Le débat qui a eu lieu devant l'Assemblée européenne est resté pour l'essentiel franco-français. Les parlementaires des autres États membres se sont montrés très discrets, résumant ainsi im-
pressionnément, thèse selon laquelle les nationalistes français ne peuvent pas constituer un parti pro-européen, l'absence de l'Assemblée de la Communauté.

PHILIPPE LEMAITRE.

PHILIPPE LEMAITRE

هكذا من الأصل

M. Bernard

mensuel de
les vérités
Au s
Latitude :
Schmidt a
sonnalités
Salinger.
Le p
"La guerre
Voyage a
Dan
ment : un
entretien
Lessing,

POLITIQUE

M. Bernard Attali est nommé délégué à l'aménagement du territoire

Retour par la grande porte

Le conseil des ministres du 14 octobre a nommé M. Bernard Attali conseiller référentiel à la Cour des comptes délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.

Un revenant. C'est un peu son cas que M. Bernard Attali (qui est le frère jumeau du conseiller de M. Mitterrand à l'Elysée), regagne la DATAR qu'il avait quittée en juillet 1980, répondant à l'offre que lui avait adressée M. Gilbert Trépo, pour prendre la direction financière du Clob Méditerranée. L'homme qui, après Olivier Guichard, Jérôme Monod, François Esias et André Chadeau, va prendre possession de cet éminent bureau arrondi couvrant sur la tour Eiffel — 7-8-9 le symbole plus pacifique ? — joue une sorte de revanche. Au cours des dernières années combien de fois n'a-t-il pas attendu, sûr de ses talents et poussé par une ambition non dénuée d'être nommé à l'aménagement du territoire ou, au moins directeur, depuis que ce poste lui est, en 1976.

Il avait acquis une renommée impeccable des négociations ardues, notamment avec les Finances et Massipon, puis ses fonctions à la DATAR consistaient, pour l'essentiel, à propa-

ger l'ordre du jour et les dossiers des comités interministériels. De fait, numéro trois de la DATAR durant plusieurs années, responsable, aussi, de la gestion financière de la déléguée, il a comploté autour d'appels qu'il y avait dans l'ensemble des catégories de fonctionnaires — des ministères, tenaces aujourd'hui encore.

Brillant mais méfiant, mais pas insensible aux distorsions d'une intelligence charmante, M. Bernard Attali doit redonner un souffle à la DATAR et aussi des raisons de croire qu'il ne sont pas des hautes fonctionnaires tout à fait comme les autres, soit quelque cinquante charges de mission qui travaillent avenue Charles-Floquet.

Rache considérable, maudite et psychologique, puisque la DATAR — en dépit des efforts de la loi n° 1-1-11 — ne peut accomplir une petite traversée du désert et souffrir d'une crise profonde d'identité.

Si M. Chadeau pouvait, en cas de décision importante ou d'urgence, solliciter directement l'avis du chef du gouvernement, les choses, aujourd'hui, ont bien changé parce que les structures gouvernementales elles-mêmes ont changé, en opacité.

Valloire à Valenciennes, Comtains à Calais, Rhône-Poulenc à Roubaix, des impérialistes d'une étonnante à Arles, deux entreprises importantes à Bastia (dont Job Bastia), les bastions de Decauville, de Radon, de Bédier, de La Rochelle (l'ailleur conduit par des Thibault ? Les Attali...).

A l'Elysée, l'un dessein pour le président les grandes orientations souhaitables de l'économie ; au Champ-de-Mars, l'autre en s'opposant à les diffuser partout, des grands rouvoisants de Thionville aux bancs des plus remises des monts d'Arrée.

FRANÇOIS GROSCHARD.

pas sans connaître cette phrase de Roger Martin du Gard : « Nous ne sommes pas seulement deux individus, Antoine et Jacques : nous sommes deux Thibault, nous sommes les Thibault ».

Les Thibault ? Les Attali... A l'Elysée, l'un dessein pour le président les grandes orientations souhaitables de l'économie ; au Champ-de-Mars, l'autre en s'opposant à les diffuser partout, des grands rouvoisants de Thionville aux bancs des plus remises des monts d'Arrée.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) M. Cour, législateur en chef de l'aménagement, quitte la DATAR, dont il était directeur, notamment, il est adjoint au maire de Saint-Germain. Jean-Pierre Foucaud (D.S.) Il était entré à la DATAR en 1980. M. Bernard Attali est conseiller référentiel à la Cour des comptes. Il est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'École nationale d'administration. A sa sortie de l'ENA, en 1960, il est nommé auditeur à la Cour des comptes, puis devient conseiller référentiel en 1974. De 1977 à 1981, il est chargé de missions et conseiller à l'Etat, puis entre à la délégation à l'aménagement du territoire. Il était directeur financier du Clob Méditerranée depuis juillet 1980.

PROTESTATION CONTRE LE PROJET DE RÉFORME DE L'ENA

Le collectif grandes écoles de l'Union nationale inter-universitaire (à rue de Muses, 75016 Paris) proteste contre le projet de réforme de l'École nationale d'administration préparé par M. Le Fort, ministre délégué chargé de la fonction publique. Le collectif estime : « La volonté du ministre de réduire le caractère "d'élite" de l'ENA est expliquée par le souci de substituer, au recrutement par la valeur et par les aptitudes, la cooptation politico-syndicale. »

Après avoir éprouvé la haute administration, « républicaine » la police, l'armée, l'industrie et le « système » l'éducation nationale, le gouvernement socialiste tente de réorganiser à son profit le recrutement des hautes fonctionnaires. Ce n'est qu'un premier pas pour élargir de l'opportunité de l'Etat tous les éléments républicains et les remplacer par des militants du P.S.-P.C. ou des hommes de paille. »

CHUTE DRAMATIQUE

S'il est une chute qui est souvent mal acceptée, c'est bien la chute... des chevaux ! Et pourtant, il existe des moyens, des techniques... même si le remède miracle n'existe pas. 24 h. sur 24, au 03.62.20, un disque NOCILL vous informe sur ce problème et ses solutions. 10, rue Toulfey 75005 PARIS.

La Chine et son économie
PIERRE TROLLIET

Le livre le plus à jour sur la Chine d'après Mao, riche d'une information abondante et lucide à l'inaccessible. Sinologue averti, P. Trolliet s'efforce de débusquer les innombrables mythes véhiculés couramment sur les Chinois.

L'U.R.S.S. et sa politique internationale de 1917 à nos jours
Jacques Levesque

Le Moyen-Orient au XX^e siècle
Jean-Pierre Derrière

L'économie et la société française depuis 1945
Maurice Parodi

ARMAND COLIN

Catalogue universitaire chez votre libraire ou 103, bd St-Michel - 75005 Paris

Petite histoire de la France au XX^e siècle
Antoine Prost

L'information aujourd'hui
Bernard Voyenne

Les Allemands RFA et RDA
François Rostel

Pratiques de l'Oral
Fr. Venoye, J. Mouchon et J.-P. Sarrazac

La France
T. 1. MILIEUX NATURELS, POPULATIONS, POLITIQUES
T. 2. ACTIVITÉS, MILIEUX HUMAINS ET URBAINS

PHILIPPE PINCHEMEL

Précise et cohérente cette mise au point sur l'organisation de l'espace français souligne l'importance des relations entre les populations et leurs environnements.

Dictez vos télex 24 heures sur 24
TELEX ET TELECOPIE ASSOCIÉS
1805 - 15, Avenue Victor-Hugo, 75116 PARIS
Tél. : 502.18.00 Telex : 620893 F

Latitude

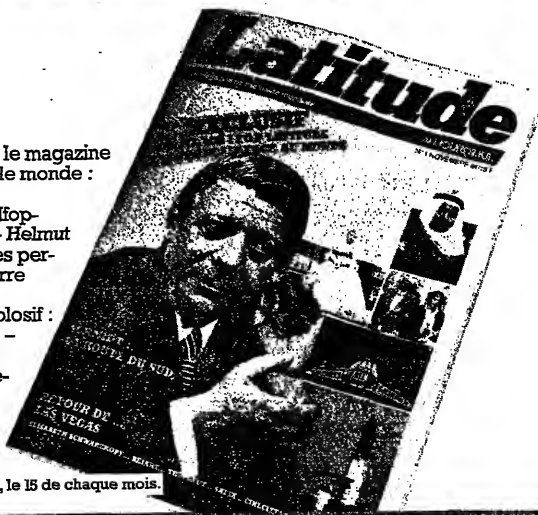
Le monde est sous vos yeux.

AUJOURD'HUI paraît le numéro 1 de Latitude, le magazine mensuel de l'actualité mondiale. Pour mieux comprendre le monde : les vérités, les idées, les faits.

Au sommaire de ce 1^{er} numéro, un sondage exclusif l'opinion-Latitude : "Les Français face au monde" - L'après-Sadate - Helmut Schmidt a-t-il pris la route du Sud ? - "Toute Latitude à ?" des personnalités s'expriment en toute liberté : Michel Jobert, Pierre Salinger, Alois Mertes, Ali el Saman, Aldo Ciccolini.

Le point sur l'Iran, l'Irak, l'Espagne... - Un dossier explosif : "La guerre nucléaire est possible" - Retour de Las Vegas - Voyage au Yémen.

Dans chaque numéro, Latitude vous offre son supplément : un panorama culturel du monde. Ce mois-ci : un entretien avec Elisabeth Schwarzkopf ; et puis, Satta, Lessing, Scola, Truffaut, Boulez, Béjart, Cinecittà.



LE MAGAZINE DE L'ACTUALITÉ MONDIALE

JUSTICE

Un expert contre « le Monde »

Devant la première chambre du tribunal de grande instance de Paris, présidée par M. Raynaud, le 14 octobre un procès en diffamation intenté en *Monde* par le directeur de l'Institut national de recherches à l'INRSER, et qui fut l'un des experts judiciaires de l'affaire, a été l'occasion de diverses recherches dans l'affaire dite de la Mal Morgue. M. Marcel Paul, directeur de la publication, a été cité en tant que collaborateur de l'INRSER. M. Raymond Damien, Rédacteur en chef, lequel est le notaire, rendant compte dans le numéro daté du 14 octobre, dans le 14 octobre, la journée de l'audience de la cour d'appel de Paris, a été cité en tant que porte les propos tenus, selon lui, par M. Robert Badinter et le procureur général, avocats de l'un des prévenus, et le directeur de la société Girvan, qui a été cité en tant que «harnay, d'expertise inutile et même de supercherie scienti-

Avocat de M. Martin-Bouyer, qui réclame 100 000 F de dommages-intérêts, M. Nicole Dreyfus a soutenu que l'article incriminé ne pouvait pas être assimilé à une « bonne foi », dont l'article 41 de la loi sur la presse garantit l'immunité car il constitue selon elle une « simple constatation de l'honneur de l'expert. Si elle ne conteste pas que les propos rapportés dans le compte rendin du procès ont été tenus par elle et par les amis de M. Flahaut, elle estime que la relation de la dernière journée d'audience était « véridique » et que les avocats des parties civiles avaient répliqué aux attaques portées

poire l'interpète et que certe riposte que n'a pas été entendue, mais que ce qui du même coup donnait au public une information « normale » était portée à sa connaissance.

Au nom du Monde, Mr Yves Fassin, directeur de l'agence de presse que le compte rendu reproché ne devait pas être considérée comme officielle, a répondu, en réitérant à ceux, toujours et toujours, que le journal avait déjà consenti à l'affaire du talon d'acier, qu'il ne pouvait pas se débiter devant la cour d'appel de Versailles mais aussi à l'occasion d'un procès qui se déroulait devant le tribunal correctionnel de Fontenay. Dans ses comptes rendus, le Monde ne s'occupe pas de toutes les parties à l'affaire, de même qu'il avait été fait état des dépositions et des interventions de la défense, mais qu'il ne défendait son expertise. Des lors, selon M. Boudelle, le compte rendu incriminé était tout bonnement « fidèle, car si n'a rien rapporté qui était pas été dit et qui

On demande à M^r Baudelot, qui est là, qu'un aspect subsiste-t-il de la déformation du diable, car, a-t-il soutenu, la demande de M. Martin-Bouyvet est irrecevable entre le moment de la déformation et le premier dépôt de conclusions qui a été fait devant le tribunal, puis des trois mois se sont écoulés, ce qui, en matière de prescription, entraîne la déchéance en dépit de l'absence de fait, car, si ce n'est l'absence de fait, ce n'est pas M^r Nicole Dreyfus, qui lui ne s'agitrait plus de diffamation, mais de la faute définie par la loi.

l'article 1382 du code civil.
Jugement le 18 novembre.
JEAN-MARC THÉOLIEYRE.

Violences policières : un procès à Paris des accusations à Lille

Pour une fois, la parole du policier ne l'a pas emporté sur celle du simple citoyen, marseillais, qui a été l'objet de dix-septième chapitre correctionnel de Paris. Le premier, Jean-Louis Baudouin, a été condamné à six mois de prison, avec sursis et 5 500 francs d'amende, une peine couverte par la loi de grâce du 17 novembre 1978, grâce à la mise du second, M. Joël Lamourin, jeune enseignant, en liberté conditionnelle, et à l'établissement de la liste Victor-Duruy, à Paris.

Le troisième, M. Jean-Louis Jacques, député, avec son sous-titre, à l'intersection du policier et du citoyen, a été condamné à un an de prison, avec sursis, et à un nouveau qui devait passer un court officiel, cela n'a fait guère de doute pour les juges, mais il est tout de même pour cette rébellion à 1 000 francs d'amende.

Le gardien de la paix n'a pas pu être condamné à la prison, il a été condamné à 100 francs d'amende, présentée par M. Emile Cabré, simplement égaré par maladresse.

tant pour émasculer son rôle comme l'expliqua l'avocat de M. Péro, M. Boiteux. Les juges ont accordé davantage crédit aux explications de ce dernier, journaliste, d'un étudiant en médecine, d'un cuisinier et d'un comptable, qui passaient pour des témoins de moindre importance. Les brutalités policières, ça, ceux de deux collègues du policier qui reconnurent les coups, mais pas ceux de la police, tout ça, pas devant nous, toute la scène.

D'autre part, trois avocats du barreau de Lille, M^{rs} Patrick Charlot, Dominique Dard, et Christian Chouard, viennent de dénoncer, nous indique notre correspondant, des violences policières, des humiliations, des vexations répétées dans la métropole lilloise, et singulièrement à Tourcoing. Au cours d'une conférence de presse, ils ont évoqué des faits. L'un d'eux, tout récent, début octobre, — concerne un jeune homme de vingt-cinq ans, originaire de Tourcoing, en est sûr, mais nous ne sommes pas allés nous enquisser sur place.

DROIT
Sciences Eco.
Documentation sur demande
Octobre à Juin
● Soutien annuel
IPEC Enseignement supérieur privé
40, bd Saint-Michel, Paris 6
Téléphones : 633.81.22/633.03.71/635.45.87

chevilles et aurait été frappé au ventre avant d'être jeté sans ménagement dans le car de police. « C'est certain », dit-il, « mais d'un coup de pied par ce jeune garçon de dix-huit ans, Abderaman Ikhlès, né en France. »

Les trois évocateurs affirment que les plaintes déposées à la suite de ces faits sont restées inopérantes. « Les policiers ont refusé de faire des enquêtes de police », dit-il simplement : « les brutales policiers sont intolérables. Si elles ont un lieu, elles doivent être sanctionnées, mais encore faut-il que se soit sur des dossiers bien établis et qu'on n'accusent pas les policiers à tort ».

SCIENCES

CONSEIL RESTREINT A L'ÉLYSÉE SUR LES ACTIVITÉS SPATIALES

Un conseil restreint sur les activités spatiales françaises doit avoir lieu ce jeudi après-midi 15 octobre, à l'Élysée. A cette réunion, présidée par M. François Mitterrand, doivent assister notamment le premier ministre, le ministre de la défense et ceux de l'industrie, des P.T.T. et de la recherche et de la technologie, pour examiner les principaux problèmes.

● **Les lanceurs.** — La fusée spatiale n'est pas un objet de spéculation actuelle, ne saurait répondre longtemps aux besoins des utilisateurs en Amérique. A cette fin, les Etats-Unis ont lancé le développement d'une nouvelle génération de lanceurs plus « performants » (Ariane-2 et 3) qui, pourtant, ne permettront pas à partir de 1985-1986 de mener à bien les programmes Dares. Ce fut, un dossier sur un lanceur plus puissant, Ariane-4, a été établi (le Monde du 26 septembre). Cet enjeu financier de lanceurs est d'ailleurs, en France, le seul où l'Etat se soit engagé. Il devrait être compétitif avec la navette spatiale américaine, pleinement opérationnelle à cette époque. Le gouvernement français a financé la mise au point d'Ariane-4 par la délégation française au négocié avec l'Agence spatiale européenne (ESA) du coût du programme (environ 1 100 à 1 200 millions de francs) et de l'industrialiser, sans que de sa maîtrise d'œuvre et des responsabilités industrielles.

● **Les activités européennes.** — La question en pose de savoir quelle suite sera donnée au laboratoire spatial européen auquel la France ne participe que pour une faible part. Son intérêt pour les programmes spatiaux américains, nationaux dans l'espace et son souci de voir la République fédérale d'Allemagne à ses côtés dans l'aire Ariane-4, devrait mener Paris à une certaine souplesse dans ce domaine. D'autre part, la France devrait s'aligner sur les participations est-ouest à l'expédition européenne ERAS-1, qui lui offre appel à des techniques nouvelles, comme le radar à synthèse d'ouverture.

● La **télédiffusion française**. — Au moment même où se réalise le satellite d'observation de la Terre français Spot, on s'interroge sur la nécessité de lancer un deuxième satellite. Les perspectives d'avenir de ce marché, selon les experts, justifient une telle décision, ainsi que la création prochaine d'une structure de vente (spotting) des documents pris par les satellites Spot.

● **Les programmes à long terme.** — Les responsables des activités spatiales vont s'interroger sur les programmes de recherche et développement qu'il convient de lancer, dès maintenant, pour être prêt en 1990. De telles réflexions concernent tant la mise au point d'un moteur de fusée à hydrogène et oxygène liquides de grande puissance (HM-80), que celle de robots ou de techniques de télécommunications faisant appel à des matériaux nouveaux.

Les
MAXI-

Les conditions d'admission des étudiants étrangers sont assouplies

● Les universités seront seules à décider ● L'examen de français est maintenu

Le gouvernement va promulguer prochainement le décret relatif à l'accueil des étudiants étrangers dans les universités françaises. Ce texte, qui a été remanié à plusieurs reprises après les consultations les plus larges, comme l'indiqua une note de M. Savary, ministre de l'éducation nationale, aux présidents d'universités, n'attend plus pour entrer en vigueur que le parafin du premier ministre.

Dans sa version définitive, le texte a subi des transformations importantes par rapport au projet soumis ces derniers semaines aux organismes consultatifs, notamment la conférence des présidents d'universités et le Conseil national de l'enseignement supé-

rieur et de la recherche (le Monde du 7 octobre). Comme prévu, le texte abroge la loi du 31 décembre 1979 (dit adacret Imbert e) et revient à la loi du 13 mai 1971 — le texte de référence, — mais assortie de nom-

Tout d'abord, le décret précise que les ressortissants étrangers sont soumis aux mêmes règles que les étudiants français pour l'inscription en deuxième et troisième cycles, dans un laboratoire de recherches ou dans tout établissement pratiquant une admission sur concours ou sur titres.

diplomatique française de son pays d'origine ou faire la preuve qu'il réside bien en France.

Sur son formulaire de « demande d'admission », le candidat étranger indique, par ordre de préférence, deux universités de son choix à l'exclusion des établissements situés dans la région parisienne (académies de Paris, Créteil, Versailles), sauf s'il réside déjà. Il envoie le formulaire dûment rempli à l'université de son premier choix ou aux services culturels qui transmettent directement son dossier.

En cas de refus de la première université, qui doit notifier sa décision au candidat, celle-ci transmet le dossier à la deuxième université. Si l'établissement de deuxième choix refuse à son tour le candidat peut demander au ministère de l'éducation nationale de l'orienter vers un autre établissement. C'est le seul moment de la procédure où intervient l'administration centrale (autre-
ment l'élaboration et la diffusion des formulaires de pré-

inscriptions. Les conditions sont requises pour la demande d'admission des candidats étrangers : a) Justifier des titres ouvrant droit dans leur pays aux études envisagées ; b) Etre titulaire d'un diplôme attestant la maîtrise de la langue française adaptée à la formation envisagée ; c) L'étranger candidat à l'inscription doit avoir obtenu un diplôme universitaire français dont il doit prouver que son propre pays l'a jugé apte à suivre un enseignement supérieur ; d) Avoir, d'autre part, prouvé qu'il dispose de ressources suffisantes pour comprendre ses études en France ; e) Les candidats étrangers qui ne sont pas français pour suivre avec profit les études supérieures en France, il doit pour cela passer un examen de langue française ; f) Les candidats doivent aussi prouver que les candidats titulaires du baccalauréat français n'un e titre admis en dispense ; g) Les étudiants boursiers doivent être politiques et les étrangers.

LE CALENDRIER

Les inscriptions pour l'année universitaire 1982-1983 — et seulement pour elle — auront lieu selon le calendrier suivant : demande du formulaire de pré-inscription avant le 15 février; remise du formulaire rempli avant le 1^{er} mars; convocation à l'examen de français au plus tard le 1^{er} avril; transmission du dossier à l'université du premier choix avant le 15 avril; démission de l'université avant le 15 mai et, en cas de refus, transmission immédiate du dossier à l'université du deuxième choix; démission de l'université avant le 15 juin; en cas de nouveau refus, le candidat doit s'adresser avant le 10 août au ministère de l'éducation nationale pour être réaffecté dans les meilleurs délais.

L'examen de la compréhension de la langue française — et dont les modalités précises seront fixées ultérieurement — sera organisé de la manière suivante : « un groupe pédagogique national a choisi une série de trois sujets correspondant à l'orientation des candidats (études scientifiques, littéraires ou juridiques). Pour les candidats résidant à l'étranger, l'examen sera organisé sous la responsabilité du conseiller culturel et ; pour ceux résidant en France, « sous la responsabilité du président d'université ».

L'honneur retrouvé

La nouvelle procédure mise en place pour accueillir les étrangers en premier cycle universitaire lève deux obstacles majeurs : d'abord, les candidats grecs, turcs et iraniens, ne demandent à s'inscrire dans une université française que parce qu'ils ont échoué à un examen d'entrée dans leur pays.

[illegible]

« Je n'ai pas pour but de limiter le nombre de Français étrangers mais de faciliter leur admission dans les universités, tout en évitant les déplacements continus instaurés par le « décret Imbert », obligation pour le candidat de prouver son admission dans l'enseignement supérieur de son propre pays ; l'examen de français, à enfin l'obligation — pratiquement de choisir un département de résidence. Nous espérons que ces dispositions vont limiter l'afflux des étudiants étrangers ».

ROGER CANS

ROGER CANS.

LUNETTES

**MONTURES DE MARQUE
À PRIX DE GROS.***



MONTURE EMMANUELLE KHANH
RÉF. 8082 - PRIX 135,30 F.

Cette offre est également valable sur des montures Charles Jourdan, Lammis, Pucci Rademore, chez les opticiens Kryds de la région parisienne à l'occasion de l'ouverture de leur 101^{er} magasin. * Prix catalogue fournisseur + TVA sans incidence sur le prix des verres. Offre valable jusqu'au 15 décembre 1981.



LES OPTICIENS KRYDS SONT DANS LES PAGES JAUNES DE L'ANNUAIRE.

Les
MAXI-MINI
de
KUONI

Partez loin, payez moins

Kenya séjour 9 j.	F 4280
Ceylan séjour 10 j.	F 4580
Thaïlande séjour 10 j.	F 4580
Ceylan/Thaïlande combiné 17 j.	F 4990
Brésil séjour 10 j.	F 5970
Bali séjour 10 j.	F 6500

 **KUONI**

"Prix minimum au départ de Paris."

*un monde
de différence*

Demandez conseil à votre agent de voyages

Voyages KUONI

75009 PARIS - 12, Bd des Capucines - Tel. : 742.83.14.
75006 PARIS - 33, Bd Malesherbes - Tel. : 265.29.09

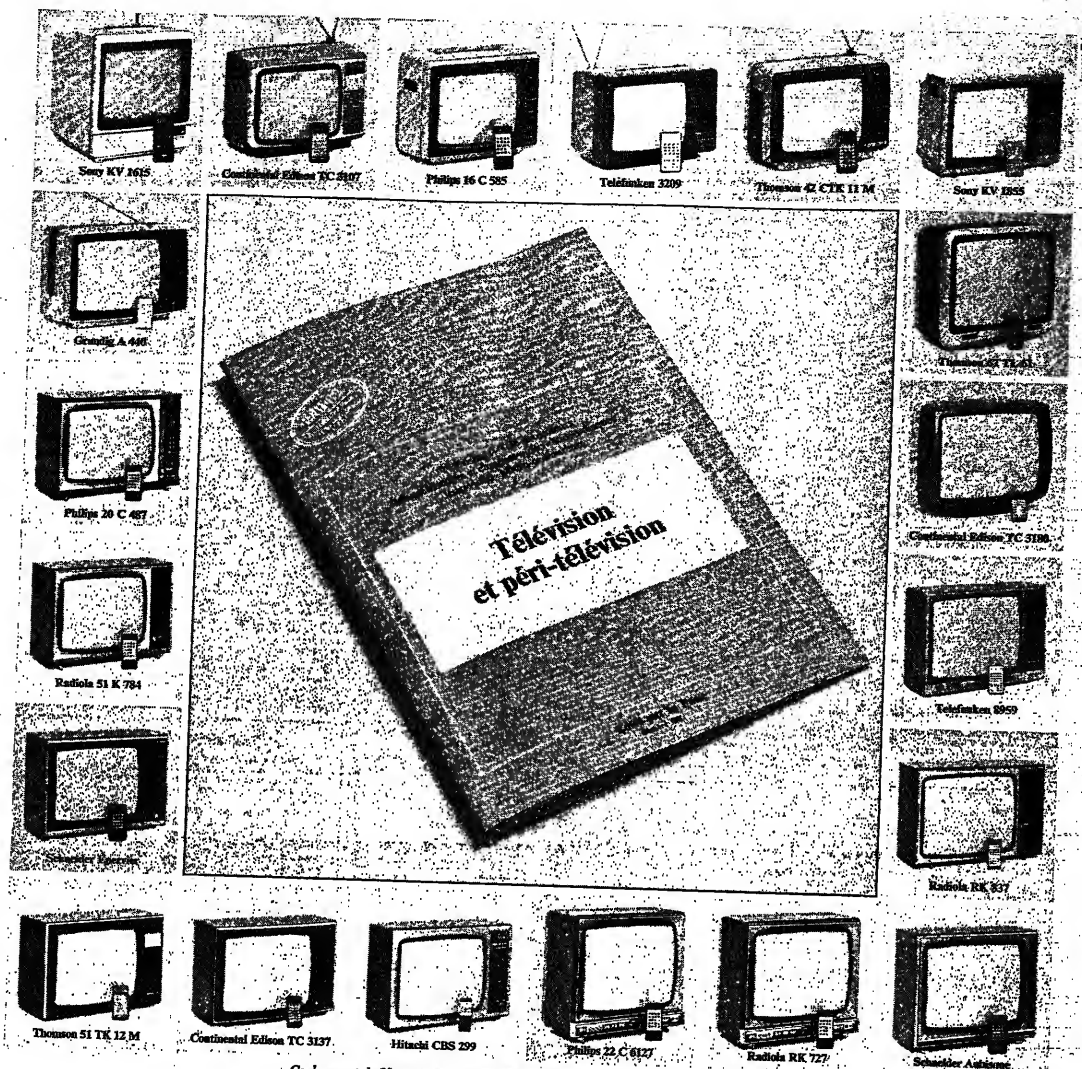
LUNETTES

**MONTURES DE MARQUE
A PRIX DE GROS***

MONTURE LANVIN
RÉF. OLB 508 - PRIX 155,50 F.

Cette offre est également valable sur des montures Charles Jourdan, Peco Rabonne, Gammaville Khonli, chez les opticiens Kryss de la région parisienne à l'occasion de l'ouverture de leur 100^e magasin. *Prix catalogue fournisseur + TVA sans incidence sur le prix des verres. Offre valable jusqu'au 15 décembre 1981.

LES OPTICIENS KRYSS SONT DANS LES PAGES JAUNES DE L'ANNUAIRE.



Ce document de 32 pages (gratuit) est dès maintenant disponible dans toutes les Fnac.

La Fnac décerne ses étoiles à ces 20 téléviseurs qu'elle garantit 4 ans

Et voici pourquoi...

RIEN de plus banal aujourd'hui qu'un téléviseur. De 14 000 foyers français équipés en 1950, nous en sommes à 19 millions. Et, comme le téléphone, le réfrigérateur ou la machine à laver, le téléviseur « fait partie des meubles » - auxquels on n'accorde plus d'attention qu'à l'heure de s'en servir.

Pourtant cette boîte à œil de verre entame une seconde et fabuleuse carrière.

Sans doute continuera-t-elle de s'appeler téléviseur. Mais recevoir la télévision ne sera plus qu'un de ses talents parmi tant d'autres. Et elle risque fort d'être ce autour de quoi s'organisera bientôt toute la vie du foyer.

La Fnac a donc jugé nécessaire d'éditer le premier dossier complet sur les téléviseurs d'aujourd'hui pour demain.

En faisant aussi le point sur ce qu'est déjà la « chaîne audiovisuelle ». Sur ces nouveaux appareils qui, adjoints au téléviseur, lui inventent un nouveau destin.

Comment sont décernées les étoiles de la Fnac

Chaque fois que la Fnac vend un téléviseur, une fiche est créée. Où sont notés le moindre incident et la moindre intervention ultérieure.

Et tout cela est géré en informatique. Ce qui permet de tenir dans le temps

des statistiques infiniment précises et de juger très objectivement chaque modèle de chaque marque.

D'autres critères venant compléter ce jugement, la Fnac peut établir ainsi une hiérarchie exacte des qualités. Avec 1, 2, 3 ou 4 étoiles accordées à tel ou tel modèle.

Et la garantie (pièces et main-d'œuvre) de la Fnac s'ajuste bien sûr au nombre des étoiles... 4 étoiles : 3 ans, 3 étoiles :

2 ans, 2 étoiles : 2 ans, 1 étoile : 1 an. Dans le cadre toutefois de cette sélection, la garantie a été exceptionnellement portée à 4 ans pour chacun des 20 téléviseurs retenus.

مكثا من الأصل

DEUX NOUVEAUX EVÊQUES

● **Mgr Séguéy à Gap**
● **Mgr Taverdet à Langres**
Jean-Paul II a nommé évêque de Gap (Hautes-Alpes) l'abbé Raymond Séguéy, qui succède à Mgr Pierre Chagué, décédé le 1^{er} octobre dernier, et le Frère Léon Taverdet évêque de Langres (Haute-Marne), qui succède à Mgr Lucien Daloz, nommé archevêque de Besançon le 16 décembre dernier.

[illegible]

FAITS DIVERS

Soupçonnés de fraude fiscale

DEUX DIRECTEURS DE MAGASINS

MM. Roger Fiamant, directeur de la Sofic, une société affiliée au groupe Frausnik, et Roger Fiamant, directeur de la Sofic, ont été interpellés, le mardi 13 octobre, après que la direction générale des impôts et ait saisi le procureur de la République de Paris, qui a ordonné l'ouverture d'une information. Les deux hommes sont soupçonnés d'avoir dissimulé d'importantes recettes d'un montant évalué à 1,5 million de francs.

FOOTBALL

Après l'Espagne, pays organisateur, l'Argentine, tenant du trophée, le Brésil, le Chili, le Pérou, la Belgique et la Pologne, on connaît, depuis mercredi 14 octobre, deux nouveaux qualifiés pour la Coupe du monde 1982 : la République fédérale d'Allemagne, qui a battu l'Autriche, 3 à 1 à Vienne, et l'Ecosse, qui a

Dublin. L'équipe de France continue son chemin de croix. Après Hanovre, Madrid, Rotterdam, Paris et Bruxelles, c'est à Dublin qu'elle a subi sa septième défaite pour une victoire en six rencontres. Elle n'est pas encore à plus d'un demi-point, en 1987 et 1988 (nuit difficile en dix matches), pour trouver trace d'une série aussi longue. Les Irlandais ont perdu leurs premiers. Les buts de football peuvent remplacer les poteaux de rugby, le stade de Lansdowne Road reste donc un sanctuaire inviolable pour les visiteurs.

Avec ses deux tribunes d'un autre âge sous lesquelles s'engouffrent encore le vole ferré qui emène les spectateurs, ses tapis rouges déroulés pour la présentation des jouteurs, ses chœurs celiques, un tel siècle pourrait paraître aujourd'hui désuét « Il n'était pas émouvant, tant il resse

peuplé de souvenirs épiques. Nulle part mieux qu'ici les Irlandais ne peuvent en effet retrouver leurs racines.

C'est sur ces quelques arpents de pelouse de la banlieue de Dublin que, depuis dix-huit d'iver par an, se déroule la plus grande manifestation de rugby des Cinq Nations, catholiques du Sud et protestante du Nord d'Irlande, celle des sept nations. C'est sur cette pelouse que l'ordre rappelle aussi de l'étranger ses meilleurs footballeurs, dont certains ont été sélectionnés pour la Coupe du monde de 1990, comme Chris Hughton, né à Londres, Mark Lawman, né à Preston, ou encore John O'Donoghue, qui découvre Lansdowne Road et le pays de lauriers à l'occasion de leur première sélection. Depuis 1990, l'entraîneur Eoin Hand n'en d'ailleurs jamais fait jouer un seul national irlandais opérant dans un club étranger.

ENCORE BATTUS (3-2), A DUBLIN, EN COUPE DU MONDE

Les Français continuent leur chemin de croix

obtenu un résultat nul, 0 à 0 à Belfast, contre l'Irlande du Nord.

La situation reste indécise dans le groupe 2, après la nette victoire, par 3 à 0, des Pays-Bas devant la Belgique, à Rotterdam, et le succès, par 3 à 2, de la République d'Irlande devant la France, à Dublin. Tout se jouera le 18 novembre.

au Parc des Princes, où la France recevra les Pays-Bas. Une victoire des Français, complétée, le 5 décembre, par un autre succès sur Chypre, les qualifierait. En cas de match nul, c'est l'Irlande qui serait qualifiée grâce à sa meilleure différence de buts par rapport aux Pays-Bas. Pour se qualifier, les Néerlandais devraient gagner à Paris.

Homme de concertation à la sensibilité à fleur de peau, Michel Hidalgo se sentait au le tort d'affaiblir le ciment se dégrader sous sein et dans l'entourage de l'équipe de France en écoutant trop de monde et en tolérant les contestations, les critiques, voire les ukases de certains joueurs. N'est-il pas trop tard pour reprendre la situation en main avant le choc décisif du 18 novembre contre les Pays-Bas, qui rappellera la France à l'Europe du 18 novembre 1977.

Après le sanctuaire de Landsdowne Road, les Français vont retrouver la cathédrale de béton du Parc des Princes. Il leur reste à faire preuve de la même foi en leurs possibilités qu'il y a quatre ans.

GÉRARD ALBOUY

*Pays-Bas b. Belgique 3-4
 *Irlande b. France..... 3-4
 Classement. — 1. Belgique (8 matches), 11 points (+ 3); 2. Irlande (8 m.), 10 pts (+ 6); 3. Pays-Bas (7 m.), 9 pts (+ 6); 4. France (8 m.), 8 pts (+ 6); 5. Chypre (7 m.), 0 pt (-21).

Contre les All Blacks, qui entrèrent, le 28 octobre à Strasbourg, une équipe de joueurs professionnels dont deux tests (Toulous le 14 novembre et Paris le 21 novembre), le comité a retenu les joueurs suivants : Sallesfrank (Dax), Bruck (Pau), Chassagnon (Bordeaux), Couderc (Narbonne), Parat (Bayonne), Vignat (Agen), Berbizier (Lourdes), Erbaui (Agen), Petrissons (Bayonne), Cordier (Bédiers), Malcic (Tarbes), Carpentier (Lourdes), Dubro (Agen), Bervero (Nice) et Vauquerin (Bédiers).

De notre envoyé spécial

lique, on peut certes s'entendre à tout. Y compris à un premier but marqué dans son camp par Philippe Mabut, dès la cinquième minute. A une égalisation quatre minutes plus tard par un débutant de dix-neuf ans, Bruno Bellone, qui n'a joué à ce jour que douze matches en première division. A un deuxième but de Michel Robinson après un cafouillage consécutif à un corner que l'arbitre autolide, M. Erigson, avait accordé à tort à la vingt-quatrième minute. Ou encore au troisième but triésnel sur une inexplicable passe en retrait de Gérard Jernion à Michael Robinson, trop heureux de cette subtile cinq, mais incapable de la saisir, qui n'aurait pu servir à tourner comme des chaises au-dessus du stade. La défaite des Français était déjà consommée.

Après coup, Michel Hidalgo explique cette défaite par le trop grand nombre d'erreurs et le manque de sérénité des joueurs. Mais comment pourrait-il en être autrement, alors que lui-même refuse, depuis quelques mois, l'image du doulou, voire du désarroi ? Ce n'est pas en utilisant quatre gardiens de but pour les trois premiers matches de la saison ou en changeant cinq joueurs par rapport à la dernière rencontre avec le Belgique que l'on peut espérer remettre une équipe en confiance et lui donner une certaine cohésion.

Le directeur des équipes de France est, certes, contraint de tenir compte des blessures de titulaires indiscutables comme Jean Tigane, voire Dominique Rocheteau, ou de l'absence de grande joueurs à certains postes-clés comme ceux de

[illegible]

[1] Seuls Just Fontaine (27 buts), Jean Vincent (20), Jean Baratte (19), Roger Planton et Raymond Kops (18) ont fait mieux.

RUGBY. — Réunis à Agen le 14 octobre, le comité de sélection de la Fédération française de Rugby (F.F.R.) a élu pour jouer contre la Roumanie, le 1^{er} novembre à Norbonne, le XV suivant : Gabeton (Stade toulousain), Fabre (Béarn), Bertranne (Bagneres), Met et al (Grenoble), Buisson (Laporte (Graulhet), Eilsandier (La Rochelle), Lacaze (Béarn), Joinet (Brive), Rodriguez (Mont-de-Marsan), Revellière (Graulhet), Lortoux (Grenoble), Goussier (Pau), Dabonne (Tortos) et Cézariac (Lourdes).

triels une conception dynamique de l'assurance, des solutions originales appuyées sur l'expérience et le réseau du premier assureur français.

Un objectif prioritaire pour l'économie française : reconquérir le marché intérieur. Il faut, dans des secteurs aujourd'hui abandonnés aux étrangers, fabriquer français. C'est le défi de la relance ; celui des P.M.E. et des P.M.I.

C'est le rôle de l'UAP que de soutenir ces entreprises. Car quand on est l'assureur n° 1, on n'acquiesce pas seulement les n° 1. Aux P.M.E. et aux P.M.I. soucieuses d'aller de l'avant, l'UAP donne son appui, sachant aussi innover.

L'UAP apporte à ces ind

UAP
L'assureur n°1

LES PMI A LA RECONQUÊTE DU MARCHÉ FRANÇAIS. UAP ASSURE LEURS EFFORTS.

Le Monde

LIVRES

Grandeur et misère du joueur d'échecs

billet

Une rigueur salubre

Il n'est de style comme de la mise, dit-on. Le domaine hérité des sciences dites humaines, victimes de la désaffection du public. Trop d'essais étaient encombrés d'érudition, et il n'était pas toujours évident que l'intérêt de l'obscurité qu'il s'attribuait. Cet autisme, cependant, la rigueur — dont on sait que, si elle est, en revanche, toujours solitaire — concilie les principales publications, en psychanalyse aussi bien qu'en sociologie. D'ailleurs, certains ouvrages s'adressent, par exemple, ceux de Serge Moscovici, « L'âge des foules » (Payot), et de Bernard Delfmont, « L'homme des foules » (Payot), qui tentent, l'un comme l'autre, de comprendre la fascination exercée par les meneurs politiques sur les masses. Ou encore les essais psychanalytiques de Didier Anzieu, « Le Corps de l'œuvre » (Gallimard), et d'Alain de Mijolla, « Les Visages du moi » (Gallimard), qui constituent de remarquables contributions à l'esthétique et à la psychologie de la création. « Le jeu d'échecs et la science humaine », de J. Destré et N. Engel (Payot), se situe dans la même veine.

C'EST une passion qui s'empare de nous à l'adolescence. On connaît certes des cas d'enfants prodiges comme Samuel Reshevsky ou Jutta Hempel — qui suit les Pascals, les Amateurs, les Mozart des échecs — mais, outre leur caractère exceptionnel, ils évoluent généralement assez mal ; il n'est pas aisé de rester à la hauteur de ses exploits enfantins.

Le plus souvent, le père initie son fils ; ce durcissement aura pu de répit avant de l'avoir mis en échec et mat. On n'apprendra

rien à personne en disant que la dimension ordinaire de ce jeu a nourri les écrits de bien des psychologues et que son caractère obsessionnel attire une catégorie bien précise de névrosés ; ceux qui refusent leurs pulsions libidinales en les enfermant dans la prison mathématique et glacée du jeu. Comme le rappelle Luce, c'est la mort qu'il s'agit pour l'obsessionnel de tromper par mille ruses. Les échecs sont une de ces ruses.

L'âge adulte voit généralement s'éteindre cette passion. D'une part, parce que s'épouse est

le père ennemi des échecs (un célèbre proverbe affirme tout au moins) ; d'autre part, parce que le néophyte amateur prend conscience de ses limites ; il sait maintenant qu'il ne sera jamais un maître et, de plus, il s'ennuie de l'échiquier. Bien des années plus tard, lorsque sa vie professionnelle ne l'occupe plus et que sa vie amoureuse s'est éteinte, il s'ennuie peut-être à un certain point sans autre ambition que de tuer le temps.

Le défi de Bobby Fischer

En France, le jeu d'échecs séduit avant tout les étudiants et la petite bourgeoisie ; le sociologue Pierre Bourdieu explique d'ailleurs que « la pratique (d'échecs) des échecs semble moins liée aux traditions sociales et à l'accumulation du capital social que le bridge, et, au contraire, plus fortement dépendante du capital culturel... » Il n'en est pas de même en U.R.S.S., pays où compte plus de quatre millions de licenciés ; les échecs y sont considérés comme le premier sport national et l'un des encouragements par tous les moyens.

« Les échecs et le communisme », plus récemment démentir de l'U.R.S.S., excellent joueur, à son ami Lénine.

On observe d'ailleurs que les échecs ont à l'époque soviétique volontiers des sacrifices énormes pour les échecs. Ce fut le cas des nazi qui en firent un jeu d'entraînement ; c'est le cas aujourd'hui des Philippines du président Marcos. Les échecs ont été aussi le jeu favori de Staline, de Khrushchev, de Brejnev, de Gorbatchev, excellent joueur, à son ami Lénine.

On observe d'ailleurs que les échecs ont à l'époque soviétique volontiers des sacrifices énormes pour les échecs. Ce fut le cas des nazi qui en firent un jeu d'entraînement ; c'est le cas aujourd'hui des Philippines du président Marcos. Les échecs ont été aussi le jeu favori de Staline, de Khrushchev, de Brejnev, de Gorbatchev, excellent joueur, à son ami Lénine.

On observe d'ailleurs que les échecs ont à l'époque soviétique volontiers des sacrifices énormes pour les échecs. Ce fut le cas des nazi qui en firent un jeu d'entraînement ; c'est le cas aujourd'hui des Philippines du président Marcos. Les échecs ont été aussi le jeu favori de Staline, de Khrushchev, de Brejnev, de Gorbatchev, excellent joueur, à son ami Lénine.

la feuilleton

Marthe Robert, Jean Rousset Des lecteurs qui donnent envie de lire

PARFOIS, des gens un peu bêtes (on ne choit pas toutes ses rencontres) ont l'air de me plaindre : « Vous recevez deux livres par jour, dites-vous ? Vous en lisez six par semaine ? Et vous n'en avez pas marre ? » Les mêmes gens ajoutent, d'ordinaire : « Mais, les pauvres, on ne m'y prend plus ; le prêt est raide... » La charité commande de ne pas leur demander dans quel état ils se trouvent. C'est tout à fait évident, qu'ils n'ont plus un livre depuis le temps du bœuf, où il fallait, bien sûr, se fournir en citations.

A ces sorcettes sur le bûche de la critique, une réponse vient d'abord : gagner sa vie à lire ce qu'on veut et à dire ce qu'on en pense, honnêtement, on a vu pire ! Et si la lecture de cette chronique ne convainc pas du doux privilège qu'il y a à le tenir, qu'on se reporte à deux autres lecteurs professionnels, Marthe Robert et Jean Rousset. Leurs promesses de cet automne à travers les chefs-d'œuvre attendent qu'on n'en ait encore rien trouvé qui vaille la lecture comme école d'intelligence, de sensibilité, de bonheur et, face à la dictature poisseuse de l'image idéologique pour tous, de liberté.

A Vérité littéraire fait suite à Livres de lecture. Marthe Robert y fouille pas un thème unique, comme dans son roman des origines où dans ses essais sur Kafka, mais elle déboule au milieu des histoires de famille et des paysages amis que recèle le patrimoine littéraire.

La production immédiatement actuelle est jugée par elle avec une acuité difficile, mais à ne pas partager. Il est bien vrai que l'édition semble incapable de tempérer par elle-même — faudra-t-il qu'elle y soit conduite du bout du pied — la production économique ? — une « écrivainerie » où Montaigne voyait déjà le « symptôme d'un siècle débordé ». Cette prolifération s'adresse à la rigueur à la lecture et se souvient de créer une véritable culture littéraire et non, comme c'est le cas de plus en plus, d'exhiber leurs petits ego. Et personne, dans les, pour réagir en muscles et nerfs le bœuf, avait imposé par les autres ! Personne pour relancer les batailles d'autrefois, les écoles et les aventures, qui, même si elles ne faisaient pas bouger la société ni l'art, étaient à l'accouchement des plus grands.

Peut-être Marthe Robert met-elle quand même le barre un peu haut. C'est une tentation commune aux critiques non journalistes. Alors qu'il serait injuste de noter part et sans utilité, d'opposer sans cesse les grands auteurs aux petits.

par Bertrand Poirot-Delpech

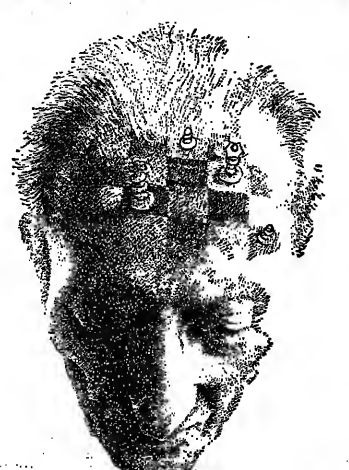
apparus — à quel bon, en effet, se jeter sur les prix de l'année, et on n'a pas lu Dostoïevski ! — les lectures sont Marthe Robert ont évidemment raison de prêter aux auteurs de l'actualité les auteurs essentiels, et bien plus « présents », que sont Kafka ou Thomas Mann.

UX-MEMES, les grands, n'échappent pas à l'air du temps. Ainsi la Vérité littéraire nous rappelle-t-elle que Kafka était Charles-Louis Philippe plutôt que Joyce et Proust, avec qui il était pourtant constitutif, aux yeux de la postérité, les piliers de ce siècle. S'il est encore que Borges, en 1930, n'avait pas lu les frères Karamazov ? Que Tolstoï, il s'en souvient à Goré, espérait bien ne jamais mourir ? Ce pittoresque na doit pas faire croire à un livre frivole. Puisse de l'esprit de lecture, il aide à rendre silencieuses des considérations techniques dont on a tort de croire qu'elles ennuient le grand public. Ce dernier est tout à fait apte à s'intéresser, sous la conduite de Marthe Robert, aux signaux insistants des personnages chez Dickens et Mann, à la disparition du « nous » dans la narration de Madame Bovary, à la métaphore, de Proust à la « Sœur noire », aux majuscules à Marthe, aux pseudonymes, aux mots d'artifice, aux débuts de roman mal soignés, ou au recul des dialogues (lesquels régressent même, on s'en souvient, qu'ils ne perdent pas à peu leur nouveauté d'origine).

Le « comment c'est fait » des livres ne satisfait pas seulement le curieux esthétique. Si on y élève voir davantage, on sent mieux pourquoi certains géants de l'écriture ont versé plus que d'autres dans l'infamie, quand les temps de guerre y exposaient. La thèse de l'accident n'est pas acceptable, ni le génie une excuse. Les positions morales à ce sujet restent vides par leur subjectivité. Elles celles de Sartre, qui impute à Flaubert une responsabilité tout à fait égoïste, en quelque sorte à la tête du client.

On voit que Marthe Robert, sous couvert de coup-à-l'âne, porte très haut ses réflexions de grande lecture. Mieux, elle refuse de conclure, au nom de cette vertu en voie de disparition : la cohérence intellectuelle.

(Lire la suite page 21.)



Dessin de Brédine GLEVE.

L'image de toute création

Le romancier Camille Bourquel, qui raconte l'histoire d'un champion d'échecs dans « Tempo » (Julliard), évoque l'attrait des écrivains pour ce jeu.

Dans toutes les définitions du jeu, le plus pertinent, me semble-t-il, est celle que donne Arrabal dans une de ses créations : « L'échec est une victoire sur soi-même ». L'art de la joute et du renoncement à la violence, écrit-il, est essentiellement dans le jeu d'échecs, un art qui, par excellence, l'artiste rejette son instinct de mort et en même temps qu'il crée une majeure détermination. Le joueur d'échecs, tout comme l'arabesque, ne demeure pas passif et ne délire pas la moindre parole de son individualité accordée. Il n'a pas l'air d'être occupé la dépendance.

Ainsi la pratique des échecs — cet artifice, à-t-on dit — finit-elle dans cette solitude hautement revendiquée qui est à la fois celle du grand créateur, du voyant, de l'inventeur génial et de l'extra-lucide. Elle ne peut s'accomplir que par un usage absolu de la liberté. Exigence qui, comme à l'art, le jeu d'échecs, le champion d'échecs un être à part. Mesurant les limites temporelles de cette activité martiale, Arrabal complète sa définition en constatant : « Les échecs sont peut-être constituer une utopie, qui n'autorise qu'un seul privilège : l'enthousiasme spirituel ».

A ce double titre — liberté du l'art, concentration intellectuelle suractive mettant en jeu tous les mécanismes du calcul et de la prévision... Les échecs ont toujours fasciné et retenu nombre de personnalités auxquelles leur génie propre, un destin exceptionnel, auraient permis

d'échapper différemment leur libido. Les grands écrivains, les compositeurs, les artistes, les chercheurs, les savants, les hommes de théâtre, les écrivains. La liste est longue, de Cervantès et de Tolstoï à Musset, Poe, Hugo et Tolstoï. Et, plus près de nous, jusqu'à Arthur Miller, Dostoïevski, Nabokov, et encore sur la ligne des avant, Arrabal lui-même. N'est-ce pas à lui que Beckett, autre pourvoyeur de lois, a confirmé qu'il avait pensé aux échecs en donnant à l'une de ses pièces ce titre de « Fin de partie » ? A la place de Beckett, d'autres auraient écrit un traité analytique sur cette phase décisive de la stratégie échiquéenne.

CAMILLE BOURQUEL (Lire la suite page 22.)

La pathologie des champions

« L'ny a pas de grand esprit sans un coin de folie », dit-on. C'est déjà Sénèque. Cette affirmation se vérifie dans la domoie des échecs : la pathologie mentale des grands joueurs a toujours fasciné les spécialistes, aussi bien que le grand public.

Ainsi, Paul Morphy (1837-1874), l'un des plus fameux champions américains, craignait d'être empoisonné et refusait tout repas par sa mère ou sa sœur cadette. A l'instar de Schopenhauer, il avait la phobie des barrières : il les soupçonnait d'être souillées par ses ennemis et décidait à lui trancher la gorge. Wilhelm Steinitz (1859-1900), présent, lui aussi, divers épisodes dérangeants : il prétendait être capable de déplacer des pièces sur l'échiquier sans les toucher ; il affirmait une communication électrique avec

Dieu et jouer avec lui, en lui donnant l'avantage d'un pion. Quant à Akiba Rubinstein (1882-1961), il se croyait continuellement suivi, allant même jusqu'à sauter par la fenêtre quand un inconnu pénétrait dans la pièce où il se trouvait.

On n'en finit pas de révéler les blâmes, les larmes et les épisodes psychotiques des grands maîtres. Le plus célèbre, et cet égard est bien sûr Bobby Fischer, qui entreprit un traitement psychiatrique des échecs, était également l'un des meilleurs joueurs américains.

S'attachant sur la pathologie des échecs, Jacques Destré et Norbert Engel notent qu'il y a de quatre ans avec un jeu de paranoïa. Parmi les symptômes les plus fréquents, on rencontre : 1) Une absence d'inspiration, le monde des échecs étant le seul reconnu

par le sujet ; 2) Des troubles de la sexualité allant dans le sens d'une abstinence presque totale et d'une misogynie affirmée ; 3) Des idées négalomane et des sentiments de persécution ; 4) Une importance exagérée accordée à tout ce qui touche la vision ; 5) L'absence, non pour les vêtements, phobie du regard ou des caméras.

« En analysant la vie intellectuelle, relationnelle et affective du joueur, écrit Destré et N. Engel, les échecs viennent servir de mécanisme défensif... » De ce fait, on est également en droit d'estimer que les échecs peuvent avoir une influence bénéfique et constituer une prophylaxie de la folie. Il n'est pas de meilleur remède, affirmait Burton dans son traité sur la mélancolie, pour changer l'esprit des malades et changer le cours de leur méditation. R. J.

Jean Effel

La vie amoureuse d'Adam et Eve

JULLIARD

ROLAND JACCARD.

« JEU D'ÉCHÈQUES ET SCIENCES HUMAINES », de Jacques Destré et Norbert Engel, Payot, 206 pages, 90 F.

HACHETTE

هكذا عن الأصل

[illegible]

es de la foi

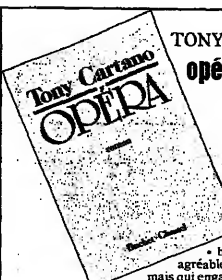
MICHEL CAZENAVE
le retour du templier



Dans les Pyrénées aréologiques, à la fin du XII^e siècle, un templier retour de la troisième croisade regagne son pays d'origine. Il revient pour assouvir une vengeance envers un frère qui l'a spolié dans son enfance. Mais tout a changé dans ces régions devenues patrie d'élection de la religion cathare. Une grande partie de sa famille est convertie à l'hérésie... Un livre fort où dominent les haines, les passions, l'orgueil et l'amour de la terre et des hommes.

albin michel

TONY CARTANO
opéra



Opéra de Tony Cartano est un livre nécessaire : un roman où il prend tous les risques ; un texte qui ne cherche pas à être beau ou bon, agréable ou émouvant, mais qui engage une lutte de vie ou de mort, morales au moins.

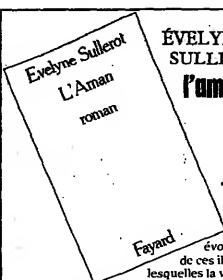
Pierre Lepape / *Télérama*

Ambitieux, Opéra est un roman réussi. Et Tony Cartano l'un des très rares romanciers français vraiment doués d'aujourd'hui.

J.-J. Brochier / *Le Magazine Littéraire*

buchet/chastel

ÉVELYNE SULLEROT
L'Aman roman



L'Aman est un très beau roman, sensible, juste, vrai. Les illusions qu'il évoque, ce sont de ces illusions sans lesquelles la vie n'est pas viable : l'histoire qu'il rappelle, c'est celle dont les Français ont lieu d'être fiers autant que les Algériens. Un de ces livres, si rares, qui redonnent confiance en la nature humaine.

Pierre Enckell / *Les Nouvelles Littéraires*

fayard

ROBERT SAINZ
un roi d'Allemagne dans la nuit d'occident



Écrit dans un style parfaitement maîtrisé qui donne toute sa force au lyrisme tragique et à la richesse de ses significations, *un roi d'Allemagne* est un roman dans lequel on pénètre et se plonge comme s'il s'agissait d'une lie : même sensation d'un monde à part et pourtant proche de nous, même charme, au sens fort, d'une vision close sur elle-même où les personnages possèdent une présence vivante et toujours significative.

flammarion

USLF
UNION SYNDICALE DES LIBRAIRES DE FRANCE

RENTÉE ROMANESQUE


Cette page a valeur de symbole. Elle est la première marque d'une volonté commune à beaucoup de libraires et à de nombreux éditeurs : attirer l'attention du public sur des ouvrages de qualité, qu'il s'agisse de nouveautés ou de livres de fonds.

Dans cet esprit, les libraires de l'USLF vous proposent une sélection de dix romans choisis parmi les nouveautés de cette rentrée. C'est un premier pas dans la voie d'une collaboration que nous souhaitons de plus en plus étroite entre auteurs, éditeurs et libraires, pour le plus grand bénéfice des principaux intéressés à l'avenir du Livre : LES LECTEURS.

Satisfaits à l'instar de leurs collègues européens, de l'instauration en France du prix unique, les libraires de l'USLF entendent concourir de toute leur volonté au renouveau de cet exceptionnel et irremplaçable outil culturel qu'est le Livre.

LE PRÉSIDENT
JEAN-CLAUDE MUCET

FRANÇOIS NOURISSIER
L'Empire des nuages



J'ai été tout à fait émerveillé par le roman de François Nourissier. J'y ai trouvé un souffle, un merveilleux, une musique comme dans les livres du XIX^e siècle, ainsi qu'une chose, qu'on ne voit plus guère à présent : la hardiesse.

Jean Dubourd / *l'Académie Française*
France-Sole Magazine

A un moment où la surabondance de romanciers amateurs tend à discréditer les plaisirs de la fiction, *L'Empire des nuages* rétablit celle-ci dans tous ses prestiges.

Bertrand Poirot-Delpech / *Le Monde*

grasset

SERGE LENTZ
les années sandwiches



Une merveille, un régal. Ça, un premier roman ? Chapeau !... Cette histoire pathétique de deux gosses où la vie a déjà fait le clivage, l'histoire d'une belle tentative d'amitié impossible... Tant faire rire pour dire une chose aussi grave, où il fallait ou être un vieux routier de l'écriture ou un fou qui se jette à l'eau et qui dit tout. Il semble que ce soit ce qu'a fait Monsieur Lentz. Bravo !


Françoise Xénakis / *Le Matin*

Serge Lentz a d'étonnants bonheurs d'écriture. Voici une réussite totale...

Gilles Lambert / *Le Figaro*

laffont

FRANÇOIS-OLIVIER ROUSSEAU
L'enfant d'Édouard



C'est en fait, d'un saisissant décalage à la verticale que témoigne le second roman de François-Olivier Rousseau. Et aucun auteur de sa courbe - que dire de certains aînés ? - n'a encore atteint l'altitude où il vient désormais de se placer.

Angelo Rinaldi / *L'Express*

On a envie de crier : encore, encore. Bref, la vérité de François-Olivier Rousseau, ce sont les vingt-six lettres de l'alphabet : il en joue en virtuose.

J.-F. Josselin / *Le Nouvel Observateur*

mercure de france

TAHAR BEN JELLOUN
la prière de l'absent



Les livres inspirés sont rares et précieux, parce que ce qu'ils disent n'appartient pas à l'artifice du langage qui feint d'être vrai. Le livre de Tahar Ben Jelloun est de ceux-là.

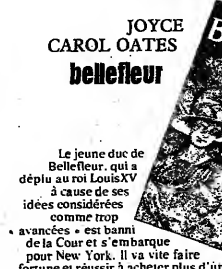
J. M. G. Le Clezio / *Le Monde*

Voici encore un roman fort, brûlant, palpitant de vie au plus haut point et qui nous vient du tiers monde... Ben Jelloun n'a pas dû chercher son miel. Il lui est servi tous les jours et souvent dans une coupe amère.

Conrad Detrez / *Le Magazine Littéraire*

le seuil

JOYCE CAROL OATES
Bellefleur



Le jeune duc de Bellefleur, qui a déplié au roi Louis XV à cause de ses idées considérées comme trop avancées, est banni de la Cour et s'embarque pour New York. Il va vite faire fortune et réussir à acheter plus d'un million d'hectares au nord des États-Unis... Cette jeune romancière, parfois peut-être un peu difficile, a enfin trouvé un très vaste public avec *Bellefleur*, qui consilie son livre le plus mûr et le plus achevé.

stock

SANDRINE FORGE
Lily



Devant cette lucidité cynique et écorchée, cette langue à la fois délirante et maîtrisée, on pense à Miller, Bukowski, Kérouac. Plus qu'un érotique, ce livre est une réflexion brillante et courageuse sur l'emprisonnement intérieur, ces fils ténus, incassables, meurtriers qui rattachent indolument à l'enfance, amputent des vies qu'on croirait adultes.

Catherine Rihoit / *F Magazine*

la table ronde

USLF

histoire littéraire

Une remarquable édition critique de *Voyage au bout de la nuit* et de *Mort à crédit*, le lin d'une biographie du ventrisme, un essai qui d'empêche avec la question majeure que pose Céline : comment écrire si bien et penser si mal. Illustrant parfaitement la situation hors mesure de cet écrivain d'aujourd'hui.

Leur concubinage le dévotion de leurs points de vue, prouvent d'abord l'intérêt qu'il lui porte. Les études, les documents sur l'œuvre et sur l'homme ne cessent de se multiplier : deux Cahiers de l'Herne, la création des Cahiers Céline chez Gallimard, qui comptent déjà six volumes, les témoignages d'amis, enfin cette présence insistante dans la Bibliothèque de la Pléiade où, l'édition de deux premiers romans parus en 1952 étant épuisée, on ne se contente pas de le réimprimer, on le réédite entièrement avec un appareil critique d'une richesse exemplaire. Céline est vraiment traité comme un maître du vingtième siècle, à l'égale de Proust.

Or c'est un maître que son antédileuvisme, sa conduite sous l'Occupation, sa fuite en Allemagne après le débarquement, sa condamnation d'après la loi de 1950 chargée d'empêcher l'embarquement de la, qui met l'œuvre dans une condition singulière, puisque, malgré l'importance qu'on lui confère, on l'empêche de paraître dans la Bibliothèque de la Pléiade (1957), l'école des cadres (1959), les Beaux Drape (1961), tous réédités en 1963, sont acclamés inaccessibles.

Il se trouve, en outre, que l'importante biographie entreprise par François Ghibaoui dans le premier volume, paru en 1977, était de la naissance à la publication de *Voyage au bout de la nuit* (1894-1932), sans aller jusqu'à ces années troubles et de nos jours aujourd'hui que le récit de l'expatriation, 1944-1951. Dans la vie comme dans l'œuvre, le même tour se croise. Or c'est sur ce bout que, de plus en plus, on s'interroge.

Un écrivain de haut risque

La comparaison des deux éditions de *Voyage au bout de la nuit* et de *Mort à crédit* est révélatrice de l'évolution des écrits face à Céline. En 1952, une préface d'Henri Mondor qui glisse sur ce qui est pudiquement appelé ses « erreurs ». En 1981, une préface d'Henri Godard dont les premiers mots sont scandaleux et dérangeants. Le problème ne sera donc pas acquis même si le commentateur, en s'attachant au langage, aux procédés de narration, à la transposition du réel par l'imaginaire, au propre de la vision celineenne, se contente prioritairement des ressources d'un art.

Henri Godard avait déjà présenté dans la Pléiade en 1976 la trilogie allemande : *Un chapeau fêlé*, *Wort*, *Rigodon*. Ses notions — un mot bien modeste pour désigner ce qu'il ne peut apporter sur chacun de ces romans — prêtent attention à leur genèse, aux éléments biographiques qui entrent dans leur jeu, reproduisent ce que Céline lui-même avait dit d'eux, retravaillant l'accueil critique, les commentaires qu'ils ont reçus. Il renvoie à l'exploit autour des débuts romanesques, à la tentative d'être, pour le moment, *Un chapeau fêlé*, *Wort*, *Rigodon*, *Band II* et *Péris* pour une autre fois. Mais se conclut, à mesure que progresse l'édition critique, une passionnante histoire, intérieure et extérieure, de la création celineenne toute mêlée à la vie de l'auteur et aux convulsions du temps.

Une traduction italienne de « Bagatelles » pour un massacre

Au moment où se pose en France la question de Céline l'étranger, en Italie, aux éditions Guanda, une traduction de *Bagatelles pour un massacre*, à laquelle le dernier chapitre de la trilogie allemande, *Wort*, a été ajouté. Cette publication a eu lieu l'été de l'été de la fête de la langue italienne.

Comment peut-elle apparaître si forte et donner tant de plaisir à ceux de ses lecteurs, la majorité, si l'on s'en tient aux plus opposés aux idées et aux passions de Céline ?

Tout en dénotant ce que la modernité doit à la création celineenne, il semble l'auteur équilibre à que l'écrivain a su maintenir entre « les prestiges traditionnels du roman : figures, circonstances, péripéties, et le pur plaisir des mots ». D'où l'attention qu'il porte à la richesse de l'expérience vécue par Céline et à la peinture qu'il a faite de son époque.

L'erreur de vouloir guérir

Ce rôle de « chroniqueur » qu'Henri Godard voit grandir des premiers romans aux derniers, Philippe Muray le refuse. Son essai fait basculer Céline du côté de la mystique, de la royauté, de la prophétie biblique (sécurité à remporter, mais le combat livré contre à l'écrivain une dimension beaucoup plus grande, à la mesure, en tout cas, du scandale qu'il provoque).

C'est, sur le scandale même du scandale celineen que comme Philippe Muray en propose une curieuse solution de l'équilibre. Celle-ci reflète les théories de Teilhard de Chardin, qui n'y aurait de littérature au vingtième siècle que dans ce qui est l'horreur inhérente à l'ère, la guerre comme principe, fondement, origine de la création.

Avec de telles prémisses, Céline, dont les romans éprouvent les deux conflits mondiaux de notre temps, pour qui même la paix n'est qu'une forme transitoire de la guerre, qui ne peut que ce qui lui répugne ou lui fait peur, devient l'écrivain majeur du vingtième siècle et de ses maîtres. Romancier mais plus encore poète, il s'est installé dans la négativité absolue. Et puis, pour son malheur, il a tenté d'en sortir en se fabriquant le canaille que l'on sait.

Ingénierement, Philippe Muray démontre que les pamphlets antisémites, écrits très vite, alors que les romans ont demandé une lente maturation, contiennent tout le positif de la pensée celineenne. C'est en cherchant des remèdes au mal inépuisable que ce héros de l'horreur aurait commis ses crimes.

Les années de l'expatriation

Après ce livre flamboyant, la biographie de François Ghibaoui nous fait retomber au niveau de la réalité qui d'ailleurs reste sombre. De moins ne nous apporte-t-elle que des choses sûres sur cet homme qui, faisant de sa vie la matière de son œuvre, mais la transposant, l'effet de ses hargnes, de ses méfiances et de son imagination, s'est entouré de légendes.

Pourquoi le tome III de cette petite recherche est-il publié avant le second ? François Ghibaoui qui est l'avocat et l'ami de Lucette Dauterive, la femme de Céline, s'est tout simplement senti mieux armé pour raconter maintenant les dix-sept dernières années de cette vie, où la compagnie de cet écrivain ne l'a pas quitté, que la période précédente dont il nous promet le récit pour 1983. Il n'y a ni malice ni prudence dans la publication d'un peu surprenant.

Après ce livre flamboyant, la biographie de François Ghibaoui nous fait retomber au niveau de la réalité qui d'ailleurs reste sombre. De moins ne nous apporte-t-elle que des choses sûres sur cet homme qui, faisant de sa vie la matière de son œuvre, mais la transposant, l'effet de ses hargnes, de ses méfiances et de son imagination, s'est entouré de légendes.

Pourquoi le tome III de cette petite recherche est-il publié avant le second ? François Ghibaoui qui est l'avocat et l'ami de Lucette Dauterive, la femme de Céline, s'est tout simplement senti mieux armé pour raconter maintenant les dix-sept dernières années de cette vie, où la compagnie de cet écrivain ne l'a pas quitté, que la période précédente dont il nous promet le récit pour 1983. Il n'y a ni malice ni prudence dans la publication d'un peu surprenant.

Ce troisième tome suit Céline du débarquement à la fin de juin 1944, à sa mort. Ces années où il se fera l'étranger pour une autre fois. D'un chapitre *Wort*, *Rigodon*, ce qui justifie Philippe Muray de parler d'une trilogie sur la seconde guerre mondiale, et non de la trilogie bathémique, ont été celles de l'expatriation.

Que sait-on encore de ce départ pour Baden-Baden, rendu possible par les relations allemandes, le 17 juin, de Céline, de Lucette, du chat Robert et du manuscrit de *Guignolo Band II* ? De l'accueil d'abord l'œuvre qui leur est réservé ? Puis de la dégradation de leurs conditions de vie, Céline ne pouvant qu'aggraver le Danmark où il avait entrepris de l'œuvre, cherchant à se rapprocher de la femme, ébrouant avec les siens dans le pénitencier de Krenzingen, le 27 novembre 1944, d'après un document et finalement se repliant sur Sigmaringen où il devient médecin de la colonie française ? Il y passera six mois à peine que ressusciteront longtemps après *Dieu chassera l'ouïs*.

Le 22 mars 1945 commence l'équipée qui le conduira, au Danemark et qu'il narrera dans *Rigodon* comme une errance de trois semaines à travers l'Allemagne bombardée. En fait, Céline, Lucette, Robert et le manuscrit de *Guignolo Band II* ont mis que quatre jours à atteindre la frontière danoise qu'ils ont facilement franchie, accompagnés jusqu'à Flensbourg que M. Ghibaoui a pu retrouver. C'est une des principales légendes, enterrée mais par Henri



(Dessin de D. LEVINE.)

Parallèle des pittoresques souvenirs des années 1916-1940 que Carlo Rini évoque dans « Je m'en souviens d'ailleurs » (Denoël 1981, 336 pages), nous avons extrait ce portrait de Céline.

« Un ses écrivains, passés, échoués de principe sous un front labouré de rides précoces (il a treize-trente ans), aux orbites profondes où luit un regard obscur, tout à leur retour ou résigné, qui se pose sur vous sans vous voir. Des cheveux longs, épais, tirant sur le châtain, qu'il retient avec ses doigts écartés. Une robe rouillée, un déshabillé dévot, précipité, comme s'il craignait de ne pas arriver vivant au bout de ses phrases. Un grand air sanguin, volé, qui empourpre ses yeux bruyants d'espérance. Par éclairs, ses traits se crispent, se durcissent, un tracassé follement. Une certaine exaltation sur ce visage à première vue fermé, rebelle, et qui se déchaîne d'une agilité attentive, d'une espèce de frénésie joyeuse. Barbaux, le héros fulminant, cynique, candide et joré du « Voyage ».

Rééditer les pamphlets ?

HENRI GODARD, l'éditeur de l'actualité des romans de Céline dans la Pléiade, soumet une réédition des pamphlets. Il nous donne lui-même ses raisons.

« Quand l'on commente à l'occasion de Céline, l'actualité, comme tout le monde, qu'il va mieux laisser dans l'ombre de la parodie de l'œuvre, le critique encore le mal qu'elle pouvait faire. Maintenant, vu la notoriété qu'a acquise le roman, le critique ne peut plus ignorer les pamphlets. Il faut qu'il puisse les lire et leur faire deux bouts de la chaîne.

« Qu'est-ce qui s'oppose à leur réédition ?

« C'est Mme Céline qui interdirait formellement de les rééditer. Plus tard, quand il n'y aura plus d'antisémitisme », dit-elle pour expliquer ses scrupules. Elle son d'ailleurs le volontaire

de Céline qui les avait exclus de la réimpression de ses œuvres chez Gallimard, en 1952. Il ne voudrait plus entendre parler de ce qui lui avait fait tant de mal.

« Un remède ?

« Plutôt une précaution.

« Pourquoi ? Pour lui ? Pour sur ? Il est certain que la réédition des pamphlets ne peut que nuire à sa gloire. Mais leur occultation le sert trop.

« C'est pourquoi la Pléiade aujourd'hui cette réédition pour nécessaire. Mais dans certaines conditions : ne pas les rééditer sur le même plan que les autres œuvres mais d'abord comme des documents. Avec un commentaire qui éclaircirait les sources où Céline a puisé ses idées scandaleuses. Et ces sources sont nombreuses.

Propos recueillis par J. P.

JACQUELINE PIATIER.

* CÉLINE, romans, tome I : « Voyage au bout de la nuit », « Mort à crédit ». Éditions présentées, établies et annotées par Henri Godard, Gallimard. Bibliothèque de la Pléiade, 1382 pages. Éditions 520 F.

* CÉLINE, de Philippe Muray, Le Seuil, Collectif, « Qui Céline », 227 pages, Éditions 70 F.

* CÉLINE, romans tome III : « Cavalier de l'apocalypse », de Lucette Dauterive, M. Ghibaoui, Éditions 396 pages, Éditions 90 F.

JACQUES LÉONARD

LA MEDECINE ENTRE LES POUVOIRS ET LES SAVOIRS

Une histoire intellectuelle et politique de la médecine française au XIX^e siècle

AUBIER 13, QUAI DE CONFLUENT, 75001 PARIS

LORANT

Une authentique collection initiatrice est née

Avec des auteurs qui apportent une réponse et des idées à la quête de nos contemporains

Philippe Desportes	Le secret de l'Amour	32 F
Henri Godard	Le secret de la Pléiade	32 F
Pierre Schreier	Le secret de la Pléiade	27 F

L'ouvrage de Pierre SCHREIER, créateur de plusieurs stations d'été Tignes, démontre que les magazines de l'édition ne sont pas incompatibles avec celles de nos professionnels.

Éditions FRANT
46, Boulevard Haussmann - 75009 PARIS - Tél. 722.24.55

Colloques par FLEURY
31, rue de France 75002 PARIS CEDEX 05 - Tél. 1.64.83.84

GEORGES ELGOZY

l'esprit des mots

ou l'antidictionnaire

un livre pétillant d'humour

denoël

HENRI VINCENT

Mémoires d'un enfant du rail

Le LIVRE de POCHÉ

هكذا من الأصل

DE CÉLINE

LA PUBLICATION DE L'ŒUVRE

Les premiers livres de Céline ont été publiés chez Denoël. 1932, c'est le coup d'éclat du Voyage au bout de la nuit qui obtient le Prix Renaudot et le succès du Goncourt. Suit, l'Épître, une pièce de théâtre (1933), un second roman, Mort à crédit (1936). Le thème de la médecine, Vie et mort de Sammelweis (1938), la série des pamphlets : Mes Culps, son retour d'U.R.S.S. (1939), Bagatelles pour un massacre (1937), l'École des cadavres (1938), les Beaux Drape (1941) et Guignolo (1942), première partie d'un trilogisme roman (1944).

En 1942, Gallimard acquiert les droits sur toute l'œuvre célinienne. Sont rééditées cette année les livres précédents moins les pamphlets auxquels s'ajoutent : Cassin-Pipe, fragment d'un roman perdu (1959), un quatrième roman, Féerie pour une autre fois (1959) et Féerie pour une autre fois II, paru sous le titre de Normance (1954). Entretien avec le professeur Y (1959) ; enfin le trilogisme allemand : D'un château l'autre (1957), Nord (1959) et Rigodon à titre posthume (1969). Entre les volumes de la trilogie d'entretiens Balade sans musique, sans rien (1959) et à titre posthume également Guignolo's

Band II sous le titre le Pont de Londres (1964).

● Dene le Pétrole. — La décision de mettre l'œuvre de Céline dans le Pétrole fut prise de son vivant, mais il mourut avant le sort du tome I en 1982. Préface par Henri Mondor, préparé par J. Ducouneau, annoncé par Marc Hatz, celui-ci contenant Voyage au bout de la nuit et Mort à crédit.

Ce tome I épuisé fait l'objet d'une réédition qui sort aujourd'hui, avec un commentaire entièrement neuf, dû à Henri Godard.

On prévoit un tome II qui rassemblera les deux Fierres et les deux Guignolo's Band.

● Tous les romans de Céline ont été repris en format de poche dans la collection Folio.

● Les pamphlets n'ont jamais été réédités.

Les Cahiers Céline (Gallimard), deux Cahiers de l'Homme réunis en un seul, en 1972, ont publié articles, correspondances, interviews.

NADINE VASSEUR.

En contrebande

Quand Paraz accueillait Céline dans ses livres.

La libération, Albert Paraz inventa, pour sauver la mise à son ami Céline, interdit, un genre littéraire : la contrebande. Après le Gilet des sautes (1), publié en 1943, il réédita, sous le titre de Valseuses que l'on réédite. La ruse, dans les deux livres, des sortes de journaux intimes, était aussi simple que magique : Paraz truffait sa prose de lettres de Céline qui, ajoutées à celles des Cahiers Céline, n° 6 (12), prouvent que, d'un maudit l'autre, chacun avait tout à fait écrit.

À part ce, le style de Paraz que Gérard Guégan compare à ceux de Renard et de Léautaud, a des vertus bien françaises. Il est sec, primesautier, toujours vichard. On se régalait à le voir assécher tout ce qui, à l'époque, tenait le haut du pays, Sartre, France Roche, les ministres socialistes, la radio, etc. Le Souffle terrible de Céline, à côté du mensural esprit de Paraz, de ses parodies, ses provocations, son art du rebrousse-poil, c'est l'autre versant d'une crise, d'une maladie qui mine la France

depuis 1934. L'un joue au prophète, l'autre est l'obéissant joueur de flûte. Alors Paraz ? On lui a fait payer cher sa dévotion pour Céline. De son vivant, en le poussant vers de hautes bourses. Après sa mort, en l'obligeant dans un coin. Mais il suffit de lire Gilet des sautes (1), son chef-d'œuvre, pour voir que, dès le Front populaire, il jouait le mauvais chérub, allant son chemin tout seul, libre et fier.

Valseuses, puisque le « cas » Céline revient encore un coup sur le tapis, choquons ceux qui pensent que la politique commande à tout, y compris et surtout à la littérature. Ils disent que Paraz est un avocat, malade, un homme avoué par la haine, un raie qui s'accroche à une cause spéculative pour se faire mousser. Les autres, c'est un service que Céline rend en retour à son « Cher Vieux », au bout peut-être curie de découvrir un écrivain mis au rancart. Beau retournement du destin !

RAPHAEL SORIN.

(1) Réédité chez André Balland.

(2) Balland.

(3) VALSEUSES, d'Albert Paraz, présenté par Gérard Guégan, éd. Stock, 300 pages, 1980, 65 F.

DES LECTEURS QUI DONNENT ENVIE DE LIRE

(Suite de la page 15.)

La balade à travers siècles et cultures dépasse les joies du tourisme. Elle peut mener à la découverte de consciences épiques. Témoignons celles que Jean Rousset a pointées dans les rencontres amoureuses, de Théogène et Charicléa aux Fragments de Berthe. Sous un titre emprunté à l'éducation sentimentale. Leurs yeux se rencontrent, — est un roman passe en revue toutes les scènes célèbres de « première vue ». Les similitudes observées en font une sorte d'anthologie hors du temps et probablement universel, encore d'ailleurs, avec le même scrupule que Marthe Robert, laisse la question ouverte, faite de comparaisons suffisantes avec les civilisations non européennes.

ES suites données au miracle initial valent davantage. Certains héros, comme ceux de Dante, Claudel ou Thomas Mann, ne consomment jamais la félicité préfigurée par le premier instant. Chez d'autres auteurs, les relations seront trompeuses (Proust), masquées (Marivaux) ou entravées (Mme de La Fayette).

Stendhal, c'est connu, en tient pour le lentier. « D'abord elle ne lui plus point », est-il dit de Mathilde de la Mole aux yeux de Julien : « L'amour ne naît pas aussi soudainement qu'on croit », est-il affirmé dans De l'amour. L'ardent d'Aragon, lui aussi, commença par trouver Bérénice « franchement laide ». Balzac, en revanche, on le sait rapide. « Le coup de foudre fond sur vous comme la grêle sur saint Paul », il en dans Un prince de Bohême. Dans le Lys dans la vallée, l'appétit des amants est tel qu'ils d'embrassant avant même que leurs regards ne se soient croisés, et il se seraient « métamorphosés » dans le seconde.

ENCORE une fois, il n'est pas nécessaire d'être professeur de lettres, ou auteur, pour savourer de tels rapprochements, même très référencés. La curiosité vraie, plus utile que le « bogage », doit suffire, avec Marthe Robert et Jean Rousset comme avec Giono ou Bernard Frank, pour ne citer que des cas récents de critiques sachant apprendre à lire et à donner envie.

Après tout, il y a un bon demi-siècle que les peintres et les musiciens, par leurs œuvres, mettent le public dans le secret de leur création. Il serait temps qu'à leur tour, au lieu d'en rester au simulateur réaliste, les écrivains traitent les lecteurs en adultes, en égaux.

BERTRAND POIRAT-DELPECH.

* LA VERITE LITTÉRAIRE, de Marthe Robert, Grasset, 212 pages. Environ 65 F.

* LEURS YEUX SE RENCONTRENT, de Jean Rousset, José Corti éd., 212 pages. Environ 75 F.

PREMIERE HISTOIRE DU CINÉMA ALGÉRIEN

18 x 24/576 pages - 130 F

Aux éditions Dofel

« Excellent » (George L. George, Book Critic, New-York)

Diffusion : DIPLA

41, rue de la Chaux, 75005 Paris

Tél : 797-02-78

S.O.S. MANUSCRITS

chaque personne est un livre qui s'ignore. Des professionnels de l'écriture à votre service pour configurer, remanier ou rédiger le livre que vous portez en vous ou que vous détenez dans vos livres. S.O.S. MANUSCRITS 11, rue Boyer-Barret, 75005 Paris - Tél. 941-37-87

Claude de Driessen

un roman, un récit, un essai, une épigramme, une nouvelle ou un poème, un auteur de tous les genres : « RIEN A DEMI ! » Editions SOPREP

AUJOURD'HUI EN LIBRAIRIE

Références

Ludon Stez
CRITIQUE DE LA DÉMOCRATIE
Guy Bois
CRISE DU FÉDÉRALISME
Pierre Renouvin - René Remond (sous la direction de)
LEON BLUM, CHIEF DE GOUVERNEMENT (1896-1907)
Hélène Carrère d'Encausse
EXPOSÉ ET ÉVOLUTION DES MUSULMANS DE L'EMPIRE OTTOMAN
PREMIER DE MAURICE DOMINON

Presses de la Fondation nationale des sciences politiques

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, poésies, essais, théâtre. Les ouvrages retenus seront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Adresse manuscrits c/c V à la Presque Universelle 4 rue Charlevoix, 75004 Paris - Tél. 897.08.21. Conditions fixes par contrat. Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

"Pour lire les villes, visitez ce livre."



Dunod Architecture et Urbanisme: l'environnement mode d'emploi.

VIENT DE PARAÎTRE FRANCIS LEFEBVRE 5, rue Jacques-Blingem Paris 17^e

MÉMENTO PRATIQUE SOCIAL 1981

Prix en notre librairie : 148 F - Franco 160 F

DANS SON NUMÉRO D'OCTOBRE

Le Monde DE L'ÉDUCATION

ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS: LA CRISE

Classiques
Linguistique
Orthographe
Grammaire
Composition
Littérature

Les stages d'informatique
Les devoirs à la maison
Les jeunes et la moto

DES RÉPONSES AUX QUESTIONS QUE VOUS VOUS POSEZ

Le Monde DE L'ÉDUCATION La publication de référence

VOUS PROPOSE DE VOUS ABONNER VOUS NE PAIEREZ QUE 90 F, 1 AN FRANCE POUR ONZE NUMÉROS AU LIEU DE 99 F

Le Monde DE L'ÉDUCATION BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI je m'abonne au Monde de l'Éducation et vous joins la somme de 90 F (étranger 129 F).

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

Envoyez votre règlement à : LE MONDE, Promotion Abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex.

Barret Gurgand

ILS VOYAGEAIENT LA FRANCE
LIVRE POCHÉ

BIBLIOTHÈQUES & DISCOTHEQUES CHÈNE MASSIF

VENTE DIRECTE PAR LE FABRICANT
Bibliothèque modulaire en chêne massif, à monter vous-même, à des prix "direct d'usine". Très belle qualité, solidité traditionnelle, démontable et remontaible, extensible, 3 profondeurs, éléments discothèque, éléments vitrés, éléments avec porus.
Michel PANSARD
En direct de son usine d'Aiglepière Jura
DOCUMENTATION GRATUITE MEUBLES MICHEL PANSARD
B.P. 39110 SALINS-LES-BAINS - TEL. (04) 73.01.51
Nom
Adresse
Ville

Christine Arnothy

Toutes les chances plus une
LIVRE POCHÉ

DÉFENSE

PROMOTIONS ET NOMINATIONS MILITAIRES

Sur la proposition de M. Charles Héraut, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 14 octobre a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● **TERRA** — Sont promus : général de division, les généraux de brigade Gilbert Bello et Furry Roussel ; général de brigade, les colonels Bernard Chevillat, Jacques Codot, Daniel Valéry, Jacques Grevin de Sausseville et Jean-Jacques Weil (nommé commandant et directeur du génie de la IV^e région militaire).

Sont nommés : attaché des forces armées, chef de poste et attaché militaire auprès de l'ambassadeur de France à Bonn, le général de brigade Arthur Leleuvre de la Morinière ; adjoint au général commandant la 12^e division d'infanterie et la 29^e division militaire territoriale, le général de brigade Jean-Marie Morneau ; commandant l'artillerie du 3^e corps d'armée et des forces françaises en Allemagne fédérale, le général de brigade Yves Baccot.

● **AIR** — Sont promus : commandant en chef de division aérienne, le commandant général de brigade aérienne Jean-Louis Bajard, nommé directeur central du commissariat de l'air ; commandant en chef de brigade aérienne, le commandant colonel Guy Burdin, nommé directeur du commissariat de la 1^{re} région aérienne.

● **MARINE** — Sont promus : vice-amiral, les contre-amiraux Philippe Cresset et Jacques Bonnemaison ; commissaire général de première classe, le commissaire général de deuxième classe Serge Thunard ; commissaire général de deuxième classe, les commissaires en chef de première classe Francis Grin et Jacques Derois ; contre-amiral, les capitaines de vaisseau Yves Michel, François Clauhin, Jacques Bisson et Jean-Marie Lescq (nommé commandant l'escadre de l'Atlantique).

Sont nommés : adjoint au préfet maritime de Toulon, le contre-amiral Maurice Solier ; inspecteur des réserves et de la mobilisation, le contre-amiral André Molissat ; directeur central du commissariat de la marine, le commissaire général de première classe Guy Petit ; directeur du commissariat de la marine à Toulon, le commissaire général de deuxième classe Claude Langlais ; directeur du commissariat de la marine à Brest, le commissaire général de deuxième classe Robert Durand.

● **Armement** — Sont promus : ingénieur de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Henri Bouchet ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Jacques Boulet et Michel Beignot-Devilmon (nommé chargé de mission « rayonnement » à la direction des personnels et des affaires générales de l'armement).

● **Service de santé** — Sont promus : médecin général inspecteur (général), le médecin, le médecin général, médecin chef des services hors classe Max Chaplin ; médecin général (général de brigade), le médecin chef des services de classe normale Jean Quilichini.

Sont nommés : directeur du service de santé de la IV^e région aérienne, le médecin général, médecin chef des services de classe normale Guy Raynaud.

ENSEIGNES SOIERIES
65 Champs-Élysées
Le N°1 à Paris de L'EXTRA LONG de qualité

costumes
costumes
impermeables
pailles
blanches,
rouges
de chambre
pyjamas
pyjamas
et sous-
vêtements
jusqu'à 46.

CARNET

Naissances

— Bonjour ! Je m'appelle Sophie ACKER.
Je suis la fille du biologiste et Jean-Paul et la sœur de Mathilde. Tout ce petit monde semble particulièrement heureux de mon arrivée 88 boulevard Pasteur.

— M. Philippe FROMBERG, Chaud, né Jean, et Caroline sont heureux d'annoncer la naissance de Sophie.
la 5 octobre 1981, à Bois.
145 avenue du Général-Leclerc, 92015 Vincennes.

Mariages

— Marie-Alice BERARD et Patrick LECLERCQ
sont heureux de faire part de leur mariage qui a eu lieu dans l'intimité, le 15 octobre.
24 rue du Bois-de-Boulogne, 92015 Neuilly-sur-Seine.
68 boulevard Beaumarchais, 75013 Paris.

Décès

MARUS CASADESUS
Nous exprimons le décès de
M. MARUS CASADESUS,
commandeur
de la Légion d'honneur,
survenu à Paris à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.
Né en 1902 à Paris, Marus Casadesus, qui faisait partie de la célèbre famille de musiciens, a dirigé la Société des instruments anciens fondée par son père. Passionné de musique, il a permis notamment que le violon de la princesse Astolide, fille de Louis XV, devienne une pièce de patrimoine française et qu'il soit destiné à être vendu aux enchères.

STERN
GRAVEUR
depuis 1940

Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité

Le prestige
d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75001 PARIS
Tél. : 236.94.42 - 236.85.45

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Antonio BERNI,
artiste peintre,
survenu à Buenos-Aires, le 13 octobre 1981.
De la part de ses enfants et de ses petits-enfants.

— Mme Raymond Cognat, Claude, Florence et Benoît, ont le tristesse de faire part du décès de
Mlle Andrée COGNAT,
survenue à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

— Mme Yvonne Boudet, René, et Mme Claudine Claude, ont le tristesse de faire part du décès de
Mme Sany COURTELAIRE,
survenue le 10 octobre 1981, dans sa soixante-quinzième année.
Les obsèques auront lieu le 12 octobre 1981, à 14 h 30, au columbarium du Père-Lachaise.
Il ne sera pas de corps de faire-part. Le présent avis en tient lieu.

— La famille Lajoyat, Les cousins, oncles et amis, ont la douleur d'annoncer le décès de
Rose-Anne DAVID,
survenue le 3 octobre 1981, à Paris.
Les obsèques ont eu lieu au cimetière du Montparnasse à Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès du poète
Gabriel FERRO,
ancien membre
du
comité du Salon des indépendants,
survenu le 1 octobre 1981, dans sa soixante-troisième année.
De la part de la maison catholique des artistes (14, rue de Charles-VII, 94130 Nogent-sur-Marne).

— André et Georges Finkelstein, et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès de
Mme Simone FINKELSTEIN,
survenue le 11 octobre 1981, à la Varenne.

— M. le professeur
Georges VAJDA,
directeur
de la Revue des Etudes Juives,
survenu à Paris, le 7 octobre 1981.

PENDULES ET CARTELS
un choix unique à PARIS
150 modèles, des styles et le CREDIT MF

MP
ESPACES
PENDULES & CARTELS
88, rue de Rivoli

— Mlle Eve, Les équipes enseignantes de Seignemartin, ont le tristesse de faire part du décès de
M. l'abbé Paul HUE,
survenu à Rouen, le 4 octobre 1981.
La messe d'adieu aura lieu le samedi 7 octobre, 10 heures.
76950 Longueville-sur-Scie.

— M. André FAIN est soté dans la nuit du 13 au 14 octobre 1981.

M. et Mme Courtot et leurs enfants, ont le tristesse de faire part de leur décès.

Les obsèques religieuses aura lieu le vendredi 16 octobre 1981, à 14 h 30, en l'église de Bourbon-Lancy (Bourgogne), suivies de l'inhumation dans le cimetière de la famille.

M. et Mme Claude, ont la douleur de faire part du décès de
Mme Blanche-Jean TRAIQUANT,
née Jacqueline Antonin,
survenue le 10 octobre 1981, dans sa soixante-troisième année.
Les obsèques ont eu lieu le 12 octobre 1981, à 14 h 30, au cimetière de la Varenne.

— Le 14 octobre 1981 disparait
A. Bernard LINDENBERG,
de femme et ses enfants rappellent son souvenir.

— Une messe sera célébrée à la mémoire de
Mme Pierre COUZY,
née Jacqueline Bague de Saint-Appollinaire, le 24 octobre 1981, à 10 heures, en l'église Saint-Genès (Paris).

— La Société des Etudes Juives a la grande tristesse de faire part du décès de son président
M. le professeur
Georges VAJDA,
directeur
de la Revue des Etudes Juives,
survenu à Paris, le 7 octobre 1981.

Remerciements
— Virginie Bannet, Ses enfants et petits-enfants, nombreux témoins de sa vie, ont tenu à remercier tous ceux qui leur ont témoigné leur sympathie et leur soutien.
Mme Bannet, 88, rue de Rivoli.

— Mme Marcel Stevens, née Alice Balmes, Ses enfants et petits-enfants, ont le tristesse de faire part du décès de
M. l'abbé Paul HUE,
survenu à Rouen, le 4 octobre 1981.
La messe d'adieu aura lieu le samedi 7 octobre, 10 heures.
76950 Longueville-sur-Scie.

— M. André FAIN est soté dans la nuit du 13 au 14 octobre 1981.

M. et Mme Courtot et leurs enfants, ont le tristesse de faire part de leur décès.

Les obsèques religieuses aura lieu le vendredi 16 octobre 1981, à 14 h 30, en l'église de Bourbon-Lancy (Bourgogne), suivies de l'inhumation dans le cimetière de la famille.

M. et Mme Claude, ont la douleur de faire part du décès de
Mme Blanche-Jean TRAIQUANT,
née Jacqueline Antonin,
survenue le 10 octobre 1981, dans sa soixante-troisième année.
Les obsèques ont eu lieu le 12 octobre 1981, à 14 h 30, au cimetière de la Varenne.

— Le 14 octobre 1981 disparait
A. Bernard LINDENBERG,
de femme et ses enfants rappellent son souvenir.

— Une messe sera célébrée à la mémoire de
Mme Pierre COUZY,
née Jacqueline Bague de Saint-Appollinaire, le 24 octobre 1981, à 10 heures, en l'église Saint-Genès (Paris).

— La Société des Etudes Juives a la grande tristesse de faire part du décès de son président
M. le professeur
Georges VAJDA,
directeur
de la Revue des Etudes Juives,
survenu à Paris, le 7 octobre 1981.

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

CCF. LA BANQUE DES REUSSITES.

CYCLES FRANCE-LOIRE. EN 10 ANS, UN CHIFFRE D'AFFAIRES MULTIPLIÉ PAR 20.

Pres de Saint-Etienne, il existe un fabricant de cycles heureux : la Société France-Loire. En 10 ans, son chiffre d'affaires a été multiplié par 20 et son personnel a presque quadruplé. C'est une réussite. Des l'origine, et à l'époque où le renouveau du cycle en France était encore incertain, le CCF a fait confiance au flair des dirigeants de cette société et les a soutenus dans leurs investissements. Des milliers de PMI comme les Cycles France-Loire sont clientes du CCF.

Que vous soyez entrepreneur ou particulier, le CCF vous fait profiter de toutes ses compétences et de toutes les informations qu'il recueille du monde entier. Et il sait tout le prix qu'attachent ses clients aux réactions rapides. Pour vous aider à réussir, vous ne pouvez trouver de partenaires plus responsables que les hommes du CCF.

CCF Banque privée indépendante.

OFFRES

BANQUE

un fon

un attach

Directe

Bata

pour ses expansion

du PERSON

dans toutes se

POUR RI

EN CHEF DE VENT

pour une bonne expérience

Moyenne

Intéresse

Les candidatures

BATA

Directeur

REDACTEUR

هكذا من الأصل



« Nous, membres de l'Organisation des Nations unies, proclamons solennellement notre détermination commune de travailler d'urgence à l'établissement d'un nouvel ordre économique international fondé sur l'équité, l'égalité, la coopération, l'interdépendance, l'intérêt commun et la coopération entre tous les États, indépendamment de leur système économique et social, qui corrigera les inégalités et permettra d'obtenir le développement entre les pays développés et les pays en voie de développement. »

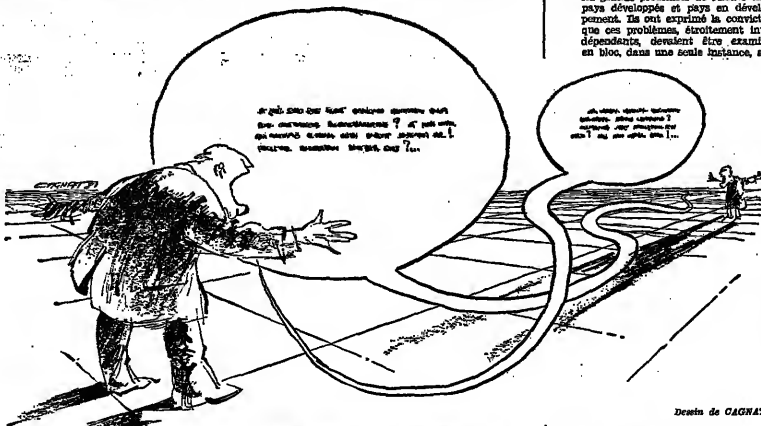
(Déclaration concernant l'établissement d'un nouvel ordre économique international adoptée par consensus le 1^{er} mai 1974 par la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies.)

Le dialogue Nord-Sud en question

Il y a sept ans déjà, sous les membres des Nations unies siégeant en Assemblée générale spéciale, adoptaient, le 1^{er} mai 1974, par consensus une déclaration dans laquelle ils proclamaient « solennellement » leur détermination commune de travailler d'urgence à l'établissement d'un nouvel ordre économique international (N.O.E.I.), fondé sur l'équité (voir en tête du supplément d'aujourd'hui).

D'urgence... Or nous sommes en fin d'année 1981 et toujours aussi loin de ce nouvel ordre. Plus encore, au début des efforts de la conférence de Paris sur la coopération économique internationale (1973-1976) et des négociations globales poursuivies à l'ONU sous la pression croissante du groupe

vele ouverture Nord-Sud. Les raisons ? « Magyar Nemzet », la polarisation exercée par les deux Super-Grands, « El Moudjahid », les manœuvres dilatoires des pays de l'Ouest, « Politika », la volonté de ces mêmes pays de sauvegarder l'autonomie des institutions spécialisées qu'ils contrôlent, aux dépens de l'Assemblée générale de l'ONU, etc. « La Soleil » et « Dawn » font cependant des suggestions. Le journal sénégalais reprend l'idée d'un impôt sur les budgets de défense pour alimenter l'aide au développement, et le journal de Karachi insiste sur la nécessité d'une stratégie Sud-Sud impliquant entre autres un pool technologique du tiers-monde



Dessin de GAGNAT.

des 77, le fossé s'est encore élargi entre nations riches et nations pauvres.

Le prochain sommet Nord-Sud de Cancun, réuni à l'initiative de l'Autriche et du Mexique, permettra-t-il enfin une authentique reprise du dialogue Nord-Sud, en donnant une rigoureuse impulsion aux négociations globales de l'ONU ? C'est la principale question que se posent, dans ce deuxième numéro du supplément mondial, la plupart des quatorze journaux de l'Est, de l'Ouest et du Sud, qui le réalisent en coopération avec les organisations du système de l'ONU.

La contribution de l'ONU à cet numéro rapporte les propos plutôt optimistes à cet égard du président de la précédente Assemblée, M. von Weizsäcker, qui a tout fait, mais en vain, pour faire progresser les négociations globales. Cet optimisme n'est guère partagé par les journaux participant au supplément, quels qu'ils soient. Pour sa part, l'« Asabi Shimbun » d'enquête de la tiède croissance des Japonais, révisée par les sondages, en faveur de l'aide au tiers-monde. Quant à M. Edgar Pisani, ancien membre de la commission Brandt et actuel commissaire des Communautés européennes pour le développement, il proclame, dans une interview au « Monde », que le nouvel ordre ne saurait se limiter au domaine économique — tout est en question, dit-il. Il affirme toutefois, comme M. von Weizsäcker, qu'il faut s'attaquer en priorité au problème agricole.

Les journaux de l'Est et ceux du Sud sont parmi les plus sceptiques quant aux chances d'une non-

et un large financement des investissements dans le tiers-monde par des crédits de l'OPEP.

Le « Journal do Brasil » explique que le Brésil se rallie dans la question du N.O.E.I. aux positions du groupe des 77, dont il n'entend pas être séparé, même si on le considère de plus en plus comme un État « adulte ». « Zycie Warszawy », enfin, note l'importance du dialogue Est-Ouest-Sud pour la Pologne, qui ne manque pas de cartes, mais dont l'accroissement des exportations, absolument vital pour elle, dépend beaucoup des pays capitalistes, de la suppression, notamment, de leurs barrières douanières et de l'amélioration du système monétaire et financier international.

Que les temps ne soient favorables ni à la compréhension ni à la générosité entre les peuples, voilà, en définitive, ce qui transparaît à la lecture des propos déshabillés publiés dans ce numéro 10. Une petite chance cependant est laissée à l'espoir et à la raison. Sans doute parce que, bon gré mal gré, les opinions publiques et les gouvernements des pays industrialisés commencent à prendre conscience de ce qui apparaît bientôt comme des évidences : à savoir que, aider le tiers-monde, c'est s'aider soi-même ; qu'il n'existe pas de solutions pures techniques aux problèmes économiques lancinants d'aujourd'hui. Il faut d'abord respecter les hommes et les motifs, en les associant à la recherche et à la réalisation des solutions qui doivent assurer d'urgence à tous la nourriture, le logement, la santé et l'instruction minimum, sans lesquels il est stupide de parler de liberté et de respect des droits de l'homme.

JEAN SCHWIBEL, coordonnateur.

TRIBUNE DES NATIONS UNIES

D'Ottawa à Cancun

1974 — année qui a suivi la première augmentation brutale du prix du pétrole. — Les négociations tendant à l'établissement d'un nouvel ordre économique international sortent au centre des activités de l'ONU. Déjà et irrités cependant par la lenteur des pourparlers entrepris alors par les gouvernements à ce sujet, les pays non alignés ont insisté, lors de la réunion organisée à La Havane en septembre 1978, pour que s'ouvre une nouvelle série de négociations, qui concerneraient tous les grands problèmes de l'homme entre pays développés et pays en développement. Ils ont exprimé la conviction que ces problèmes, étroitement interdépendants, devaient être examinés en bloc, dans une seule instance, afin

que les décisions soient également interdépendantes. En lisant ce numéro du supplément mondial, l'Assemblée générale de l'ONU.

C'est alors que l'Assemblée générale a adopté la résolution 34/133. Acceptée par tous les États membres de l'ONU, celle-ci prévoyait que les négociations devaient porter sur les grands problèmes qui se posent dans le domaine des matières premières, de l'énergie, du commerce et du développement ainsi qu'une justice monétaire et financière (c'était la première fois que « l'énergie » était mise à l'ordre du jour d'une action intergouvernementale de cette envergure). La résolution précisait aussi que les négociations devaient être orientées vers l'union et progresser de manière cohérente et intégrée.

La onzième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies (août-septembre 1980) a essayé de fixer la procédure à adopter pour ces négociations globales, à dire la durée pourrait dépasser un an. Mais ce fut l'échec. Il avait été proposé de procéder en trois étapes. Au cours de la première, les grands problèmes seraient définis et les objectifs ainsi que l'ordre du jour des négociations seraient arrêtés. Au cours de la deuxième étape, chaque thème serait l'objet de négociations au sein des institutions spécialisées appropriées des Nations unies — le thème du commerce reviendrait à la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, le thème du développement serait confié à la Banque mondiale, et ainsi de suite. Enfin, troisième étape, les décisions prises dans ces institutions seraient renvoyées à la conférence centrale et figureraient dans ce qu'on devait appeler un « accord global », que tous les États membres seraient alors dans l'obligation d'appliquer.

(Lire la suite page 32.)

« S'attaquer d'abord au problème agro-alimentaire » nous déclare M. Edgar Pisani

Longtemps ministre de l'Agriculture sous le régime du général de Gaulle, M. Edgar Pisani, qui est membre du parti socialiste français, est, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir en France, commissaire des Communautés européennes chargé de la coopération et du développement. Il fut la seule personnalité française à participer aux travaux de la commission Brandt, à l'origine de la rencontre du sommet Nord-Sud de Cancun. C'est à ce double titre qu'il a répondu aux questions du « Monde ».

Comment définiriez-vous l'expression de « nouvel ordre économique international » qui sert souvent de référence à ceux que le tiers-monde préoccupe ?

— Pour ne pas que de l'expression, sans nullement la récuser, j'aurais préféré une formule plus précise. Pour qu'il y ait un nouvel ordre, il faudrait qu'il y ait ordre avant. Or, du point de vue du tiers-monde, il n'y a pas ordre mais déséquilibre, domination, échanges inégaux et donc en définitive désordre. On ne peut pas prendre en compte cette critique.

De surcroît, ce qu'il s'agit de mettre en place est moins un ordre qu'un système, c'est-à-dire un ensemble dans les éléments sont en constante recherche d'adaptation réciproque ce qui est l'image même de la vie. J'ajouterais que le système ne saurait en aucun cas se limiter au domaine économique. Tout est en question : l'économie sans doute et le monde, mais aussi la culture, l'information, la santé, les pouvoirs.

Propos recueillis par GÉRARD VIRATELLE.

(Lire la suite page 32.)

TRIBUNE DE L'ONU

D'Ottawa à Cancun

(Suite de la page 31.)

Mais trois pays (Océanie, Océanie, République fédérale d'Allemagne et République-Unie d'Allemagne) n'ont pas voulu accepter cette proposition. Ce qui les inquiétait surtout était que la structure proposée ne présentaient pas une décision prise en sein d'une institution spécialisée (le Fonds mondial international, par exemple) pourrait être modifiée ou amendée avant de figurer dans l'accord global d'ensemble.

Aujourd'hui, la volonté de mener des négociations globales après des années en cause par la récession, l'inflation et le chômage dans les principaux pays développés, les organisations qui s'occupent de l'économie mondiale insistent de plus en plus sur la gravité de la situation et sur l'urgence qu'il

y a à trouver des solutions. C'est pourquoi vingt-deux nations participant au sommet Nord-Sud les 12 et 23 octobre à Cancun (Mexique), et s'efforceront de lever les obstacles qui bloquent l'ouverture de négociations globales au sein de l'ONU. En attendant, M. von Weizsäcker (R.F.A.), président de la précédente Assemblée générale, a déclaré qu'il n'y avait aucun espoir pour que ces négociations aboutissent, — presque le terme et note en comble étroit avec toutes les parties afin qu'elles soient prises à agir. Il a exprimé son point de vue sur la question lors d'une conférence de presse tenue au lendemain de la réunion au sommet organisée à Ottawa en juillet dernier entre les sept pays industrialisés dont l'attitude est décevante pour les négociations.

M. von Weizsäcker est optimiste

« Je rentre, a-t-il dit, du Mexique, où j'ai été reçu par le président Lopez Portillo, et où j'ai eu de longues conversations et des discussions avec le ministre des affaires étrangères et ses collaborateurs, essentiellement sur le thème des relations Nord-Sud et des négociations globales dans la perspective du sommet de Cancun. Le jour de mon départ a été publié le communiqué d'Ottawa, et je n'hésite pas à dire que je suis très satisfait des résultats de cette réunion à Ottawa. Dans ce communiqué, les sept chefs d'Etat déclarent : « Nous réaffirmons notre volonté d'exploiter les voies de consultation et de coopération entre les pays en développement, et ce fait à lui seul constitue, je pense, un événement très positif ».

Un accord est donc désormais en œuvre. 50 % de l'ordre du jour des négociations globales, grâce aux pourparlers qui ont eu lieu à ce sujet entre une trentaine de délégations à l'ONU depuis septembre 1980. Mais le désaccord sur les 50 % restants est capital puisqu'il s'agit des questions d'énergie et des problèmes monétaires et financiers. Sur ce point, M. von Weizsäcker a proposé une éventuelle restriction de l'ordre du jour.

« Problèmes posés, a-t-il déclaré, que la résolution 138 qui définit l'ordre du jour des négociations a été adoptée en 1979. Les choses ont changé depuis lors. A mon avis, le projet d'ordre du jour sur lequel nous travaillons depuis et longtemps doit être révisé. C'est la conclusion à laquelle je suis arrivé, et j'ai l'intention de faire une proposition dans ce sens. L'ordre du jour doit être restructuré pour que nous ne soyons pas liés par la séquence des questions telle qu'elle figure dans la résolution 138. C'était la suite : matières premières, énergie, commerce, développement, problèmes monétaires et financiers. Je crois que nous devons donc revoir tout cela en fonction de la détermination de certains des pays les moins développés. Je crois qu'il faut s'attaquer en priorité au problème alimentaire. Nous pourrions laisser les questions institutionnelles pour le moyen ou le long terme, sachant que la conférence globale doit déboucher sur un accord d'ensemble ».

« Permettez-moi de vous donner un exemple (de la façon dont les choses ont changé). A l'époque où cette résolution (qui soulignait une volonté de négociation) n'était qu'un projet, et en tout cas au cours de nos récentes consultations, sous le rubrique « énergie » la question de pétrole était très importante. Aujourd'hui, nous traversons une période de saturation du marché pétrolier. Cet état de choses peut faire changer l'attitude des

concomitants comme celle des producteurs, lorsqu'il s'agit d'arrêter les détails d'un projet d'ordre du jour sur la question de l'énergie. Certes, les choses peuvent changer à nouveau ; la saturation peut ne pas durer, et nous nous trouverons dans une autre situation où il nous faudra à nouveau reconsidérer ce dont nous étions convenus dans le passé. Ce que je veux dire, c'est que nous ne devons pas nous laisser enfermer par des documents qui ont été adoptés dans le passé, mais que nous devons aussi essayer de les mettre à jour ».

« Dans l'ordre du jour tel qu'il existe actuellement, a poursuivi M. von Weizsäcker, les problèmes alimentaires ne figurent qu'en milieu du projet, et non au tout début. Mon idée, et l'espoir que je serai suivi, est de convaincre les participants (aux négociations) de s'occuper de ce problème au tiers du premier point de l'ordre du jour, afin que des mesures urgentes puissent être prises dès le



Dessin de Tereza Nogue (La Solist, Dubai).

début des négociations globales et non à la fin. « Problèmes posés que toutes ces questions doivent être traitées d'un accord global, quel que soit le point de vue, n'est pas une question de principe. Il s'agit d'arrêter les mesures les plus urgentes, les autres, je crois qu'en étudiant le problème alimentaire en premier nous pourrions immédiatement appliquer la partie qui concerne l'alimentation. En fait, pendant que les négociations se déroulent sur les autres points de l'ordre du jour, le travail préparatoire pourra se faire dans le secteur alimentaire, et dès que le feu vert aura été donné, l'application pourra commencer ».

Interrogé sur la possibilité de l'engagement pris au sommet d'Ottawa, M. von Weizsäcker a répondu : « Je suis confiant. « Je sais, a-t-il répondu, par deux personnes qui participent à la conférence, que nous avons eu plusieurs heures pour qu'un accord soit conclu sur certains paragraphes concernant la relation avec le monde en développement. En particulier, il a fallu du temps pour arriver à un accord sur le texte qui traite des négociations globales. Compte tenu de la tournure de ce processus (de préparation du projet) qui devait être présenté aux chefs d'Etat réunis à Ottawa, je suis encore plus satisfait du résultat. Je ne me souviens pas d'une seule réunion de l'Union européenne occidentale, de la Communauté européenne ou même de l'OEA où les sept pays ont eu, après coup, de légères différences d'interprétation du texte dont il s'agit. Je ne me souviens pas d'une seule réunion où le résultat que nous connaissons aujourd'hui n'ait été le résultat d'un accord. Il n'y a eu aucun désaccord. Et je pense que les gouvernements qui ont signé ce texte ont la volonté de l'honorer ».

(Cet article a été rédigé par la Division de l'information économique et sociale de l'Organisation des Nations unies.)

Le supplément trimestriel « Un seul monde » est réalisé et publié, la même semaine, par quatre grandes quotidiens d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique latine, en coopération avec les organisations du système de l'ONU.

La charge financière principale de cette entreprise est de faire savoir les frais de fabrication et de rédaction du supplément, est supportée totalement, depuis dix-huit mois, par les journaux eux-mêmes. L'ONU et l'UNESCO, pour leur part, apportent une contribution intellectuelle et une aide logistique (frais de coordination, réunions rédactionnelles (trimestrielles), interprétation et traductions).

EL MOUDJAHID (Algérie)

Les manœuvres dilatoires des pays riches vont se poursuivre

BIEN qu'il ne puisse prétendre avoir un lien officiel avec les négociations globales sur la coopération économique internationale ni porter un préjudice quelconque au rôle central qui revient à l'Assemblée générale des Nations unies, le prochain sommet de Cancun (Mexique) sera inféodé à la commission la plus autorisée de la dimension Nord-Sud des relations économiques internationales. A l'issue de l'interdépendance, chaque pays, en effet, quelles que soient sa taille, sa puissance et ses ressources, se voit rappeler qu'il ne peut s'attaquer seul à bon nombre de problèmes avec lesquels il est aux prises, ni faire face à ses expéditions multiformes qui échappent à l'arbitrage interne. D'où un sentiment général d'indivisibilité.

Ce sera donc l'occasion pour les pays participants d'examiner dans leur ensemble la nature, l'ampleur et les incidences des grands problèmes qui se posent dans le domaine des matières premières, de l'énergie, du commerce, du développement, de même que de la situation financière et monétaire. De cet examen on attend qu'un appel politique sans réserve soit accordé aux efforts qui sont déployés pour qu'aboutissent enfin les « négociations globales » visant à instaurer un nouvel ordre économique mondial résolument plus équitable, négociations qui ne peuvent être laïques sans expéditions multiformes.

Il n'est plus possible, en effet, au terme de deux décennies d'interminables pourparlers à huis clos, de rester en rond, par manque manifeste de volonté politique de la part de pays pourtant riches de moyens, qui ne peuvent pas échapper à des structures modelées par leurs seuls intérêts politiques, économiques, commerciaux et stratégiques, qui maintiennent le tiers-monde en état de dépendance.

En ce sens, il serait vain, voire futile, de s'obstiner à ignorer longtemps encore les situations poignantes de misère, de malnutrition, d'ignorance et de mauvaise santé dans lesquelles croissent deux tiers de l'humanité. Le seul espoir d'éviter à terme la lumière des causes de cette situation et les conséquences qui en découlent dans l'avenir, ne peut que conduire à la mise en cause brutale du système international actuel, dont la faillite n'est plus à démontrer.

La récente aggravation de la dégradation de l'économie mondiale est marquée par une recrudescence du protectionnisme et par un effacement des prix des matières premières, par une escalade des taux d'inflation et d'alarmantes restrictions sur les marchés monétaires de change et de technologie, enfin par un endettement croissant qui provoque un déficit cumulé de plusieurs dizaines de milliards de dollars des balances courantes des pays en voie de développement. Cette dégradation, qui compromet durablement la réalisation des objectifs de ces pays, ajoute au tragique

de leur situation. Ce tragique est rendu encore plus évident par la mort, (par famine) de plusieurs millions d'hommes, par l'indifférence qu'entraînent les Océanides et l'absence politique qui revêt son caractère au changement d'un système inique.

On imagine aisément qu'il pourrait nous conduire à une telle situation, si les gouvernements politiques ne se dédient pas à favoriser les négociations globales sur la coopération économique mondiale au moyen d'un engagement solennel qui mette fin aux fautes, aux erreurs, aux abus, aux tentatives de l'extrême diversité des intérêts en jeu.

Assurément, pour conjurer la menace de la catastrophe qui s'annonce, il importe de démanteler l'objet et la portée des entraves au sommet de Cancun, au cours duquel devront être examinés simultanément comme sources d'éléments d'un seul et même problème global toutes les entraves et pratiques restrictives aux courants commerciaux internationaux, l'insécurité alimentaire, le coût élevé du financement et toutes autres inégalités de traitement de développement dont le tiers-monde est victime.

Des changements inéluctables

Il ne faudra notamment pas perdre de vue l'urgence de la situation, l'évaluation globale de l'application de toutes les résolutions touchant au développement économique (en particulier l'UNCTAD de Manille), aux négociations commerciales multilatérales, ainsi qu'aux engagements pris lors de la dernière conférence mondiale sur l'alimentation. L'expérience manifeste en effet que l'Occident a-t-il de ces résolutions, malgré l'apparente satisfaction qu'on veut tirer de la réunion ministérielle préparatoire au sommet de Cancun, d'élaborer des décisions éphémères, à vouloir enfermer le dialogue Nord-Sud dans la confrontation Est-Ouest pour mieux éliminer les causes de l'insécurité alimentaire, que devraient être le résultat des négociations globales au sein de l'ONU.

En définitive on ne peut savoir si l'étape de Cancun sera véritablement les verrous politiques qui empêchent de forger de nouveaux rapports Nord-Sud. Au moins, on sait que, si l'on ne peut prévoir si les changements inéluctables de l'ordre économique mondial s'accompliront dans la paix ou dans l'affrontement.

A. ZOUEB.

Le Monde (Paris)

Un entretien avec M. Edgard Pisani

(Suite de la page 31.)

« Le système est moins international qu'il n'est mondial. Le déficit n'est pas substantiel. Dans le premier cas, les nations, les Etats apparaissent comme les acteurs uniques, le second met en cause toutes les forces en présence, y compris les multinationales. Ce n'est pas en vain qu'il a fallu tenter d'élaborer pour elles un code de conduite. « Enfin, je crois que si l'urgence veut avoir quelque valeur elle doit comporter une idée complémentariste essentielle qui réside dans son caractère continu de l'ordre ou plutôt le système doit être négocié. »

« Pourquoi ne pas dire que, à son échelle et comme échelle, la convention de Lomé est un système global contractuel. »

« Quels pourraient être les instruments d'une politique d'autonomie alimentaire du tiers-monde ? »

« Avant de parler d'instruments, il faut parler de nécessité. Le déficit énergétique qui nous a fait tant craindre et qui, à certains égards, nous menace encore est moins grave de conséquences de tous ordres que ne l'est le déséquilibre alimentaire que le monde risque de connaître qu'il connaît sans doute. La Banque mondiale a pronostiqué pour l'année 2000, 700 à 800 millions d'êtres humains qui souffriront du manque de nourriture. Il faut savoir que la dépendance alimentaire du tiers-monde, pourtant essentiellement agricole, sera en l'an 2000 beaucoup plus grande par rapport au monde développé qu'elle ne l'est aujourd'hui. »

« Les conséquences de cette situation sont de nature à nous inquiéter. En effet, la situation d'un grand nombre de pays en voie de développement sera

inacceptable à beaucoup d'entre eux, car si des pays ne parviennent pas à résoudre leur problème de subsistance, ils risquent fort de ne pouvoir jouer en dehors leur indispensable subsistance. »

« 1) Il faut que nous nous convainquions les uns et les autres, pays développés et en développement, qu'une priorité absolue doit être donnée à la politique agro-alimentaire et que la volonté d'auto-suffisance est l'un des fondements de toute politique de développement. »

« 2) Il faut que les moyens technologiques, mais d'abord les moyens de

Intégrer le tiers-monde dans la politique agricole européenne

« 4) Il faut que les politiques agricoles des pays développés créent la capacité de subvenir dans l'immédiat aux besoins de ceux qui ont fait sans pour autant les empêcher, voire en les incitant, à développer leur propre production. »

« Ainsi la politique alimentaire des pays en voie de développement et la politique agricole européenne doivent faire l'objet d'une analyse parallèle. L'indispensable révision de la politique agricole commune européenne doit intégrer le tiers-monde comme l'une de ses dimensions essentielles. Compte il y a vingt ans par et pour une communauté largement défectuelle et repliée sur elle-même, elle doit devenir l'un des instruments privilégiés d'une communauté à responsabilité mondiale, soucieuse d'élaborer une politique agricole mondiale, soucieuse d'élaborer une politique mondiale de la subsistance et de l'autonomie du tiers-monde par rapport au monde développé qu'elle ne l'est aujourd'hui. »

« Qu'entendez-vous par là ? »

« Le monde occidental, l'Europe, réduisent de moitié les excédents, des millions d'hommes en fait, les marchés fluctuent avec une amplitude

recherché, sont mis à la disposition des pays en voie de développement pour que cette volonté d'auto-suffisance se fonde sur des modes cultivés, sur des choix d'espèces, sur des modes de consommation adaptés aux données naturelles et aux données sociales. »

« 3) Il faut que des accords internationaux de régulation des marchés mettent plus encore que nous-mêmes, les pays en voie de développement à l'abri de fluctuations qu'ils ne peuvent supporter. »

« 5) Il faut que les politiques agricoles des Etats reflètent les accords régulateurs, produits par produit ; et dans vingt ans à des excédents apparents, souscrivent un déficit réel. Le marché ne peut à lui seul assurer l'équilibre mondial et régional des besoins et des productions. Il y a d'autres mécanismes non point tels qu'ils immobilisent les forces productrices sous prétexte d'équilibre, mais tels qu'ils favorisent l'épanouissement de nouvelles forces et contiennent les déviations. »

« Pour la Communauté européenne, pour les investisseurs du Sahel (1), pour les membres de la communauté du tiers-monde est un indispensable mécanisme, mais il ne peut assurer seul les engagements pris par la Communauté européenne, politiques, stratégiques, politiques, il faut y intervenir non point pour détruire sa logique, mais pour contenir les excès, auxquels il est « naturellement » conduit. »

Propos recueillis par GILLES VIRET.

(1) Système de stabilisation des recettes de certains produits exportés par les pays membres de la Communauté, en fait, les accords à la CEE, par la convention de Lomé.

سكنا من الأصل

POIRS ET DOUX

s pays riches
ivre

AVANT LE SOMMET DE CANCUN

EXCELSIOR (Mexico)

De nouveaux acteurs seront-ils écoutés ?

Le dialogue Nord-Sud des années 70 a été caractérisé de dialogue de sourds. Il faut espérer que les choses iront mieux lors de la réunion de Cancun. Ce dialogue vise à instaurer un nouvel ordre économique international grâce à un transfert massif de ressources des puissances économiques de l'Occident aux pays retardés et en développement, qui constituent la majorité des pays du monde.

Le fait est là : le système international actuel est fondé sur la prédominance de deux grands interlocuteurs et sur la domination de deux blocs de pays industrialisés. Le Nord com-

prend les pays développés de l'ouest et de l'est, et les pays latins américains, le Sud. Mais le changement des dans l'air, comme en témoigne le fait que les pays dits du tiers-monde et d'autres nations traditionnellement exclues du concert mondial — comme la Chine communiste — revendiquent une participation accrue aux décisions politiques et économiques à l'échelle mondiale. L'apparition de ces multiples forces politiques a rendu encore plus tendues les négociations entre les pays industrialisés et ceux qui sont en voie de l'être : en effet, les discussions dans ce domaine continuent d'être répercutées par l'intérêt et les sommes en jeu.

vers les pays en développement, les problèmes énergétiques, les programmes alimentaires et la recherche d'un ordre plus stable dans le domaine financier et monétaire.

Divers analystes et commentateurs ont mis l'accent sur la nécessité de rechercher un ordre moins déséquilibré et exploit, mais l'histoire de la dernière décennie a justifié mentalement des effets plus dramatiques encore que ne l'ont été les précédents. C'est pourquoi le dialogue limité qui a eu lieu jusqu'ici n'a guère été satisfaisant que la réunion de Cancun a été décidée. Les déséquilibres actuels ne disparaîtront certainement pas pour autant, mais comme on l'a dit, il s'agit de faire jaillir une lueur qui éclaire les entreprises futures.

Comme l'a souligné la revue mexicaine *Contexto*, dans son numéro du 21-27 mai 1981, « il est presque impossible de prévoir les résultats de conversations qui, dans le passé, ont été marquées par l'insuccès ». Les déséquilibres actuels ne disparaîtront certainement pas pour autant, mais comme on l'a dit, il s'agit de faire jaillir une lueur qui éclaire les entreprises futures.

RUBEN RAL.

Les lois de la production et du capital

Deux types de facteurs au moins influent sur les termes du dialogue. Tout d'abord, le déséquilibre existant entre pays industrialisés et pays dépendants. La balance est défavorable à ces derniers. On sait que, tous les cinq ans, la population mondiale augmente d'un million de personnes, et que 90 % de celles-ci naissent dans les pays du tiers-monde. On sait, par exemple, que le Nord ne revêtait que 25 % de la population de la planète, mais fait plus de 80 % du commerce, possède plus de 70 % de ses richesses, environ 90 % de l'industrie et la quasi-totalité des établissements supérieurs d'éducation et de technologie. On répète souvent que les pays du Sud, en quête des devises nécessaires à leur développement, orientent volontiers vers la conquête des marchés extérieurs et que, à cet égard, ils sont sérieusement désavantagés par rapport aux pays riches. Seul, que ce soit sur le plan du commerce, des finances, de la technologie ou de l'industrialisation, le système international favorise le Nord. Le fait est que le Sud, en quête des devises nécessaires à leur développement, orientent volontiers vers la conquête des marchés extérieurs et que, à cet égard, ils sont sérieusement désavantagés par rapport aux pays riches. Seul, que ce soit sur le plan du commerce, des finances, de la technologie ou de l'industrialisation, le système international favorise le Nord.

Il n'en est pas moins vrai que, dans la réalité, le dialogue Nord-Sud a été écarté sous le bruit des discours et des polémiques entre l'Est et l'Ouest. Face à cette situation, les possibilités d'établir des relations d'aide mutuelle et de coopération entre les pays du Sud eux-mêmes se sont révélées extrêmement réduites, en raison de la

polarisation exercée par les Deux Grands.

Le deuxième type de facteur qui influe sur le dialogue se situe à l'intérieur même des pays émergents. Dans la majorité des pays du Sud, on ne pense pas, dit-on, en termes de besoins essentiels de la population (alimentation, santé, éducation, droit de l'homme, etc.), mais de programmes réalisables et axés sur l'exportation. Ces tableaux comportent de nombreuses variantes, mais toutes ont en commun la soumission aux lois de la production et du capital. C'est là un sérieux obstacle structurel à des politiques humanitaires au service du plus grand nombre. Mais le dialogue Nord-Sud ne prend pas en considération ce facteur et s'intéresse seulement aux questions spécifiques mentionnées plus haut, comme le transfert sur une grande échelle des ressources du Nord

Magyar Nemzet (Budapest)

Un préalable : réduire les dépenses d'armement

À la réunion au sommet de Cancun prévue d'ici l'été prochain, le dialogue politique marquant de l'automne. Le contraste est certes saisissant, si l'on compare deux pays participants, les États-Unis et la République arabe d'Égypte, par exemple, non seulement quant au niveau de développement et au style de vie, mais aussi en matière de dépenses d'armement. En cette avant-dernière décennie du vingtième siècle, le monde dépense des sommes fabuleuses pour l'armement, alors qu'une proportion considérable de sa population vit dans un état de pauvreté et de misère accablante.

À une récente réunion de la commission Brandt, à Berlin-Ouest, un de ses membres, le conservateur Edward Heath a lancé une sévère mise en

garde. À 95 % à nouveau, une crise alimentaire au cours des années 80, la responsabilité en incombera aux pays industrialisés », a-t-il déclaré. Cette remarque a valu à l'ancien chef du gouvernement britannique d'être attaqué par de nombreux participants, qui ont souligné qu'il était difficile d'envisager un quelconque progrès sans efforts sérieux de la part des pays concernés. M. Willy Brandt a mis en évidence la relation existant entre les dépenses d'armement et la détresse de nombreux pays du tiers-monde. Il a indiqué qu'en termes de kilogrammes par habitant il y avait dans le monde plus d'armes que d'aliments, alors que des millions d'habitants mouraient de faim en pleine Année internationale de l'enfant.

Ce que soulignent les pays socialistes

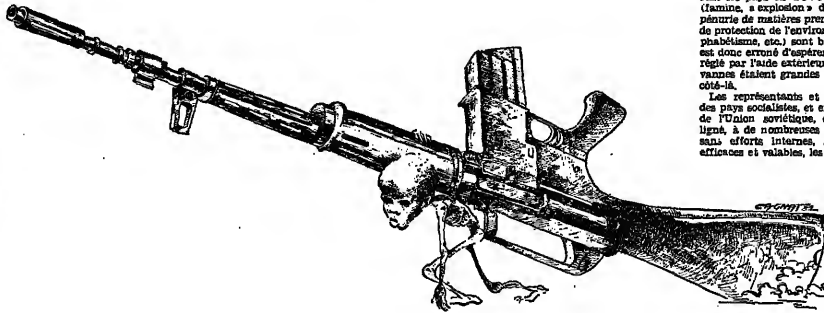
D'après un rapport de l'International Peace Research Institute de Stockholm, le monde a dépensé l'an dernier plus de 500 milliards de dollars en armement, soit environ quatre fois plus qu'en 1940. Frank Barnaby, directeur de l'institut, a déclaré qu'il était particulièrement dangereux que les armes de destruction massive soient de plus en plus perfectionnées et de plus en plus offensives. Il a parlé avec anxiété de la montée vertigineuse des dépenses militaires américaines : le Pentagone dépense environ 180 milliards de dollars pour ses programmes de cette année, et il envisage déjà d'en dépenser 200 en 1986.

En 1962, les dépenses militaires représentaient 43,8 % du budget fédéral

des États-Unis ; cette année, elles représentent environ 24 %. Si le super-programme d'armement décidé par le président Reagan voit le jour, en trois ans, ce pourcentage dépassera 32 % du budget national.

Les programmes engendrent des contre-programmes, les missiles des anti-missiles, sans que rien ne puisse, semble-t-il, arrêter cette fuite en avant. Les pays du tiers-monde n'échappent pas à cette course généralisée ; selon les estimations, ils totalisent environ 30 % des dépenses d'armement dans le monde. L'appel de la décennie des Nations unies pour le développement n'est suivi que mollement par les principaux intéressés. Le monde continue à dépenser pour l'armement au moins autant que pour l'éducation et la santé. Les conditions dangereuses auxquelles se heurtent les pays en développement (l' famine, l' explosion démographique, la pénurie de matières premières, l'absence de protection de l'environnement, l'alphabétisation, etc.) sont bien connues. Il est donc erroné d'espérer que tout sera réglé par l'aide extérieure, même si les sommes étaient grandes comparées à ce coût-là.

Les représentants et les dirigeants des pays socialistes, en se réunissant à l'Union soviétique, ont déjà souligné à de nombreuses occasions, que sans efforts internes, sans réformes efficaces et valables, les pays en déve-



Edgard Pisier

EL PAIS (Madrid)

La confrontation Est-Ouest écrase le dialogue Nord-Sud

Les contradictions entre les tentatives visant à établir un dialogue Nord-Sud et le concept d'un monde divisé en une confrontation Est-Ouest se sont approfondies récemment. L'vision du président Mitterrand en France, survenant après celle de Reagan aux États-Unis, a rendu cette opposition plus radicale encore. Une première manifestation a été la déclaration commune transatlantique par laquelle les deux pays reconnaissent le Front national de libération Farabundo Martí et le Front démocratique révolutionnaire du Salvador comme une force politique représentative. La déclaration est intervenue au moment même où Washington dénonçait la situation au Salvador comme résultant de l'aventurisme soviétique.

À l'été de ce conflit particulier, les avocats du dialogue Nord-Sud considéraient que l'instabilité économique et sociale des pays du Sud est une conséquence de leur exploitation par les pays industrialisés. Les conflits des pays du Sud perpétuent ainsi la lutte des classes au niveau international, alors qu'il ne sera possible que des relations plus horizontales et égalitaires. Cette position n'est cependant pas due à la générosité pure.

Deux thèses s'opposent

Il est donc difficile de voir comment le dialogue Nord-Sud peut aujourd'hui avancer : il n'est pas facile de s'attendre à des résultats positifs de la conférence de Cancun. Tout ce que les États-Unis n'acceptent pas le fait que l'agitation sociale et les mouvements révolutionnaires du tiers-monde ont leur cause interne propre, et

Sea avocats estiment que la lutte des classes au niveau international, déjà entamée par le truchement de l'arme du pétrole et des matières premières, peut avoir de graves répercussions économiques et sociales sur les pays du Nord.

Les vœux du président Reagan illustrent bien la position opposée, à savoir que les conflits économiques et sociaux sont provoqués directement par l'U.R.S.S. et ses satellites (comme Cuba en Amérique latine, le Liban en Afrique...). Il s'agit d'une attaque frontale au vu d'écarter le « premier monde ». Là où un régime fort met le bois à ces conflits, la paix règne, l'économie se rétablit, et la richesse nationale est redistribuée. Le campagne contre la violation des droits de l'homme dans ces pays n'est que le résultat de la croisade soviétique (et la responsabilité de la France, ou de ce qui est perçu comme son approbation de l'influence soviétique, est manifeste car, bien qu'elle ait condamné l'occupation soviétique de l'Afghanistan et du Cambodge, elle n'a jamais reconnu le mouvement de libération qui lui résistait, alors qu'elle reconnaît les guerriers du Salvador).

Une certaine manière, cependant, les États-Unis ont toujours appuyé la thèse des « besoins fondamentaux ».

L'opposition entre les deux thèses qui sont débattues au sein des forums internationaux du dialogue Nord-Sud est, d'une manière générale, la suivante : les uns plaident pour un ordre international, alors que pour les autres la satisfaction des « besoins fondamentaux » passe par des accords internationaux. Soit, d'un côté, un système global impliquant un plus grand contrôle des cycles économiques mondiaux de la part des nations périphériques (John Galtung), l'arrêt du pillage de ces nations par le centre et non pas simplement de « nouvelles conditions d'une division internationale intégrée du travail » (Samir Amin). De l'autre, une amélioration de la situation interne de chaque nation, impliquant de meilleures conditions de justice sociale. Le tiers-monde estime que cette dernière

conception n'est qu'un prétexte à une ingérence dans les affaires intérieures de chaque pays ; elle aboutit à une limitation de leur souveraineté, et ne sert qu'à dilapider de nouveaux marchés pour les pays industrialisés.

Le problème ne fait que s'aggraver depuis que le « doctrine Reagan » est mise en application avec vigueur ; le choix des pays qui maintient une aide et le mot même d'aide rappelle un système proche de la charité, ou fondé sur la récompense et la punition. Seuls les pays qui partagent la vision d'une confrontation Est-Ouest ont droit à un certain nombre de biens. L'inverse reviendrait à subventionner la sauvegarde. Mais alors, pourquoi limiter les récompenses et punitions aux seules nations ?

Trop tard peut-être

Beaucoup de pays du tiers-monde et même ceux de celui dit tiers-monde, savent ceux qui ont trop peu de matières premières pour représenter une menace et qui sont en même temps les victimes immédiates de la confrontation mondiale actuelle — hausse du coût de l'énergie, hausse des prix des produits manufacturés... — craignent que le nouvel ordre économique international comme le projet des « besoins fondamentaux » tendent à favoriser les élites — tant les élites internationales (quelques nations plus qu'autres) que les élites nationales (quelques groupes privilégiés plus que l'ensemble de la population). Et il ne se trouvent sans doute pas sur ce point.

Plus on essaie de simplifier et de radicaliser l'opposition entre ces pôles,

les incompatibilités entre les solutions Nord-Sud et Est-Ouest, plus on renarde toute solution, et la monnaie de l'avenir s'écartera à un rythme uniformément accéléré. À cette simple constatation et cette opposition il faudrait opposer l'établissement d'un dialogue Nord-Sud-Est. Pour le moment, et dans l'état actuel de confrontation, un tel accord tripartite paraît plutôt utopique. Mais on peut imaginer qu'il prenne forme un jour dans l'avenir. Si on n'y étache enfin, ce sera sous le coup d'événements qui auront un certain caractère d'irréversibilité. Comme toujours, les classes dirigeantes, tant à l'ouest qu'à l'est, tentent au Nord qu'au Sud, ne se désolent pas de leur conservatisme, et à la dernière minute, et peut-être trop tard.

EDUARDO HARO REGELON.

l'oppolement ne pourraient pas surmonter leurs difficultés. L'aide extérieure ne peut que compléter, et non remplacer, le travail fait sur place. Il convient également de faire observer que seules les demandes raisonnables peuvent être satisfaites.

Pour juger les pays en développement il y a un critère important, celui du type de société qu'ils sont en train de construire, qu'ils aient opté pour le modèle capitaliste ou qu'ils se soient engagés dans la mise en pratique d'une conception socialiste.

Le débat a des ramifications lointaines et embrasse les deux sphères. On peut difficilement s'attendre qu'un simple échange de vues suffise, comme par enchantement, des tables bien garnies pour ceux qui ont fait et des arguments pour ceux qui n'ont pas osé dormir. En revanche, une réduction des dépenses d'armement, ou du moins de leur taux de croissance, permettrait de libérer certaines ressources et d'aider les pays pauvres à faciliter en œuvre des réformes d'une importance réelle. C'est pourquoi la course aux armements demeure la question numéro un à l'ordre du jour de la politique internationale, particulièrement en cette fin de millénaire : de la poursuite ou de l'arrêt de la course aux armements dépendent non seulement la survie physique du monde, mais aussi les chances d'instaurer un ordre international plus stable, ainsi que la possibilité pour les pays déshérités du monde en développement de réduire leurs problèmes.

JOSEF MARTIN.

Les vingt-deux pays participants au sommet de Cancun sont : Algérie, Arabie Saoudite, Autriche, Bangladesh, Brésil, Canada, Chine, Côte d'Ivoire, États-Unis, France, Grèce, Inde, Japon, Mexique, Nigeria, Philippines, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Suède, Venezuela, Yougoslavie.

PRIORITÉS, PROPOSITIONS

DAWN (Karachi)

Une stratégie Sud-Sud est indispensable

Il y a sept ans, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies adoptait, à son sixième session extraordinaire, la déclaration sur le nouveau ordre économique international. Mais aujourd'hui, ce nouvel ordre n'est pas en marche. Il n'est en fait qu'un mirage, un idéal qui n'est pas en marche.

Cette stagnation s'explique par l'absence de toute tentative sérieuse visant à résoudre les questions qui sont au cœur du problème. Des négociations partielles se sont déroulées au sein de l'ONU et dans d'autres instances. Elles ont toutes débouché sur une impasse. Rien que le sommet de Mexico de certaines des grandes nations du monde doit voir se concrétiser une nouvelle tentative d'émouvoir le dialogue. Il n'y a guère de raison d'espérer un déblocage de la situation. Le fait que certaines grandes pays industrialisées, notamment même à l'instar des négociations mondiales, sans parler d'écopromotion, se sont structurées l'ordre économique mondial, a semé un désespoir général dans les pays en développement.

Rien d'étonnant à cela, car, à mesure que le temps passe, leur situation économique ne cesse de se détériorer. Ainsi, le taux de croissance moyen de leur P.N.B. est passé de 5,5 % dans les années 70 à 3,3 % dans les années 80 et l'on estime qu'il descendra jusqu'à 1,5 % dans les années 90. Leur dette extérieure a, entre autres, passé de 171 milliards de dollars en 1975 à 400 milliards de dollars en 1980. L'inflation, qui n'était que de 3 % dans les années 60, a dépassé les 10 % dans les années 70.

Les choses ne peuvent aller qu'en empirant et aucune mesure n'est prise immédiatement pour freiner l'aggravation de la situation économique du tiers-monde. Deux possibilités d'action s'offrent au Sud : il peut soit opter pour une confrontation ouverte avec le Nord et le laisser bouleverser la structure économique mondiale ; soit travailler à promouvoir une plus grande autonomie collective.

eff d'améliorer sa situation en se passant de la coopération du monde industrialisé.

Dans la mesure où une confrontation serait suicidaire, la sagesse politique commande que la coopération Sud-Sud, bien que cette proposition représente l'un des éléments-clés du rapport Brandt, elle n'est malheureusement pas reçue l'attention méritée. L'importance qu'il y a à instaurer une autonomie collective dans le Sud est double : cela aide les pays en développement à

Les grands domaines de dépendance

Le groupe des « 77 » a commencé à administrer la preuve des bienfaits qu'une telle coopération promet pour ses membres. Pourtant, aucune mesure effective n'a été prise jusqu'ici pour réduire la dépendance du tiers-monde à l'égard des pays industrialisés.

Il existe trois domaines où la dépendance du tiers-monde à l'égard du Nord est la plus forte, mais où les chances d'autonomie sont également

de débarrasser de certaines de leurs difficultés, et cela leur donne également la force économique dont ils ont besoin pour négocier avec le Nord, sinon sur un pied d'égalité du moins dans une position de moindre dépendance. L'écart entre le Nord et le Sud peut être diminué si les pays en développement réduisent dans tous la mesure du possible leur dépendance successive à l'égard du monde industrialisé, en intensifiant la coopération bilatérale, régionale et multilatérale ou sein du tiers-monde en tant que groupe.

les plus grandes. Ces domaines sont le commerce, le transfert de la technologie et le financement du développement.

Bien que le commerce entre pays du tiers-monde se soit beaucoup développé au fil des ans, on est loin d'avoir épuisé toutes les possibilités. En 1980, les exportations des pays en développement ne représentaient que 10 % de la destination du monde industrialisé.

représentent 83 % du total de leurs exportations ; alors que leurs importations en provenance de cette région s'élevaient à 82 %. En revanche, les exportations et les importations de ces pays entre eux constituaient 21 % et 18 % respectivement du total de leur commerce, et le commerce entre des pays ne représentant que 3,6 % des exportations et 5,2 % des importations mondiales. De toute évidence, cette tendance peut être inversée. La sortie d'invisibles sous forme de paiements pour le transport et les assurances peut aussi être considérablement réduite grâce à une coopération entre pays du tiers-monde.

Maintenant qu'un certain nombre de pays en développement produisent des biens d'équipement, il n'est pas difficile d'imaginer une complémentarité dans leurs échanges. Il convient de prendre des mesures pour stimuler le commerce entre les nations du tiers-monde grâce à la conclusion d'éc-

cords destinés à libéraliser le commerce parmi ceux-ci et établir des facilités de paiement et des arrangements de « clearing » et à créer une banque d'exportations qui fournirait des crédits pour soutenir le balance des paiements.

Un autre domaine qui mérite d'être exploré est celui du transfert de la technologie. Un certain nombre de pays en développement possèdent une technologie industrielle et peuvent en faire bénéficier d'autres États du tiers-monde. La création d'un pool de technologie du tiers-monde favoriserait la transfert, d'un pays en développement vers un autre, de technologies adaptées aux conditions locales. Ce pool pourrait également promouvoir la spécialisation en matière de technologie érudite dans des domaines tels que l'agriculture et l'irrigation, le pétrole et les minéraux, les produits chimiques et pharmaceutiques, le transport et l'aéronautique.

L'excédent de POPEP

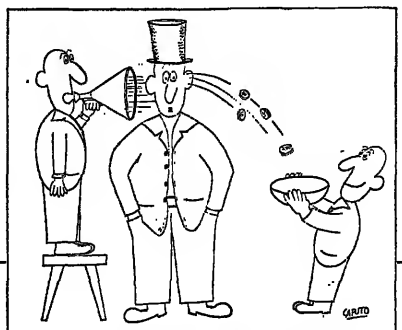
Mais la question la plus importante est celle de la mobilisation, au sein du groupe à court terme, des ressources vers les pays du tiers-monde. Rien qu'en 1980, l'POPEP a accumulé un immense excédent de 110 milliards de dollars. Sur cette somme, 70 milliards de dollars ont été déposés dans le système bancaire ou investis sous la forme d'obligations d'État, de prêts au secteur privé et de prises de participation dans les pays industrialisés. Seulement 5 milliards de dollars ont été prêtés directement à long terme aux pays en développement. Les investisseurs de pétrole et 15 milliards de dollars leur ont été avancés à titre de crédit à court terme pour leurs importations de pétrole ; 5 autres milliards de dollars ont été prêtés à des institutions financières internationales, dont le plus grand est contrôlé par l'Occident.

Le volume des pétrodollars qui s'accumulent dans les pays industrialisés dépasse de ce que ces derniers peuvent en faire usage.

discrepances, au monde en développement. En 1979, la circulation totale officielle ou non de ressources vers les pays du tiers-monde s'élevait à 82 milliards de dollars. Sur cette somme, 75 milliards de dollars provenaient de l'Occident industrialisé, dont 22 milliards seulement de l'F.A.P.D. (Aide publique au développement). Une modification de la politique d'investissement des producteurs de pétrole peut contribuer à réduire la dépendance du tiers-monde à l'égard du Nord.

La coopération Sud-Sud ne deviendrait réellement possible que s'il se créait de nouvelles institutions propres au tiers-monde, destinées non seulement à aider les pays en développement à former une stratégie commune, selon les suggestions de la commission Brandt, mais aussi à établir l'infrastructure dont ils ont besoin pour promouvoir entre eux le commerce et le transfert de technologies et de ressources.

ZUBEIDA MUSTAFA.



Dessiné de CARPATO JORNAL DO BRASIL (Rio-de-Janeiro)



ASAHI SHIMBUN (Tokyo)

Tendances inquiétantes de l'opinion publique

A U Japon, les gens semblent sentir quelque peu inquiète devant certaines tendances du sentiment national, qui se sont exprimées dans une série de sondages récents. Ces sondages, qui sont organisés chaque année par les services du premier ministre, portent sur les relations extérieures du Japon et comprennent une section sur la coopération économique avec les pays en développement.

Le dernier de ces sondages a été fait en mai 1980 et rendu public en septembre. Le questionnaire concernant la coopération économique commençait par rappeler que les pays industrialisés fournissent aux pays en développement une aide sous forme financière, technique et autre, et demandait si, tout bien considéré, le Japon devait à l'avenir jouer un rôle plus positif en matière de coopération économique. L'enquête devait choisir parmi les réponses suivantes :

- a) Nous devrions intensifier notre effort de coopération ;
- b) On degré de coopération modéré est suffisant ;
- c) Moins nous coopérons et mieux cela vaut ;
- d) Nous devrions mettre fin à cette coopération ;
- e) Sans opinion.

Les résultats de l'enquête ont montré que 40 % de la population étaient en faveur de la réponse a), c'est-à-dire pour une coopération plus active, et qu'une autre tranche de 40 % préférait la deuxième réponse, c'est-à-dire une coopération modérée. Seulement 6 % étaient en faveur de la réponse c), moins de coopération, et 9 % en faveur de d), suppression totale de la coopération économique. 14 % n'ont pas voulu se prononcer. Ainsi, ceux qui étaient pour la coopération économique, même à des degrés divers, représentaient 80 % du total, ce qui est certes un fort pourcentage de soutien.

Les fonds alloués par la Suède à l'aide publique au développement (APD) reflètent le changement intervenu dans le sentiment public : ils ont brusquement diminué en 1980, revenant au faible niveau d'il y a cinq ans, c'est-à-dire 0,75 % du P.N.B. Cette évolution va en sens inverse de celle qu'on pouvait observer dans les autres États membres du CAD qui, pour la plupart, accroissent leur aide à l'étranger. La seule exception était la Grande-Bretagne, qui, à l'instar de la Suède, a fortement réduit le montant de son aide cette année-là.

La conférence au sommet Nord-Sud, prévue à Mexico en octobre, a été proposée par la commission Brandt, qui, devant la situation de crise, était profondément convaincue que, à l'avenir, ne s'attaquait pas sérieusement au problème Nord-Sud, l'ordre économique international des années 1980 risquerait d'être gravement perturbé.

En réponse à la proposition de cette commission, le Japon, qui occupe une position stratégique entre le Nord et le Sud, s'est engagé à doubler ses dépenses d'aide publique au développement pendant la période 1981-1985 par rapport à ses dépenses correspondantes des cinq dernières années. L'attitude fondamentale du gouvernement japonais, dont on peut difficilement dire, du moins jusqu'à ces derniers temps, qu'il ait fait preuve d'excès de zèle, a favoré l'instauration d'un nouvel ordre international, commencé en 1974. Le problème n'est pas, comme nous l'avons déjà indiqué, dans l'évolution de l'opinion publique, qui montre des velléités de contraindre les intentions nouvelles du gouvernement dans ce domaine. Nous avons donc le devoir absolu de faire revivre l'intérêt du public pour ce problème extrêmement important, notamment à la veille de la conférence au sommet Nord-Sud.

SHINSUKE SAMEJIMA.

Comme en Suède

Mais là où les choses deviennent inquiétantes, c'est lorsque l'on compare ces résultats avec ceux des années passées. Ceux qui étaient pour la réponse a), c'est-à-dire pour une coopération plus active, totalisaient 44 % dans le sondage de 1978 et 41 % en 1979, contre 40 % l'an dernier, comme on vient de le voir. Le pourcentage de ceux qui préférent une approche plus positive à l'égard de la coopération économique a enregistré donc une baisse, et légère soit-elle. Le pourcentage de ceux qui ont opté pour la réponse b), c'est-à-dire pour une politique plutôt passive à l'égard de ce problème, était de 33 % dans le sondage de 1978 contre 40 % de celui de l'an dernier, ce qui représente une nette évolution. En d'autres termes, l'opinion japonaise semble de moins en moins enthousiaste à l'égard de la coopération économique avec les pays en développement.

D'ailleurs, ces dernières années, le sentiment populaire semble avoir évolué non seulement au Japon, mais également dans les autres grands pays avancés du monde, vers une attitude plus négative à l'égard de ce problème. La Suède en est un bon exemple. L'opinion publique de ce pays était traditionnellement la plus favorable à une extension de l'aide extérieure dans le concert des dix-sept. Mais les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'O.C.D.E. Or on constate, dans le sondage effectué dans ce pays en septembre 1979, que le pourcentage de ceux qui étaient en faveur d'une extension de l'aide est tombé brutalement de 33 % il y a cinq ans à 16 % en 1979. À l'inverse, ceux qui étaient d'avis que le niveau d'aide était « suffisant » sont passés de 51 % à 58 % au cours de la même période.

ZYCHOWSKI (Varsovie)

Le dialogue Est-Ouest-Sud

B IEN que la part de la Pologne dans le commerce mondial soit faible — à peine 1 % —, elle est la plus élevée, à l'exception de l'économie mondiale. Ses importations — pétrole, matières premières, produits chimiques et technologie — sont apparemment excessives. La plupart des entreprises polonaises ne font guère d'efforts pour exporter, ce qui, lorsque les conditions économiques sont favorables, élimine le profit que le pays peut tirer de ses exportations et crée d'énormes difficultés en période de récession.

Pour toutes ces raisons, alors que la Pologne a connu après la guerre les difficultés plus ou moins graves de balance des paiements, elle connaît aujourd'hui, comme on le sait, une grave crise économique. Le dialogue est-

rieur du pays atteint 25 milliards de dollars et la part des recettes des exportations consacrées aux remboursements et au service de la dette a considérablement augmenté, franchissant ce qu'il est convenu de considérer comme le seuil de sécurité pour une économie nationale.

Traditionnellement, la Pologne, comme d'autres pays moins industrialisés, exportait surtout des matières premières et des produits alimentaires. Or, à la suite du développement de son potentiel industriel et de l'élevation du niveau de vie de sa population, elle est devenue, ces dernières années, un pays exportateur de produits alimentaires et de matières premières. Dès lors, il lui fallait augmenter la part des produits industriels dans son commerce extérieur.

Un lourd fardeau financier

Cette tâche qui était loin d'être facile, s'est révélée pratiquement impossible à mener à bien à court terme. On peut attribuer essentiellement la raison de cet échec aux difficultés que l'industrie polonaise a rencontrées pour livrer des produits répondant aux critères de qualité et de solidité qui sont attendus des fabrications présentées sur les marchés occidentaux, et à l'insuffisance des réseaux de vente organisés, campagnes publicitaires, études de marché, etc., qu'exige l'exportation de denrées manufacturées.

En fait, les entreprises nationales ou internationales des pays industrialisés se partagent depuis longtemps ces marchés, ouvertement ou tacitement. Chaque nouvel exportateur doit affronter une forte concurrence de la part d'entreprises qui sont bien établies sur ces marchés et les connaissent donc beaucoup mieux que lui. Cela ne signifie pas, cependant, qu'il n'y ait aucune chance de réussir : cela veut dire simplement qu'il lui faudra beaucoup de temps et qu'il devra s'engager des dépenses supplémentaires. C'est un point que la Pologne a compris.

Un apport important de technologies étrangères modernes et une amélioration des techniques de fabrication devraient, pensait-on, créer des conditions favorables à une coopération industrielle entre les entreprises polonaises et les firmes étrangères. Cependant, malgré leur augmentation assez rapide, les accords de coopération ne sont pas nombreux. De plus, les conceptions de la fabrication exigent une main-d'œuvre et un équipement importants. La Pologne étant généralement fournisseur d'entreprises des pays industrialisés, elle n'a pas de grandes réserves sous sa propre main. Ce genre de coopération ne facilite donc pas la pénétration sur les marchés étrangers de produits polonais.

Depuis le milieu des années 70, Varsovie a entrepris de réduire sa dépendance à l'égard des pays industrialisés. Dans une première phase, l'économie polonaise réussit à survivre sans grandes difficultés car elle possédait encore des réserves, mais les contreparties de ces

مكتبة الأصل

ET DIFFICULTÉS NATIONALES

JORNAL DO BRASIL (Rio-de-Janeiro)

Solidarité avec le tiers-monde

COMME il n'est pas de document national définissant la position du Brésil dans le dialogue Nord-Sud, et comme peu de temps est consacré à l'examen de ce sujet à d'autres niveaux que celui du ministère des affaires étrangères, on en conclut généralement qu'il n'y a pas de position particulière brésilienne en ce qui concerne la réunion de Cancun. Ce n'est pas tout à fait vrai. Le gouvernement brésilien a décidé de soutenir la position adoptée par le groupe des 77 (ensemble des pays en voie de développement, regroupés dans le cadre de l'ONTU) relativement aux revendications pour un nouvel ordre économique international.

Le Brésil recherche, en effet, les buts suivants : libre accès aux marchés internationaux, sans obstacles ni discrimination ; prix et conditions équitables pour le commerce de ses produits ; meilleures conditions de crédit auprès d'institutions comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ; développement des facilités de financement à moyen terme offertes par quelques pays en voie de développement.

La position des 77 est plus qu'un plan utopique visant à réviser les modes de coexistence entre les pays riches et les pays pauvres. Les conseillers du ministre des affaires étrangères, M. Sarney Queiroz, assurent qu'il n'y a aucune incompatibilité entre la réalité brésilienne et la position du groupe des 77. La chancellerie a d'ailleurs organisé des réunions de coordination avec des représentants d'autres ministères (économie, planification, finances, agriculture, mines et énergie, industrie et commerce) avant Cancun. Dans la pratique, cependant, ces réunions ne regroupent que des représentants des divers ministères. Ils sont les seuls à se préoccuper véritablement des thèmes du dialogue Nord-Sud : les dirigeants, les ministres, les secrétaires généraux du secteur économique, occupés par les problèmes quotidiens de la crise brésilienne, n'ont pas le temps de s'étendre sur un thème aussi économi-

que que celui de la consultation des intérêts entre pays industrialisés et pays en voie de développement, entre producteurs et consommateurs de pétrole, entre les nations qui créent les nouvelles technologies et celles qui les importent.

Voilà pourquoi la position brésilienne, bien qu'elle soit totalement alignée sur celle du groupe des 77, est souvent accusée d'être pas trop générale. Les responsables brésiliens des affaires étrangères répondent que la position des pays industrialisés — États-Unis en tête, puis le groupe des pays de la Communauté européenne, le Japon enfin — est elle-même pas trop générale.

En fait la préoccupation première du gouvernement de Brasília est d'empêcher que ne se répande l'idée que le Brésil, de même que d'autres pays comme la Corée du Sud et le Mexique, est un pays nouvellement industrialisé (P.N.I.).

Des intérêts réciproques

Ce qui, également, est nouveau dans la façon dont le Brésil entend se présenter à la conférence de Cancun, est qu'il y aura une amplification des termes de l'échange international au niveau du commerce et des finances ne doit pas être une question de charité des pays riches envers les pays pauvres, mais bien au contraire une affaire d'intérêts réciproques où les avantages sont mutuels.

Lorsque le Brésil affirme son droit d'accès au marché international, en même temps qu'il demande de meilleures conditions de financement et de ventes, il veut manifester qu'il n'est pas seulement un exportateur dépendant par la conquête de nouveaux marchés nord-américains et européens, mais qu'il est également un importateur d'équipements, de technologies et de capitaux. Ainsi bien les pays riches devraient-ils s'intéresser davantage à sa prospérité !

De même que le Brésil ne veut

pas être classé comme P.N.I. (le plus pauvre parmi les riches), il ne tient pas non plus à ce qu'on distingue parmi les pays en développement ceux qui sont producteurs de pétrole et ceux qui ne le sont pas. Cette différence, affirme-t-il, n'est pas suffisante pour affaiblir toutes les relations existantes entre ces pays.

En tout cas, le Brésil ne peut plus se déchoir aujourd'hui comme par le passé, lorsque son intérêt sur le plan international se limitait au commerce du café et à quelques autres biens restreints. Il entend désormais participer pleinement au dialogue entre pays riches et pays pauvres. « Dans cette perspective, à bien d'égards, le ministre du plan, M. Delfino Neto, le Brésil peut désormais en biter d'indépendance à l'égard du monde entier, de la courbe d'étudiant, est bien finie. »

LUIS BARBOZA.



PLANTIL (Dessin de PLANTIL)

Est-Ouest-Sud

est capital pour la Pologne

mesures commencent à se faire sentir les années suivantes, lorsque les livraisons de produits nécessaires pour la réalisation de projets industriels à court et moyen termes commencent à diminuer. A plus longue échéance, les conséquences de ce type d'économie se sont révélées désastreuses. Le ralentissement des importations de matières premières et de produits intermédiaires a limité la production ; celle-ci a pour conséquence une baisse de la productivité et des excédents de main-d'œuvre.

La Pologne a adopté cette politique de limitation des importations, c'est qu'elle n'avait pas le choix : le déséquilibre de la balance des paiements était devenu impossible à redresser. En pareil cas, la solution extrême consistait généralement à renégocier les

conditions de remboursement de la dette extérieure. La Pologne n'a utilisé cette possibilité qu'en 1981 alors que son économie, après cinq années de limitation des importations, était déjà en piteux état.

Un élargissement des remboursements et des crédits internationaux est aujourd'hui extrêmement cher. La crise actuelle, avec l'élévation des taux de l'endettement, impose également un fardeau financier extrêmement lourd à la Pologne. Une renégociation n'est réellement utile que lorsqu'elle permet au pays de remettre de l'ordre dans ses finances, lorsque le revenu des exportations sert à augmenter le volume des importations et, par là, à accroître la productivité et à élever le revenu national. A cette date, malheureusement, rien de tel n'est possible en Pologne.

Des atouts nombreux

La situation n'est toutefois pas désespérée. Le pays est relativement riche en ressources naturelles — charbon, minerais, soufre. Sa population compte une forte proportion de jeunes dont le niveau d'instruction ne le cède en rien à celui de la jeunesse des pays hautement industrialisés. La Pologne possède également une industrie qui n'est considérablement modernisée au cours des années 70. Que faut-il donc pour assurer son développement ?

A court terme, une amélioration de sa capacité économique, grâce essentiellement à une augmentation de l'efficacité de la main-d'œuvre. Nous espérons que cette augmentation pourra être obtenue par une discipline accrue et une meilleure organisation du travail, et que la nouvelle réforme économique aura des effets de stimulation favorables au changement. Cette réforme devrait avoir notamment pour effet de renforcer la capacité d'exportation mais le bénéfice qui pourra être tiré sur ce plan dépendra de l'évidence des possibilités d'accès aux marchés mondiaux.

A plus long terme, l'accroissement des exportations est étroitement lié aux progrès du dialogue Est-Ouest-Sud. Ce dialogue devrait permettre à la Pologne de modifier la structure de ses exportations. En effet, la suppression de toutes sortes de barrières qui bloquent l'accès aux marchés des pays hautement industrialisés en dépend. Bien qu'elles n'aient souvent aucun caractère officiel, ces barrières n'en

font pas moins un rôle considérable en limitant ou en diminuant les exportations en provenance des pays du tiers-monde.

En ce qui concerne les régions en développement, la Pologne soutiendrait l'établissement avec les pays capitalistes une coopération qui pourrait prendre la forme d'opérations en association et d'investissements conjoints dans les industries extractives, les sciences et les industries mécaniques. La Pologne possède de bons spécialistes et la qualité de ses technologies est largement reconnue : les pays capitalistes ont des techniques de fabrication avancées et des capitaux. Ensemble ils devraient pouvoir apporter à ce pays en développement une aide qui leur serait également bénéfique à eux-mêmes, par exemple en favorisant le développement de leur commerce extérieur.

Si la Pologne s'intéresse au dialogue Est-Ouest-Sud, c'est aussi parce qu'il lui paraît indispensable d'améliorer le système monétaire et financier international. A cette date, ce sont principalement les pays industrialisés qui ont décidé du développement de la coopération économique internationale au sein de ce système, ce qui n'est pas sans influer sur lui.

Les points qui pourraient faire l'objet d'un accord n'en sont que plus nombreux, et l'intérêt de la Pologne d'adhérer plus tôt.

PAWEŁ BOSZEK.

le soleil (Dakar)

Une espérance et un combat

PARIS, décembre 1975. Cancun, au Mexique, en septembre 1981. La monde industrialisée, le tiers-monde, Mieux acteurs. Seul le droit a changé, avec, cependant, le même ciel chargé, et la complexité des rapports et de la relation internationale.

Il faut se rendre à l'évidence : la seule production de dialogue ne saurait suffire. Si nous ne faisons rien, nous allons tomber dans la catastrophe. Il convient d'engager les négociations sur des bases plus saines et plus constructives, les rapports entre un Nord essouffé et des pays du Sud de plus en plus essouffés.

Nous vivons un monde qui doit faire face à de nouvelles réalités, à des urgences et non à des données préétablies. Et dans cette mouvance, l'acte II n'est pas la seule solution au problème, qui fait qu'elle pose, dans sa perspective, la perpétuation d'une structure qui fait de certains pays d'intérêt assésés.

Comprendre que le monde doit changer, c'est reconnaître que le monde qui nous entoure est fondamentalement tridimensionnel (politique, économique et culturel).

D'abord la garantie de nos recettes d'exportation

Comment un pays comme le Sénégal, qui dispose de cinq millions de consommateurs, dont le rythme de croissance de l'économie est relativement faible, dont 40 % des recettes d'exportation sont englouties par une facture pétrolière passée de 5 milliards de francs C.F.A. en 1974 à 50 milliards de francs C.F.A. en 1980, dont la principale ressource, l'exportation de produits agricoles, est soumise à un déficit de 100 milliards de francs C.F.A. en 1979, peut-il se défendre dans un monde où il est dévoré annuellement quelque 250 milliards de francs C.F.A. par jour pour l'armement ?

Les mécanismes mis en place, tant par les pays industrialisés que par les institutions financières internationales, aboutissent, en outre, à ce résultat que nos pays supportent tout le poids de la crise, en raison notamment de la trop grande cherté du dollar et de l'absence de l'effet de la dette.

même s'il apparaît que la sphère économique est plus agitée, plus transparente : d'un côté la civilisation du gant, de l'autre un problème de survie.

Au plan du vécu de nos peuples, cette tridimensionnalité se traduit par une réévaluation des rapports en des termes plus féconds que ceux de l'antagonisme entre l'Est et l'Ouest. Les années 1970 ont été marquées par l'idée que le tiers-monde doit être observé au vu de son propre développement, d'une histoire et de modèles humains et politiques. Une appréciation plus fine des relations internationales s'impose.

L'illusion que le tiers-monde puisse rattraper le monde industrialisé doit être également combattue, alors que nous sommes condamnés à détruire des politiques nationales allant dans le sens d'un développement différent, endogène et exogène.

Dans cette stratégie, nous n'oublions pas que le tiers-monde est divers. Les questions qui assaillent un pays comme le Sénégal ne sont pas toujours de même nature que celles qui hantent la Corée du Sud, le Brésil, le Mexique, la Bangladesh.

dérégulation pourrait être alors envisagée.

Le transfert vers les pays du tiers-monde d'activités industrielles performantes et l'institution d'un impôt à prélever sur les budgets de dépenses pourraient également aider à corriger les déséquilibres.

Le Nord doit donc jouer franc. Les pays producteurs de pétrole gagnent, pour leur part, à effectuer le surplus financier tiré de la vente du pétrole à des projets de développement des pays qui souffrent du manque de capitaux, alors que les pétro-dollars sont investis dans des secteurs non productifs dans les pays industrialisés.

C'est toute l'importance de la coopération Sud-Sud avec tous ses paramètres (les échanges intra-africains ne dépassent pas 1 % du commerce international) qui se trouve ainsi ébranlée.

Quant au bloc soviétique de l'Est, sa participation au dialogue pour l'instauration du nouvel ordre mondial est capitale, en ce sens que cette participation donne une dimension nouvelle à des rapports centrés sur la conception classique du marché. Les pays socialistes n'ont pas le droit, au nom même de l'internationalisme prolétarien qu'ils proclament, de croiser les bras sous le prétexte qu'ils n'ont aucune responsabilité historique dans notre sous-développement. L'aide en armement aux mouvements de libération nationale, si importante qu'elle puisse être, ne suffit pas. Les droits économiques sont autant que les droits politiques et politiques des droits de l'homme.

Berlin, c'était en 1980. Le monde n'est pas à partager en empires coloniaux. Le nouvel ordre mondial doit participer de cette interdépendance reconnue entre les nations, dans des relations basées sur le sentiment de communauté dans la défense de l'homme. Vu sous l'angle technique, il sera basé. Nous sommes en face d'un projet humain qui dépasse la félicité des chiffres et l'obsession des pourcentages d'aide. C'est une espérance, et un combat.

ABDOULAYE NIANGA SYLLA.

(1) La contribution de la communauté internationale à l'effort de développement économique et financier pour la période 1975-1985 se chiffre à 50 milliards de francs C.F.A. du F.M.I., 10 milliards de la BID (Banque mondiale), 7 milliards de la STABEX, 20 milliards de la PMA (Programme de transfert de 21,5 milliards d'écus accordés à plusieurs milliards de pays arabes et de l'aide multilatérale).

SOCIAL

Le conflit à Renault-Billancourt

M. AUROUX : la direction n'a pas manifesté une volonté de dialogue suffisamment affirmée.

Interrogé, mercredi 14 octobre, à l'Assemblée nationale, par Mme Jacqueline Frayssier-Chassat (P.C., Buis-de-Beaumont), sur les conflits à l'usine Renault de Billancourt, M. Jean Auroux, ministre du travail, a déclaré : « Je reste à la disposition des participants pour mettre en œuvre éventuellement des procédures de médiation... »

PRÈS DE 1,4 MILLION DE CHOMEURS INDEMNISÉS EN SEPTEMBRE

Le nombre de chômeurs indemnisés par les ASSEDIC (causes d'assurance-chômage) est passé de 1 334 197 fin août à 1 382 002 fin septembre, soit une augmentation de 4,4 %. Mais l'ASSEDIC, qui recense les ASSEDIC, précise que, compte tenu d'une modification des définitions administratives à intervenir depuis août, des chiffres plus proches de la réalité sont attendus en septembre 1981. Le nombre de chômeurs indemnisés en septembre 1981 est de 1 382 002, soit une augmentation de 4,4 % en un mois et de 6,4 % en un an.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Moulinex

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1981 ET COMPARAISON AVEC CEUX DU PREMIER SEMESTRE 1980

Les comptes du premier semestre 1981 — non consolidés — se présentent comme suit (en millions de francs) :

	1 ^{er} semestre 1981	1 ^{er} semestre 1980
A) Rappel des ventes hors taxes	280	281
B) Résultat brut avant impôts	280	281
C) Résultat net après impôts	126 519	66 670
D) Résultat net après impôts et provisions	126 519	66 670
E) Résultat net après impôts et provisions et déduction des dividendes à verser	126 519	66 670
F) Résultat net après impôts et provisions et déduction des dividendes à verser et déduction des dividendes à verser	126 519	66 670

Worms Investissement SICAV

Le 30 septembre 1981, l'actif net de la Worms Investissement SICAV s'élevait à 1 000 000 000 F, soit 100 % de la valeur nominale des parts.

SAUPQUET

Il est précisé que les résultats consolidés du groupe Saupquet pour le premier semestre 1981 ont été approuvés par le conseil d'administration.

LE GROUPE CREDIT LYONNAIS

SITUATION DES SICAV AU 30 SEPTEMBRE 1981

SICAV	Capital	Provisions	Résultat
SICAV 1	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
SICAV 2	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
SICAV 3	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
SICAV 4	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
SICAV 5	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000

ÉTRANGER

En Belgique

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE RENFORCE SON CONTRÔLE SUR LES MÉTAUX NON FERREUX

De notre correspondant

Bruxelles. — La Société générale de Belgique, le groupe le plus puissant du pays, a suspendu la cotation de ses actions en Bourse pour procéder à une restructuration et à une consolidation. Le groupe annonce sa fusion avec la Financière et Industrielle des Métaux Non Ferreux (FIMNF), deux sociétés autrichiennes d'exploitation de métaux non ferreux.

CONJONCTURE

LE PLAN INTÉRIEURE

Une partie difficile à jouer

« Ce peut se gagner mais ce ne sera pas facile », a déclaré M. Michel Rocard, ministre d'État, ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire, qui, présidant, le mercredi 14 octobre, les grandes lignes du plan intérieur de 1982, a déclaré avoir fait, le matin, une communication sur ce dossier au conseil des ministres.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COMPTES EN MONNAIES	EN MONNAIES	EN MONNAIES	EN MONNAIES
1. DOLLAR	1.230 2.540	1.230 2.540	1.230 2.540	1.230 2.540
2. MARK	1.230 2.540	1.230 2.540	1.230 2.540	1.230 2.540
3. YEN	1.230 2.540	1.230 2.540	1.230 2.540	1.230 2.540

TAUX DES EURO-MONNAIES

	10/10	11/11	12/12	13/13	14/14	15/15	16/16	17/17	18/18	19/19	20/20
1. DOLLAR	1.230 2.540	1.230 2.540	1.230 2.540	1.230 2.540	1.230 2.540	1.230 2.540	1.230 2.540	1.230 2.540	1.230 2.540	1.230 2.540	1.230 2.540
2. MARK	1.230 2.540	1.230 2.540	1.230 2.540	1.230 2.540	1.230 2.540	1.230 2.540	1.230 2.540	1.230 2.540	1.230 2.540	1.230 2.540	1.230 2.540

EN SEPTEMBRE, LA HAUSSE DES PRIX SE SITUE ENTRE 1,1 % ET 1,2 %

La hausse des prix à la consommation en France s'est située entre 1,1 % et 1,2 %, indique l'INSEE, d'après des calculs provisoires. Le résultat définitif devrait être connu dans une dizaine de jours.

SALAIRES DE L'INDUSTRIE: NEGOCIER LE TOURNANT

1981, année charnière. Comme chaque année, l'Usine Nouvelle vous présente le dossier des salaires de l'industrie.

Mais aujourd'hui, ce dossier revêt une importance singulière. Face à vos interrogations, il apporte une information complète et objective sur des sujets brûlants :

les politiques salariales, l'individualisation des rémunérations, l'échelle salariale, la "prime aux grandes écoles", la place de l'ancienneté, les emplois qui montent et les régions qui se développent.

Un dossier-vérité. Le dossier Salaires de l'Usine Nouvelle traite des vrais salaires, tels qu'ils se pratiquent effectivement dans l'industrie.

Il est basé sur l'analyse de 100.000 bulletins de paye. C'est ce qui lui donne sa valeur et lui confère deux caractéristiques irremplaçables :

- celle d'un point de rencontre entre les partenaires sociaux désireux de construire un dialogue réaliste.

- celle d'un instrument personnalisé, permanent à chacun de se "reconnaître" dans les descriptifs des postes et d'en tirer sa propre évaluation de situation.

L'USINE

UN DOSSIER EXCLUSIF. LES SALAIRES DE L'INDUSTRIE.

En vente dans les kiosques dès le 15 Octobre. N°42 de l'Usine Nouvelle.

ifions
FUDI
TOBRE
ERGY
E DE L'IMPLANTATION
LE DE FRANCE
JANELLE MASON
AUD DE CHATELAIN
EAL LUC ALBERT
INTREPOTS
EAU
NS
MINISTRE DU PAYS 232
FPA-73

En avant première
chez **FRED** joaillier
la prestigieuse "Quartz"
d'Audemars Piguet



Audemars Piguet

Modèles numérotés en acier, or et acier, or.

FRED joaillier

6, rue Royale, Paris 8^{ème}
Le Claridge, 74, Champs-Élysées
Hôtel Méridien, Paris
Loews-Hôtel, Monte-Carlo
Aéroport d'Orly
Hôtel Byblos, Saint-Tropez
La Croisette, Cannes
Beverly Hills, Houston

AGRICULTURE

Mis sous douane
depuis le 12 août
**LES 800 000 HECTOLITRES
DE VINS ITALIENS
SERONT COMMERCIALISÉS**

Les 800 000 hectolitres de vins italiens retenus sous douane française depuis le 12 août vont être progressivement débloqués au cours des deux prochains mois à la suite d'un accord intervenu entre l'Italie et la France, a-t-on indiqué, le mercredi 14 octobre, au ministère de l'Agriculture.

M. Cellard, le secrétaire d'Etat à l'Agriculture, a indiqué qu'il n'y aura pas d'entrée massive sur le marché, pas de perturbation des prix et pas de contestation pour le revenu des producteurs français.

M. Cellard a aussi précisé que pour environ 300 000 hectolitres, pour lesquels l'absence de documents douaniers laisse présager des soupçons de fraude, des poursuites pénales seraient ouvertes en Italie contre les producteurs et les négociants, en France contre les importateurs.

Cet accord devrait mettre fin à la querelle ouverte en juillet lorsque des producteurs français avaient mené des actions de commando contre les camions transportant des vins importés d'Italie.

Le projet de budget pour 1982 se présente comme un document de transition

Le projet de budget pour l'Agriculture en 1982 se présente comme un budget de transition fœnétre, car il contient, d'une part, les contraintes inséparables du passé, la bonification d'intérêts pour les prêts du Crédit agricole et la subvention qui permet de boucler le budget social ; il renferme, d'autre part, des inflexions nouvelles, dont la plus importante concerne l'emploi. Quelques mille trois cents postes nouveaux seront créés dans les services, l'enseignement et la recherche. En revanche, les dépenses d'équipement sont en régression.

Pour 1982, le projet de budget pour l'Agriculture prévoit que l'ensemble des dépenses bénéficiant à ce secteur s'élèveront à 54,2 milliards de francs, soit une progression de 18,9 % par rapport à 1981. Il semble que cette somme globale ne sera pas affectée par la décision du

conseil des ministres de geler 15 milliards de francs sur l'ensemble du projet de budget national.

Les crédits d'Etat bénéficiant au budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) absorberont environ la moitié des dépenses. Le financement est assuré par des taxes diverses non professionnelles de 12,1 milliards, un versement du Fonds national de solidarité pour 7,3 milliards, un versement au titre de la compensation démographique de 11,7 milliards et, enfin, la subvention provenant du budget de fonctionnement du ministère de l'Agriculture proprement dit, qui s'élève à quelque 10 milliards (+ 14,9 %). Le budget total du BAPSA se monte à 51 milliards de francs. La différence entre les crédits et les taxes affectées fournis par le budget général et celui de l'Agriculture est convertie par les cotisations des professionnels, qui augmentent de 31 %, et par des taxes sur les produits, qui progressent de 29,08 %. Au total, la participation des agriculteurs à leur budget social est ce qu'on appelle le

22,06 % et représente 19,24 % de l'ensemble des ressources du BAPSA.

Le budget dépendant du ministère de l'Agriculture d'Etat, soit 31 milliards de francs, soit environ 37 % des dépenses bénéficiant au secteur. Les comparaisons avec le budget précédent sont malaisées, car, dans celui de 1982, les industries agro-alimentaires (L.A.A.) sont réintégrées, tandis que la majeure partie des crédits de la recherche agro-mique sont transférés dans le budget du ministère de la recherche. En fait, la structure constante, l'ensemble du ministère progresse de 15,96 %.

Ces réserves faites, on note que les dépenses ordinaires (crédits de fonctionnement) sont L.A.A. s'élèvent à 28,7 milliards et progressent de 11,6 %. Elles incluent, outre la subvention du BAPSA de 10 milliards de francs, le crédit pour la bonification des intérêts du Crédit agricole, d'un montant de 6,2 milliards (+ 16 %). Les dépenses en capital (crédits d'investissement) se montent, quant à elles, sous le L.A.A. toujours, à 1,7 milliard, soit une régression de 10,6 %. Par contre, les autorisations de programme progressent de 3,7 %.

Pour tenir compte des modifications intervenues dans la répartition des enveloppes ministérielles, on remarque que les crédits d'équipement calculés non pas pour le seul budget de l'Agriculture, mais sur l'ensemble des crédits d'Etat, diminueront en 1982 de 1 % en crédits de paiement et augmentent de 13 % en autorisations de programme.

Cinq secteurs prioritaires

Cette plus forte progression des autorisations de programme marque la volonté de préparer l'avenir non en conservant, en 1982, le budget d'équipement de l'Agriculture dans un corset plutôt étroit.

Cinq secteurs sont favorisés : l'emploi, la recherche, l'enseignement, le soutien des marchés, l'implantation des jeunes. En augmentant et l'emploi et les crédits de fonctionnement des services (+ 23,7 %), hors dépenses des personnels, l'Etat veut se donner les moyens de mettre en œuvre sa politique. Les crédits de recherche augmentent de 23 % et les dépenses ordinaires et de 44 % en autorisations de programme. Pour l'enseignement public, la croissance du budget de fonctionnement sera de 15,9 %. Pour l'enseignement privé, très important en milieu agricole, la dotation de l'Etat est stable mais peut grandir en compte les reliquats des exercices antérieurs, ce qui conduirait à une progression de 18 %.

Au chapitre de l'organisation des marchés, qui devrait dans l'esprit du ministre de l'Agriculture, la grande réforme de 1982, on trouve une ligne budgétaire de 14,9 % de 28 %. Elle assurera la création de l'Office des vins et la préparation de la mise en place de l'Office des fruits et légumes. Enfin, le projet de budget prévoit l'augmentation de 33 % au 1^{er} juillet 1982 et de 25 % à la fin de l'année de la dotation à l'installation des jeunes agriculteurs. Globalement, les crédits du fonds qui gère cette dotation ainsi que d'autres primes destinées à améliorer les structures des exploitations augmentent de 14 %.

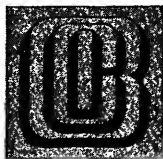
En revanche, les crédits de modernisation (remembrement, hydraulique) et ceux d'actions techniques (productivité de l'élevage, qualité des produits, lutte contre les maladies) progressent fort peu et représentent même en francs constants. C'est le principal défaut de ce budget. Le gouvernement s'en défend sans doute en invoquant le manque de temps pour remettre de l'ordre dans cette forêt d'actions ponctuelles, qui ne sont pas sans effet sur le revenu agricole, mais pour lesquelles personne, jusqu'à présent, ne s'est soucié de mesurer l'impact. Ce devrait être l'objectif d'une autre politique plus sélective dans l'attribution des aides de modernisation selon les revenus des exploitants.

JACQUES GRALL

Ebic: L'expérience conjuguée de sept grandes banques internationales Européennes.



Amsterdam-Rotterdam Bank
Pays-Bas



Banca Commerciale Italiana
Italie



Creditanstalt-Bankverein
Autriche



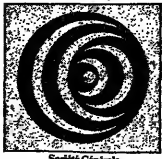
Deutsche Bank
Rép. Féd. d'Allemagne



Midland Bank
Grande-Bretagne



Société Générale de Banque
Belgique



Société Générale
France



En France,
la banque Ebic
est la
Société Générale.
Interrogez-la.

Où que vous soyez et quel que soit votre
problème financier, nous pouvons vous aider.

Nous mettons à votre service les
moyens d'action et l'expérience de sept
grandes banques indépendantes.

Au total: 10.000 agences, plus de
200.000 personnes et des bilans dépassant
\$350 milliards.

Voilà pour l'Europe.

Mais nous avons aussi un réseau EBIC
dans d'autres parties du monde:

Aux Etats-Unis, avec l'European
American Bancorp (EAB).

En Asie, avec l'European Asian Bank
implantée en Corée du Sud, à Hong Kong,
en Inde, en Indonésie, en Malaisie, au
Pakistan, aux Philippines, à Singapour, à
Sri Lanka, à Taïwan et en Thaïlande.

Enfin, des services financiers spécialisés
sont offerts par la Banque Européenne
de Crédit à Bruxelles et par l'European
Banking Company
à Londres.

ebic
European Banks International

Des moyens pour les affaires partout où il y a des affaires

COLLECTIONNEUR AMATEUR
SPÉCIALISTE
ART EXTRÊME-ORIENT
Porcelaines - Jades - Bronzes
Plaques d'ivoire - Lacs
VENTE - ACHAT - CONSEILS
Mégasse collection
Mégasse à partir de 100.000
DISCRETION ASSURÉE
Boulevard de la République 282
HAVAS - 77007 Meaux - Cedex

مكتبة من الأصول

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

14 octobre

Plus résistant
Le lingot au plus bas de l'année

Pour la troisième séance consecutive, les cours se sont repliés mercredi à la Bourse de Paris. Néanmoins, une tendance nettement plus marquée à la résistance a pu être observée et à la clôture l'indicateur Instantané n'enregistrait qu'un modeste glissement de 0,4 % aminci.

« C'est un marché dans lequel il y a à boire et à manger », déclarait un professionnel à son voisin. De fait, hausses et baisses ont alterné dans tous les compartiments, les nationalisables elles-mêmes se révélant aussi assez irrégulières.

Pour tout dire, la Bourse donnait l'impression de ne pas très bien savoir quelle attitude adopter. A l'évidence, sur un plan très général, l'environnement reste menaçant, et, si un début de reprise est effectivement constaté au niveau de la consommation, les investissements industriels tardent à reprendre. La détente des taux inciterait les chefs d'entreprise à prendre des initiatives, mais la Bourse, qui ne se coupe pas possédant la question autour de la corbeille, où le débat sur les nationalisations est suivi de loin, le reste — autre argument développé par quelques-uns — que le marché français ne peut se désolidariser des autres grandes places financières internationales, dont le moins que l'on puisse en dire est qu'elles n'ont franchement pas bonne mine.

Le cours de la devise-titre a peu varié : 6,95 F/7 F contre 6,80 F/7,10 F. Le seul fait saillant de cette séance sans attrait et peu animée a été le retour du lingot à son plus bas niveau de l'année. Alors que l'on remonte aux États-Unis et à Londres 1445,25 dollars l'once contre 443,25 dollars), ledit lingota coté 83 000 F (= 1 995 F) avant de se redresser un peu à 83 700 F. Repli également du napoléon à 850,10 F (= 19,90 F).

BOURSE DE PARIS			
VALEURS	% de nom.	% de coupon	VAL.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

R.A.S.F. ET LES CASSETTES VIDEO. - Le groupe allemand, numéro mondial de l'industrie chimique, va investir 100 millions de deutschemark (251 millions de francs), pour développer la production de cassettes vidéo, en prévision d'un doublement du marché dans les deux années à venir, qui pourrait atteindre trois cent soixante millions de pièces. B.A.S.F. est actuellement le seul fabricant offrant des cassettes compatibles avec les systèmes vidéo existants.

de graves difficultés financières, cet échec de magasin, la deuxième en Espagne, va passer à 80 % sous le contrôle Rumasa, la plus puissante société holding du pays. La banque d'affaires Urquijo est le principal créancier des Galerías Preciados, dont le capital, pour une part minoritaire, appartient à la famille Franco, et une société d'investissement allemande.

PIRESTONE EST CONDAMNÉE E
SUISSE. — La première cour de droit p
blic du tribunal fédéral suisse a confir
le jugement du 23 novembre 1979, co
nstatant que la firme américaine a vol
2,6 millions de francs suisses (7,8 millio
de francs) à plusieurs syndicats, pour s'e
abuser de leur confiance en fermant p
piètement ses usines suisses.

RICOH. — Les actions de cette socié
nipponne, qui, dans son pays, se situe à
la tête de la fabrication de caméras p
loopteurs et à la troisième pour l'horlog
rie, seront introduites à la Bourse de Pa
le 20 octobre prochain. Le chiffre d'a
aires consolidés du groupe, en 1980, a
teint l'équivalent de 1,1 milliard de francs

ELF-GABON. — Résultats au 30 ju
1980 : le chiffre d'affaires C.F.A. s'est
l'exercice 1980 en entier, la société a
dépensé 41 900 millions de francs de bé
tise net.

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, base 100 = 31 déc. 1980)		
	13 oct.	14 oct.
Valeurs Françaises	87,3	86,6
Valeurs étrangères	141,6	140,9
C° DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 = 29 déc. 1963)		
Indice général	92,7	92,2
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE		
Effets privés du 15 oct.		17
COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	14/10	15/10
1 dollar (en yens)	229,05	228,95

14 OCTO

NEW-YORK

Rechnung

L'ombre d'une sévère récession a plané mercredi sur Wall Street et le marché a déjà pen vaillant les jours précédents, a reculé avec brutalité. En clôture, tandis que l'indice des industrielles s'est effondré à 950,64 soit à 14,94 points en-dessous de son niveau de la veille, un décalage de 111 valeurs en baisse, soit 1 868 haussées, et seulement 383 en hausse.

L'activité s'est cependant ralentie et 40,26 millions de titres ont changé de mains au lieu de 43,07 millions mardi.

De très nombreuses voies se sont élevées autour du « Big Board » pour attirer l'attention sur la très grave menace qui pèse sur l'économie américaine et contredire les affirmations répétées de l'administration sur un ralentissement provisoire de l'expansion.

amplifié qu'à mesure de leur publication des résultats des grandes firmes industrielles pour le troisième trimestre se révélèrent assez mauvais dans l'ensemble, préfigurant ainsi ce que beaucoup redoutaient.

Un troisième facteur a lui aussi pesé sur les cours : la décision des banques de relever de 16 à 17 % le taux des prêts consentis aux courtiers.

Cette mesure a fait l'effet d'une douche froide et les opérations, se souvenant des récentes déclarations de M. H. Kaufmann, sont de moins en moins penchées que le décalé sur le front monétaire sera durable.

VALEURS	Cours 13 oct.	Cours 14 oct.
Alcan	23 3/4	23 1/8
A.T.T.	58 3/4	58 1/4
Bovis	25	24 5/8
Chase Manhattan Bank	67 5/8	58 1/4
De Pont de Nemours	38	38
Eastman Kodak	80 3/8	85 3/8

VALEURS	Cours 13 oct.	Cours 14 oct.
23 3/4	23 1/8	
58 3/4	58 1/4	
58 1/2	58 1/4	
57 5/8	57 1/4	
38	38	
55 3/4	55 3/8	
30 1/2	30	
16 1/2	16 5/8	
58 5/8	55 1/2	
28 5/8	30	
43 1/4	42 1/8	
17 1/4	16 3/4	
53 7/8	53 1/2	
29 7/8	28 1/8	
28 7/8	28 1/4	
45 3/4	45 3/8	
55 1/4	53 1/2	
33 1/4	32 3/8	
19 1/2	18 3/4	
48	48	
28 1/8	28 1/8	
28 7/8	28 5/8	
40 3/4	40 3/8	

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, base 100 = 31 déc. 1980)		
	13 oct.	14 oct.
Valeurs Françaises	87,3	86,6
Valeurs étrangères	141,6	140,9
C ^o DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 = 29 déc. 1963)		
Indice général	92,7	92,2
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE		
Effets privés du 15 oct.		17
COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	14/10	15/10
1 dollar (en yens)	229,05	228,95

14 OCTO

BOURSE DE PARIS 14 OCTOBRE COMPTANT

VALUES		VALUES		VALUES		VALUES				
	%	%		%	%		%			
6 %	25.30	0.115	Age, Inc. Mchng.	38.30	36	George S.A.	773	C.E.V.	142.20	137.40
7 %	39.50	50.70	Age, Inc. Mchng.	16.75	17.30	John R.A.	66	Chamber D.J.	150.20	142.20
8 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
9 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
10 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
11 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
12 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
13 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
14 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
15 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
16 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
17 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
18 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
19 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
20 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
21 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
22 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
23 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
24 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
25 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
26 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
27 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
28 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
29 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
30 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
31 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
32 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
33 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
34 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
35 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
36 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
37 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
38 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
39 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100
40 %	39.50	50.70	Alfred Harbin	71.18	72.20	John R.A.	438	Chamber D.J.	880	100

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. FRANCE, EUROPE, ETATS-UNIS

ETRANGER

3-4. DIPLOMATIE

— La Quest d'Orsay et le changement : la plus vaste mouvement diplomatique depuis la libération. L'ambassadeur de la France à New York, Jean-Marie Guéhenno, a été nommé pour les rétrograder.

4-5. EUROPE

— La visite à Paris de M. Lach Wolens.

6. PROCHES-ORIENT

7. AFRIQUE

POLITIQUE

7-8. Le débat sur les autodéterminations à l'Assemblée nationale.

9. M. Bernard Attali est nommé député à l'Assemblée nationale.

10. La communauté officielle de conseil des ministres.

SOCIÉTÉ

11. JUSTICE.

12. SPORTS.

13. HISTOIRE : « De la Résistance à l'Europe », le message de Louis Armand.

LE MONDE DES LIVRES

15. Graduations et ministres de jouer l'échec.

16. LE FEUILLETON DE BERTRAND POINOT, DELPECH : Maurice Robert, Jean Rostand, des lecteurs qui demandent de lire.

17. LA VIE LITTÉRAIRE.

18. AU FIL DES LECTURES.

19. ROMANS HISTORIQUES : ces machines à explorer le temps.

20. POLITIQUE : le chape de Giscard.

21. LETTRES ÉTRANGÈRES : Michael Moorcock, de la S.F. à la révolution russe.

CULTURE

24. Le rapport de la commission Molk.

25. MUSIQUE.

ECONOMIE

27. AFFAIRES : le successeur de président de C.N.P.F.

28. SOCIAL.

29. TRANSPORTS : « Faut-il de tout ? » La détermination du climat social, par Gaston Messey.

30. FRANCE.

31. CONJONCTURE : le plus inquiétant.

32. AGRICULTURE : le projet de budget pour 1982 se présente comme un document de transition.

RADIO-TELEVISION (27)

INFORMATIONS.

« SERVICES » (28) :

La maison, Loto, Loterie nationale et Arlequin ; Mots croisés ; Météorologie ; Journal officiel.

Annouces classées (29-30) ; Carnet (31) ; Programmes spectacles (28-27) ; Bourne (41).

Dans son prochain numéro

Le Monde

contient :

• IDÉES : L'école.

• EUROPE : Du pays sans changement, le deuxième article de R. Brignone sur les élections.

• UN SUPPLÉMENT SUR LE NIGÉRIA.

• LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS : Les voyages en autocar.

(Publié par)

Calculatrices

qui impriment

px.charter/Duriez

Les meilleures marques, les plus durables : Canon, Triumph, Adler, Texas Instruments, Olympia, Olivetti, Sharp, Sanyo, Casio, Brother, Papper, ordinaires ou électroniques. Alimentation par secteur ou par batteries rechargeables ou piles. Mini, compactes ou barillettes. Accessoires. Affichage ou non. Etc.

Bureau, 12, boulevard Saint-Germain, Métro Odéon. Tél. 01 40 50 50 00.

A B C D E F G

Rien ne s'oppose à la conclusion d'accords sur une base militaire française si Mayotte revient dans l'ensemble comorien nous déclare le président Abdallah

Séjournant à Paris depuis deux semaines, le président comorien Ahmed Abdallah avait déjà été reçu le 6 octobre à l'Élysée (le monde du 6 octobre). Avant de rencontrer à nouveau, ce jeudi 15 octobre, le président de la République, il a répondu à nos questions, dont la première portait sur son sentiment à l'égard du problème de Mayotte, qui a longtemps posé sur les relations entre les deux pays.

— Tu ne suis pas inquiet à ce sujet. La gauche a toujours défendu le principe de l'intégrité territoriale de l'archipel de Mayotte. Lorsqu'il était dans l'opposition, le parti socialiste et le parti communiste ont voté contre le rattachement de Mayotte à la France. Mais aujourd'hui, le point de vue opposé et contraire à l'accession à l'indépendance dans la division.

— Mayotte demande l'indépendance. L'ensemble français malgré l'accession à la souveraineté internationale du vote de l'archipel comorien le 6 juillet 1975. Lorsque j'ai repris le pouvoir, le 2 mai 1978, j'ai eu trois cents délégués politiques. Aujourd'hui, en ce moment même — tous ceux de la gauche — les candidats de la gauche ont voté contre le rattachement de Mayotte à la France.

— Mais peut-être le président de la République française et vous-même n'êtes-vous pas entièrement d'accord sur les modalités de cette éventuelle réintégration ?

— Il n'y a pas de formalisme question de cela entre nous. Mais en ce qui concerne, l'indépendance, le fait que la Commission européenne ait voté le 15 octobre dernier, c'est une large autonomie constitutionnelle qui a été votée.

— Et c'est à dire qu'une solution de type confédéral peut être envisagée ?

— Non, il n'y a pas question que une telle solution ouvrirait la voie à une sécession.

— Quelles seraient pour la France les conséquences du retour de Mayotte dans l'ensemble comorien ?

— Cela permettrait d'étendre et de renforcer les accords de coopération de coopération avec la France. Non seulement les intérêts de celle-ci dans l'océan Indien sont importants, mais les intérêts en importance. Actuellement, la défense de l'archipel est confiée à la France, et rien ne s'oppose à la conclusion de bases militaires entre nos deux États. C'est la solution que les Américains ont adoptée avec Cuba pour l'installation de la base de Guantanamo.

— Est-ce que ce n'est pas sous l'égide de l'archipel des Comores ?

— Les Comores ont été créées en 1975 par le président Loubet. Elles ont été créées en 1975 par le président Loubet. Elles ont été créées en 1975 par le président Loubet.

— Le ministre de l'Urbanisme et du logement indique en outre que M. Jean Tribel, architecte, sera très prochainement nommé directeur adjoint de l'architecture et succéder à M. Claude Robert.

Propos recueillis par PHILIPPE DECAENE.

LES PROPOSITIONS DU NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA R.A.T.P. 1350 emplois nouveaux, retour des agents sur les quais déclassement partiel de la première classe

M. Claude Quin, théoricien de l'économie, militant et responsable communiste, a été nommé président du conseil d'administration de la R.A.T.P. au début de mois d'août. Il a, depuis, ouvert tous les dossiers de l'entreprise, consulté tous ceux qui pourraient avoir une idée, une compétence, une revendication, les élus régionaux et locaux, les cadres de la Régie, les syndicats — tous les syndicats — de la R.A.T.P. et de la région. Aujourd'hui, les grandes lignes de la politique qu'il souhaite suivre sont tracées. Les a déjà présentées aux organisations syndicales ; il les soumettra au conseil d'administration de la R.A.T.P. à la fin de ce mois, mardi 20 octobre. Il les présentera au cours d'une conférence de presse.

Des changements notables dans la R.A.T.P. même s'ils ne portent que sur des détails — seront perceptibles dès 1982. A plus longue échéance, des modifications plus importantes seront apportées. Mais même d'ici à quatre ou cinq ans le fonctionnement du réseau de transport de la région parisienne et son financement ne pourront être profondément différents de ce qu'ils sont maintenant. Toute amélioration du système coûte cher, très cher, et tous ceux qui peuvent le financer, usagers, contribuables, entreprises, ont déjà été largement sollicités. Les nouveaux détenteurs du pouvoir se heurtent au même mur que leurs prédécesseurs : la R.A.T.P. est une lourde et coûteuse machine. Elle ne peut être maintenue qu'en docœur.

En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :

• **En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :**

• **En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :**

• **En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :**

• **En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :**

• **En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :**

• **En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :**

• **En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :**

• **En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :**

• **En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :**

• **En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :**

• **En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :**

• **En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :**

• **En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :**

• **En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :**

• **En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :**

• **En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :**

• **En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :**

• **En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :**

• **En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :**

• **En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :**

• **En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :**

• **En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :**

• **En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :**

• **En attendant, voici les principales mesures que M. Quin envisage de prendre dans l'immédiat, mais à certaines doivent recevoir l'aval de diverses autorités de tutelle (ministères des transports parisiens, ministères des transports, ministère du budget) :**

Vers la démission du cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?

Le cabinet néerlandais ?